



NPA

**NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE**

Conseil politique national

23-24 septembre 2017

Table des matières

Compte-rendu du CPN

2

Résolution adoptée	2
Résolution politique proposée par A&R et TC	4
Prise en compte de la procuration	8
Motions jeunes	8
Motion report du congrès	9
Motion congrès	9

Explications de votes

10

Des questions suspendues en l'air	10
Explication de vote des membres du CPN du CCR	10
A propos du déficit d'élaboration et de discussion politiques	11
Explication	12
Un CPN qui ne discute pas vraiment...	13
Défendre une politique pour le mouvement passe par combattre les directions syndicales et réformistes	14

Congrès

18

Texte d'orientation – Un choix réaliste pour le NPA	18
Construire à contre courant un parti révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière, en capacité d'intervenir dans les luttes politiques	30
Construire une organisation pour l'émancipation	32
Contribution	33
Contribution des militant-e-s du CCR	43
Mélenchon et les textes du Congrès de la Quatrième Internationale.	46
Éléments pour la discussion sur le congrès	47
Motion anti-racisme	51
Quelques propositions de motions à discuter pour le congrès	52
Textes soumis à la discussion des comités par les élu-e-s Tendance CLAIRE du CPN	54
Proposition de plan de texte pour le congrès	70

Texte d'orientation – Un choix réaliste pour le NPA

Jean-François Cabral (CPN-93)

A l'évidence, l'extrême gauche a bien du mal à convaincre. Il ne s'agit pas simplement de ses scores électoraux. Les organisations se portent mal, à l'image de l'ensemble du mouvement ouvrier.

On peut certes se réfugier derrière l'idée que beaucoup de gens seraient d'accord avec nous mais ne seraient pas prêts à faire le geste. Mais c'est justement l'un des symptômes. En 2002, l'extrême gauche dépassait les 10 % de votantEs et le PCF était en dessous de 2 %. Dix ans plus tard, malgré la création d'un « nouveau » parti anticapitaliste, c'est Mélenchon qui rafle la mise. Il l'a amplement confirmé et amplifié depuis.

On peut certes insister lourdement sur les difficultés de la période, les défaites accumulées, le rapport des forces dégradé, l'éclatement du prolétariat etc. Toutes choses sans doute en partie vraies, souvent exagérées car manquant fortement de recul historique. Mais force est de constater alors que l'extrême gauche n'incarne pas non plus un pôle de résistance susceptible de résister au courant général.

Il y a surtout une question que nous prenons bien soin de ne pas poser. Nous sommes tellement convaincuEs d'avoir raison, avec le bon programme et les bonnes idées, que nous nous demandons rarement pourquoi nos arguments sont si peu convaincants et pourquoi on les écoute si peu. Parce que notre programme paraîtrait trop utopique ? Parce qu'après les expériences pourtant désastreuses de Tsipras et de Chavez, celui de Mélenchon paraîtrait tellement plus convaincant et crédible que le nôtre ?

Le projet que nous défendons à l'occasion de ce congrès procède d'un raisonnement exactement inverse. Le point de départ n'est pas la faiblesse supposée de la classe ouvrière et son manque de combativité, son niveau de conscience insuffisant. Le point de départ, ce sont nos propres faiblesses politiques, l'appauvrissement de nos raisonnements dans une nouvelle période pourtant si compliquée, la paresse de notre propagande qui semble ignorer les préoccupations quotidiennes du milieu que nous prétendons représenter. Avec un premier constat, plutôt symptomatique : lorsque s'est présentée enfin l'occasion d'un vrai débat sur nos raisonnements stratégiques, déconnecté des enjeux de vote et de congrès, il n'y a eu pratiquement personne pour s'en emparer véritablement. Et surtout pas les différentes « sensibilités » et « tendances » qui contribuent aussi à leur manière à la non-discussion.

Faiblesse politique et désordre organisationnel ont parties liées. Mais les rivalités entre tendances (déclarées ou non, car il y a sur ce sujet beaucoup d'hypocrisie) ne sont évidemment pas le seul facteur qui rend difficile, voire hypothétique, un débat politique sérieux, prolongé, allant au-delà des fausses évidences et des urgences du moment. Le conformisme, la paresse, ont également leur rôle. Un nouvel afflux de militantEs ne suffira pas non plus pour « trancher » entre les différentes orientations sur la base de nos interventions et des luttes. L'expérience passée a montré que lorsqu'on ne va pas au fond des discussions, en prenant le parti de discuter autrement, les nouvelles têtes servent surtout et malheureusement de caisse de résonance amplifiée aux débats anciens.

Ce congrès doit être différent des autres. Le « réalisme » dont nous nous réclamons procède de cette double préoccupation : celle d'en finir avec la méthode Coué et la répétition de formules politiques toutes faites, souvent déconnectées du monde réel, mais sans chercher non plus à nier nos désaccords par des mises en accusation et des mesures administratives. Voyons d'abord qui a utilement quelque chose à dire, on verra plus tard pour les alliances et les majorités qui de toute façon ne gouvernent plus grand-chose au sein du NPA. Pour reconstruire utilement, il faut prendre la question par le point de départ et non par le point d'arrivée.

Ce point de départ ne signifie pas non plus que nous allons réécrire tout le programme à l'occasion d'un texte de congrès. C'est d'ailleurs généralement le défaut de la plupart des plateformes qui se croient obligés de parler de tout, à chaque fois, et se répètent beaucoup à longueur de pages, sans apporter grand-chose de neuf, mais avec la peur d'oublier telle ou telle question pour ne pas déplaire.

A l'étape actuelle, quelques points devraient suffire amplement à réamorcer la discussion sur d'autres bases : notre rapport à la « gauche » et au mouvement ouvrier ; le prolétariat face aux dangers des extrêmes droites ; notre intervention dans les luttes ; notre capacité à reconstruire une perspective stratégique, celle du communisme, de la révolution et de l'internationalisme. Avec un fil conducteur : sur tous les terrains, dans toutes les luttes, bien ancrer notre boussole sur un terrain de classe. Telle qu'elle est, et non telle que nous la rêvons bien souvent.

Partie 1 : l'extrême gauche à la ramasse face à Mélenchon

1-1 La France insoumise a profité de nos faiblesses et de nos erreurs

Le Parti socialiste s'est effondré. A travers de lui, c'est toute la politique de Hollande qui a été condamnée. L'événement est suffisamment important et sans doute durable pour écarter l'idée que le rouleau libéral aurait tout emporté sur son passage.

Certes un Macron a su habilement profiter d'un moment de flottement mais il est peu probable que la France des startups fasse illusion très longtemps. La France insoumise de son côté part de plus loin, avec de tout autres atouts, mais sans qu'il faille non plus y voir un moindre mal. Il n'y a dans la situation actuelle ni un recul général des consciences, ni une radicalisation à gauche, tant le phénomène qui s'est cristallisé autour de la campagne Mélenchon est le résultat d'un processus pour le moins contradictoire.

La FI a bien sûr attiré une partie des sympathisantEs socialistes qui étaient son milieu d'origine, ainsi que celui venu du PCF ou d'Ensemble où les convergences d'idées peuvent se mettre en place assez facilement. Mais c'est aussi toute une partie du milieu influencé par l'extrême gauche dans ses composantes les plus diverses qui s'est plus ou moins ralliée au fil des années. Les débats autour de la refondation d'une « gauche radicale » ou « à la gauche du Parti socialiste », amorcés dans les collectifs antilibéraux en 2005-2006, ont clairement basculé en faveur des réformistes au détriment des idées anticapitalistes et révolutionnaires. De ce point de vue, l'affirmation de la FI sur la scène politique, à la suite du Parti de gauche qui s'est créé en même temps que le NPA en 2009, ne représente nullement un progrès mais bien un recul, dont le NPA porte aussi une part de responsabilité depuis sa fondation.

Le projet de Mélenchon est certes emprunt, lui aussi, de contradictions et de faiblesses. Mais dans la position où il est, il peut bénéficier un certain temps des faiblesses de l'extrême gauche. Le fond idéologique est assez détestable : citons en vrac les dérives autour de la souveraineté nationale, la fausse horizontalité derrière le chef, la disparition des capitalistes derrière la « caste » et de la classe ouvrière derrière le « peuple », ou encore le sectarisme qui n'aide pas dans la construction des mobilisations. Mais le PCF avec son « Produisons français ! » valait-il mieux ? Pour l'apprécier, nous avons intérêt à prendre un peu de recul par rapport à la longue histoire de la gauche réformatrice qui a aussi plus d'un tour dans son sac.

Le partage entre le social, qui serait l'apanage des directions syndicales jamais critiquées, et le politique, centré sur le parlement est un autre héritage de la tradition héritée de la Social-démocratie. Mais l'initiative du 23 septembre a un peu brouillé les cartes et rien n'est simple. En particulier, le milieu drainé par Mélenchon est suffisamment hétérogène pour ne pas être réduit aux saillies les plus caricaturales du chef, certes plus faciles à critiquer.

A cette étape, nous avons donc besoin d'autre chose que de quelques articles vengeurs, et parfois un peu simples, sur le « cas » Mélenchon. Nous avons besoin de mieux définir notre propre projet si nous voulons représenter une véritable alternative. Ou simplement agir ensemble mais dans la clarté.

1-2 Porter le débat à l'extérieur supposerait déjà que nous l'assumons un peu mieux pour nous-mêmes

Le projet du NPA a été fondé dès le départ sur une ambiguïté qui n'a cessé de le miner depuis : prétendre rassembler toutes celles et ceux qui sont à la gauche du Parti socialiste et en opposition à sa politique ; autour d'un projet en réalité bien plus délimité, anticapitaliste et révolutionnaire. Un grand

écart qui n'était guère tenable vis-à-vis du milieu influencé par les collectifs antilibéraux.

La vérité des prix a fini par s'imposer et les décantations ont eu lieu. Il est désormais évident que la France insoumise, et elle seule à une échelle de masse, a réussi à incarner « l'opposition de gauche » appelée de ses vœux par une partie du NPA. Des camarades qui sont aujourd'hui bien en peine de défendre une stratégie alternative, sinon autour de l'idée toujours aussi nébuleuse d'une « nouvelle représentation politique » qui voudrait rassembler toutes les victimes du système sur le terrain toujours aussi confus et non-viable d'un anticapitalisme sans véritable stratégie révolutionnaire.

Mais notre problème n'est pas seulement d'en finir avec ces ambiguïtés qui ont contribué à affaiblir considérablement le NPA. Nous avons aussi besoin d'apprendre à écouter si nous voulons reprendre l'offensive après cette longue période d'errements. Ce qui n'est pas si simple.

Pour ne prendre qu'un exemple, la république et la nation – qui occupent une grande place dans le discours de la FI et dans la mémoire populaire - ne sont pas forcément associées à la réaction. Et de fait, toutes les réformes obtenues notamment en 1936 et en 1945 l'ont été dans ce cadre. Nous avons bien entendu une autre grille de lecture que les réformistes. Mais le peu de propagande que nous édisons sur le terrain d'un internationalisme bien trop souvent abstrait peut au mieux convaincre les déjà convaincus, alors que notre réflexion sur la nation est souvent bien peu étayée. C'est pourtant un sujet brûlant face à la montée du chauvinisme et du nationalisme qui brouille les cartes, même à gauche.

Autre exemple : nous sommes pour notre part évidemment convaincus de la nécessité de mettre toutes nos forces dans la construction d'un parti révolutionnaire, même si une partie du NPA semble désormais avoir quelques doutes sur la question. Mais les militantEs de la FI - qui sont pour certainEs plutôt relativement conscientEs des limites du « mouvement » auquel ils/elles participent - sont en même temps assez conscientEs des limites et des défauts de la forme « parti », y compris et peut-être surtout lorsqu'elle est incarnée par des organisations d'extrême gauche particulièrement racornies et figées dans leurs « traditions ».

Dit autrement : pour reprendre l'offensive, il va sans doute falloir balayer un peu devant notre porte. Ou nous brasserons de l'air en vain.

Mais l'enjeu immédiat est aussi celui de notre intervention. Et de ce point de vue, l'initiative de la FI le 23 septembre est un bon révélateur de la manière dont nous avons besoin d'aborder cette question différemment. Nous n'avons aucune raison de boycotter cette initiative sous prétexte que nous n'aurions pas été invités à la discuter. Nous n'avons aucun intérêt non plus à aller faire la leçon sur place pour expliquer qui a le meilleur parti et le plus démocratique. Nous sommes les partisanEs de la convergence des luttes et de leur reconduction, pour aller vers la grève générale. C'est l'urgence du moment et nous n'avons aucune gêne pour nous adresser et entraîner les sympathisantEs de Mélenchon qui en sont également convaincuEs.

C'est justement parce que nous travaillerons davantage à un projet clairement délimité de toute illusion institutionnelle et réformiste que nous pourrons nous permettre d'être bien plus offensifs en direction du milieu influencé par la FI, sans autre considérations sur les préséances avec un parti de toute façon bien plus gros que le nôtre. Ce sont en réalité toutes les dérives accumulés jusqu'à présent autour du « front social et politique » et ses différentes moutures qui nous mettent en difficulté aujourd'hui.

Partie 2 : il y a bien plusieurs extrêmes droites

2-1 Prendre la mesure du danger que représente le Front national

La montée de la réaction en France résulte d'abord de l'influence croissante du Front national, y compris dans les milieux populaires et la classe ouvrière, même si l'abstention dans les élections et une grande confusion sont sans doute la caractéristique la plus importante dans la situation actuelle.

Le danger que représente le FN est plus que jamais d'actualité. Il tient à plusieurs facteurs et notamment : les recompositions qui se font au sein d'une droite dure de plus en plus compatible avec les thèses de l'extrême-droite ; les conséquences délétères des attentats et des politiques sécuritaires qui favorisent la montée et la banalisation du racisme à l'encontre des populations musulmanes ou identifiées comme telles ; une banalisation des violences policières et le fait que bien des groupuscules

fascisants en marge du FN peuvent se sentir encouragés par la situation prise dans son ensemble.

Mais n'est pas fasciste qui veut. Au-delà du noyau de direction et de ses marges identitaires, la création d'un parti fasciste à l'échelle de masse ne dépend pas seulement d'un « choix », d'une « volonté », ou même d'un « besoin » fut-il celui de la classe capitaliste. Il faut des conditions bien particulières pour arriver à transformer des millions d'électeurs en centaines de milliers de nervis dans la rue, suffisamment désespérés et enragés pour que le mouvement ouvrier représente à leurs yeux un danger mortel qui vaille la peine de donner mais aussi de recevoir au passage quelques coups. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Le danger que représente le FN sous sa forme actuelle est suffisamment grave et étendu pour qu'on le prenne au sérieux tel qu'il est au lieu d'en inventer un autre. Il est urgent de ce point de vue d'en finir avec les vieilles méthodes impuissantes du gauchisme et ses manifestations minorisantes contre le « fascisme ». Pour faire reculer l'influence du FN à l'échelle de masse, nous avons besoin de renouer avec les méthodes de la lutte de classe à cette échelle. Cela exige sans doute plus de patience, mais c'est surtout un autre choix politique, notamment vis-à-vis de la gauche de gouvernement, certes détestée par l'extrême droite mais qui porte néanmoins une responsabilité écrasante dans cette situation.

2-2 S'adresser à l'ensemble de notre classe, en prenant en compte l'ensemble de ses préoccupations

Engager la lutte contre l'influence du FN exige également une autre orientation en direction des « quartiers », ou tout simplement une politique réelle qui rompe avec bien des caricatures, produits de notre difficulté à être un peu mieux implantés dans les milieux populaires et ouvriers.

La grande majorité de la classe ouvrière, même dans les quartiers les plus déshérités, va au travail ; est de tous âges ; n'est pas forcément immigrée (en tout cas de fraîche date) et ne se réduit pas à l'image du jeunes d'apparence musulmane harcelés par la police. Et elle a bien d'autres soucis dans la vie que la seule insécurité générée par la police elle-même.

Quant aux jeunes en question, ils ne sont que très rarement et très partiellement représentés par les quelques associations qui font de la lutte contre le racisme et surtout contre « l'islamophobie » un axe central de leur intervention politique. Courir derrière ces associations de manière démagogique au lieu d'avoir notre propre intervention sur nos propres bases politiques ne mène à l'évidence nulle part, ou dans le mur.

Les déboires rencontrés lors de la dernière campagne présidentielle le montrent amplement. Le « désarmement de la police » était déjà un raccourci bien compliqué si nous voulions exprimer notre solidarité vis-à-vis de la population qui est particulièrement visée par le harcèlement et l'impunité policière, et au-delà dénoncer d'une manière générale la violence d'Etat et les politiques sécuritaires. Mais persister et signer en plein milieu d'un attentat et donner dans les jours suivants des « explications » absolument inaudibles parce qu'en réalité totalement décalées sur le fond n'a conduit qu'à un seul résultat : l'exaspération ou au minimum l'incrédulité d'une bonne partie de la population qui avait suivi jusque-là notre campagne avec sympathie. Or le plus inquiétant est sans doute notre propre dénégation au sein du NPA, comme si nous étions nous-mêmes enfermés dans une bulle des plus restreinte, au point de ne plus avoir le recul critique nécessaire.

Mais cette question en recoupe une autre qui se pose depuis plus longtemps à l'ensemble de l'extrême gauche. Laquelle a quand même facilité par son silence et ses dénégations, notamment après 2002, la préemption par Sarkozy et bien d'autres à droite et à l'extrême droite sur les questions de sécurité, en décrétant que l'insécurité que subissent tout particulièrement les classes populaires dans les quartiers ne pouvait être que sociale (et désormais policière). Ce qui n'est pas vrai.

Nous n'avons évidemment en ce domaine pas de solution sécuritaire à proposer et nous n'avons aucun intérêt à semer des illusions sur une police soi-disant plus démocratique ou plus proche des gens. Nous sommes confrontés à une vraie difficulté, comme sur d'autres sujets d'ailleurs : nous n'avons pas de solution immédiate parce qu'une véritable solution supposerait un changement global et c'est d'ailleurs pour cela que nous sommes révolutionnaires. Mais à la différence d'autres problèmes où nous faisons parfois quelques efforts pour laisser entrevoir un autre monde possible (sans toujours échapper à une forme de romantisme de bon aloi), voire une démarche transitoire, cette question continue à être

délibérément ignorée de notre part alors qu'elle est encore aujourd'hui au cœur des préoccupations quotidiennes. Ce qui ne peut être ressenti par la population que comme une forme de mépris (de celles et ceux qui n'habitent pas notre quartier), alors qu'il s'agit surtout d'un peu de paresse intellectuelle et de manque de courage de notre part.

La lutte aujourd'hui contre les idées réactionnaires est un tout qui suppose que nous soyons réellement implantés dans la classe ouvrière dans toutes ses composantes. Nous ne ferons pas reculer le Front national uniquement par des victoires sur le terrain des luttes sociales. Nous avons aussi besoin de mener des batailles politiques et idéologiques, mais à condition d'en mesurer toute la complexité. Opposer à la dénonciation du « mondialisme », un internationalisme abstrait peut être aussi inefficace qu'une leçon de morale sur le terrain de l'antiracisme. Ignorer les questions qui travaillent notre classe sociale même lorsqu'elles ne nous plaisent pas est un autre travers qui ne nous permet guère d'être écoutés.

Nous avons également besoin de rester solidement sur un terrain de classe, y compris dans des luttes la plupart du temps ignorées par le reste du mouvement ouvrier. La question des migrants en particulier est vitale dans la période actuelle. Mais nous avons tout intérêt à la relier aux autres, et non à la traiter à part, comme si c'était une question qui ne concernait le reste du prolétariat que sous l'angle de la solidarité. Les dizaines de milliers d'emplois et de logements qui manquent pour les accueillir dignement ne sont en effet pas une question à part, car ce sont également des millions d'emplois et de logements qui manquent pour toute la population dans l'ensemble du pays, et cela devrait nous réunir dans un même combat contre l'abandon par l'Etat de territoires entiers et d'une bonne partie de notre classe.

2-3 Au nom d'une prétendue « défense de l'islam », des ennemis mortels de la classe ouvrière et de tout projet d'émancipation

La montée du FN s'alimente tout particulièrement des peurs et des fantasmes autour de l'islam, dans un pays qui reste profondément marqué par son histoire coloniale. Mais elle se nourrit aussi du danger réel que représentent les attentats et, au-delà, le djihâdisme et diverses formes d'intégrismes religieux et politiques qui s'en réclament, un danger qui menace tout aussi bien la classe ouvrière de part et d'autre de la méditerranée.

Distinguer et identifier correctement ces différents phénomènes est absolument nécessaire, de même qu'il faut distinguer ce qui se passe en France et dans d'autres parties du monde. Mais ce qui n'est pas possible par contre, c'est le déni de la réalité. En particulier lorsqu'on laisse entendre que la seule chose qui serait à l'ordre du jour serait la dénonciation de notre propre impérialisme, sans prendre en compte, ou suffisamment, la complexité des processus politiques à l'œuvre. Les forces qui se réclament de l'islam politique ont pourtant aussi leur propre agenda et leur propre carburant. Pour mener efficacement un combat politique, on peut avoir des priorités (nous militons dans un pays impérialistes), mais le déni, ou l'ignorance délibérée, c'est autre chose.

Dans cette diversité de situations et d'acteurs, Al-Qaïda et Daesh ne sont qu'une des manifestations possibles de la guerre menée au nom de l'islam. Le djihâdisme a bien d'autres sources d'inspiration depuis bien plus longtemps, si l'on pense par exemple à cette fraction des Frères musulmans qui s'est radicalisée autour de Sayyid Qotb dans les années 1960. Les salafistes pendant longtemps ont incarné de leur côté un courant qualifié de quiétiste parce que ne faisant pas de politique. Mais ce n'est pas toujours vrai. L'Arabie Saoudite a pu soutenir les Frères musulmans pendant des décennies, avant de jouer d'autres cartes etc. En d'autres termes, il peut y avoir au sein des mouvements islamistes cherchant à faire de la Charia le principe d'organisation exclusif de l'Etat et de la société des acteurs extrêmement variés, relevant de problématiques différentes, mais ce sont aussi des phénomènes évolutifs où l'on observe toutes sortes de porosités et de passerelles plus ou moins pertinentes mais réelles.

Le second phénomène à analyser est le rôle des Etats. Cela fait bien longtemps que ceux issus de la décolonisation, et l'impérialisme lui-même, ont appris à utiliser à leur profit les courants islamistes. Pour massacrer un million de communistes en Indonésie en 1965, il n'a pas seulement fallu utiliser l'armée avec l'aide de la CIA. L'implication de la Muhammadiyah et surtout celui de la Nadathul Ulama a été essentielle. Elles ont su et pu mobiliser leurs troupes non pas contre ce que faisaient les communistes

(avec la réforme agraire), mais bien pour ce qu'ils étaient, en tant qu'« athéistes ». Ce qui explique au passage les massacres à très grande échelle de familles entières.

Sadate de son côté a largement utilisé les islamistes contre les étudiants de gauche laïcs, nassériens ou communistes, avant d'être assassiné par certains d'entre eux à la fin des années 1970 et il est arrivé depuis quelque chose d'assez similaire en Algérie. Autant de phénomènes qui ont bien peu à voir avec la lutte contre l'impérialisme et ses interventions directes. Et cela d'autant plus que l'ennemi principal sinon exclusif de la presque totalité des courants islamistes et djihâdistes est la communauté musulmane elle-même, avec ses trop nombreux « impies » à leurs yeux, c'est-à-dire toutes celles et ceux qui ne sont pas prêts à se soumettre à leur dictature.

L'autre aspect est la situation dans laquelle se trouve l'impérialisme aujourd'hui. Parler de « chaos » à propos de la situation engendrée par l'impérialisme au Moyen-Orient est sans doute pertinent. Mais nous devrions alors constater que les principaux pays impérialistes, et en particulier les Etats-Unis, ne maîtrisent pas grand-chose. En particulier des pays comme l'Iran (depuis longtemps) mais aussi la Turquie sont devenus des acteurs à part entière dont les interventions brouillent encore un peu plus les cartes.

Il est donc parfaitement juste de dénoncer sans relâche notre propre impérialisme qui a une responsabilité directe par ses interventions militaires et policières, internes et externes, dans l'exacerbation de ces conflits dont l'une des conséquences est de recevoir ici quelques bombes quand ce sont des milliers d'autres qui sont déversées là-bas. Mais ce serait une illusion totale de croire que l'arrêt des interventions de l'impérialisme pourrait suffire pour arrêter le « terrorisme » et toutes les manifestations du djihâdisme. Il y a, à la base de ce phénomène, des causes et des dynamiques qui excèdent largement la responsabilité directe des interventions impérialistes.

Et la question à laquelle on ne doit pas échapper du même coup est de mesurer à quel point ces divers courants qualifiés de « terroristes » sont aussi un ennemi mortel. Un ennemi pour nous au sein de la classe ouvrière, ici en France, comme pour la classe ouvrière de l'autre côté de la méditerranée. Et un ennemi tout particulièrement pour le mouvement ouvrier révolutionnaire des deux côtés de la méditerranée également.

Notre réponse devrait donc être sans ambiguïté et on devrait l'entendre publiquement bien davantage. Il est temps de prendre au sérieux ce que disent et ce que veulent faire ces courants réactionnaires et mortifères qui n'agissent pas simplement en réaction aux interventions de l'impérialisme ou pour exprimer une révolte sociale qui a des causes bien réelles. Ils ont un vrai projet politique dans lequel la dénonciation des « injustices faites aux musulmans » n'est qu'un prétexte pour assoir un pouvoir totalitaire. Il nous faut donc nous expliquer aussi sur la manière dont la classe ouvrière, par-delà les frontières, devrait s'organiser pour s'en débarrasser. Au lieu de flirter avec une forme de campisme qui sans être exactement celui de l'époque de la guerre froide, n'est guère différent sur le fond.

2-4 Il nous faut mener tous les combats politiques et idéologiques sans exclusive

La question a cependant bien d'autres implications. Il y a aujourd'hui à l'échelle du monde une montée des conservatismes religieux et politiques que l'on peut observer aussi bien en Inde qu'en Afrique ou en Amérique. C'est bien sûr un phénomène d'une autre nature mais c'est surtout une des réponses de la classe dominante au désordre du monde engendré par la faillite de son propre système.

Ce phénomène a sa propre réfraction, forcément un peu particulière, en France. Les populations d'origine immigrée issues de l'ancien empire colonial français sont depuis trop longtemps les victimes d'une stigmatisation réelle pour ne pas se sentir durablement exclues. L'échec de la « marche des beurs » au début des années 1980, la montée du FN et la première guerre du Golfe en 1991 ont largement facilité et accéléré ce repli sur l'identité religieuse, en même temps qu'une autre fraction du prolétariat, majoritaire et se sentant plus légitime, se tournait vers une hypothétique « identité nationale » censée être un refuge face aux maux incarnés par l'Union européenne et le « mondialisme ». Il est cependant significatif que dans les milieux catholiques désormais émerge nettement un courant qui voudrait affirmer sa « fierté » d'être chrétien, tandis que les courants libéraux au sein du judaïsme ne cessent de leur côté de perdre du terrain.

Pour les marxistes révolutionnaires, la religion n'est pas en soi un ennemi. Mais ce n'est pas non plus

un phénomène neutre. La religion n'est pas juste une enveloppe qui masquerait les véritables ressorts sociaux et politique. Une idéologie met en forme, donne un sens, oriente dans une direction donnée, leste de toutes une séries de valeurs philosophiques, morales politiques ce qui au départ apparaît simplement comme une révolte peu consciente d'elle-même. Elle joue un rôle actif. Les réseaux sociaux et leur phénomène de « tribus » souvent repliées sur elles-mêmes, et plus que tout, les « théories du complot » qui s'infiltrent partout, se surajoutent et finissent par produire un résultat politique désastreux, tout particulièrement dans la jeunesse, les milieux les plus discriminés et les moins armés.

Il faut nettement en tirer deux conclusions essentielles.

La première est qu'il ne suffit pas d'être les plus actifs et les plus offensifs sur le terrain des luttes pour faire avancer une politique émancipatrice au sein de notre classe. De plus en plus souvent, nous serons amenés à côtoyer des travailleuses et des travailleurs qui votent FN et se bagarrent contre les patrons et la politique antisociale du gouvernement, dénoncent la « mollesse » des directions syndicales, et semblent parfois partager beaucoup d'objectifs avec nous sauf... sur un « détail » au moins, et pas des moindres, qui exige de notre part et sans relâche de mener la bataille pour nos convictions antiracistes et internationalistes.

Nous côtoyons également une partie de la population, au sein de notre classe, qui est prête à se mobiliser contre le racisme et ses diverses manifestations tout en entretenant des confusions sur bien d'autres sujets, parfois réactionnaires, quand ce n'est pas carrément sur une autre planète, celle du complotisme. C'est un écran et un obstacle pour mener une politique émancipatrice au sein de notre classe. Or les luttes, par leur seule dynamique, ne suffiront pas pour changer les consciences. C'est une bataille politique que nous avons pour l'instant que trop ignorée.

Mais il y aussi un autre aspect. Nos adversaires ne sont pas uniquement les courants religieux et politiques réactionnaires qui peuvent profiter de cette situation. La confusion existe aussi au sein des courants qui prétendent représenter les « racisésEs » et les victimes de « l'islamophobie ».

Lutter contre toutes les formes de discrimination et de stigmatisation contre les personnes de confession musulmane ou supposées telles est absolument indispensable et doit être une orientation sans ambiguïté dans un parti comme le nôtre. Mais le drapeau de « l'islamophobie » a une autre signification : celui d'être commun avec les courants réactionnaires qui voudraient interdire toute critique de la religion, quand ils ne rêvent pas de rétablir une législation interdisant le blasphème. Nous devons être aussi sans aucune ambiguïté sur cet aspect de la question.

Nous avons évidemment contesté à juste titre les arrêtés et les lois contre le burkini et le voile, et nous défendons le droit de celles qui les portent à accéder à l'espace public. Mais nous ne taisons pas que le voile et le burkini, portés par contrainte ou par choix, ne sont pas des vêtements comme les autres et restent un instrument d'oppression des femmes. Nous ne mettons nullement un trait d'égalité entre la revendication pour les femmes à pouvoir s'habiller comme elles le veulent et le droit à ne pas cacher leur corps. Au regard de toute l'histoire des sociétés patriarcales, ce n'est pas équivalent.

Nous n'avons évidemment pas une compréhension naïve des valeurs « universelles » dans un monde qui a été longtemps dominé par quelques pays européens. Et nous combattons naturellement toutes les formes d'instrumentalisation du féminisme pour justifier des politiques racistes et impérialistes. Mais le droit de vote, l'indépendance et l'égalité juridiques et économiques, le droit à la contraception, à l'avortement, au divorce, le droit de choisir sa sexualité, le droit de sortir seule dans la rue et d'y être aussi légitimes que les hommes, restent des droits imprescriptibles pour toutes les femmes partout dans le monde. Nous n'acceptons aucun compromis au nom du respect des « cultures » ou des religions de chacunE.

De même que nous ne céderons pas au chantage de ces courants qui voudraient opposer à un prétendu « féminisme blanc », un féminisme censé représenter les « racisées », dont les définitions sont parfois élastiques, parfois centrées sur l'islam. C'est un coup de force qui n'a rien à voir avec l'organisation des opprimées par elles-mêmes car ces petits groupes ne représentent la plupart du temps qu'eux-mêmes. Mais c'est une manière bien commode de vouloir s'imposer dans le débat et charrier au passage, sans discussion possible, des valeurs rétrogrades. Sur ce terrain aussi, nous avons besoin de mener nos propres batailles politiques. Sans déconnecter non plus le féminisme de la lutte de classe.

3-1 Exploitation et oppressions, évolutions du salariat

La crise que traverse notre société dans ses multiples dimensions (sociales, économiques, politiques, morales, écologiques...) produit à la fois un état de confusion et d'incertitude, une demande d'identité et de sécurité, dont profitent largement les classes dominantes, alors qu'elles sont elles-mêmes responsables de cet état permanent de crise. C'est notre responsabilité en tant que révolutionnaires d'y apporter une réponse globale. Nous ne faisons pas que dénoncer et lutter contre des injustices. Face au chaos du monde, nous affirmons la nécessité d'un nouvel ordre socialiste, démocratique, révolutionnaires. Et nous affirmons que la classe ouvrière est la seule classe capable d'entraîner toute la société vers cet objectif jusqu'au bout et de manière conséquente.

Individuellement et collectivement, nous avons et nous sommes traversés d'identités multiples, de genre, d'orientation sexuelle, d'appartenance ethnique ou nationale, et pas seulement de classe. Aucun combat ne peut être considéré comme plus important ou plus secondaire qu'un autre face à l'injustice et aucun ne peut être mis de côté en attendant la révolution. Tous participent à la mise en cause de l'ordre social actuel. Mais l'ordre social actuel repose fondamentalement sur des rapports d'exploitation entre les classes sociales et l'extraction de la plus-value sans laquelle il ne peut tout simplement pas vivre. Cela reste notre boussole fondamentale. C'est elle qui doit nous inciter sur chaque question à intervenir sur un terrain de classe avec les méthodes de la lutte de classe.

Le salariat il est vrai est lui-même frappé par cette crise et les évolutions du capitalisme. Il apparaît comme profondément déstabilisé et cette évolution nous percute plus particulièrement dans un vieux pays impérialiste comme la France. Mais elle est aussi trop souvent et inutilement dramatisée, faute de recul et de repères historiques suffisants.

Ainsi le salariat tel qu'il s'est construit juridiquement et politiquement au travers du code du travail n'a été jusqu'à présent qu'une des modalités possibles des rapports d'exploitation au sein du capitalisme. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les « contrats de louage », bien différents des contrats salariés, ont largement dominé les relations entre patrons et ouvriers en France. La montée actuelle de la précarité et l'émiettement du prolétariat ne se traduiront ni par un simple retour au XIX^e siècle, ni par une « ubérisation » généralisée des emplois, parfois synonyme d'abolition capitaliste du salariat.

Cette évolution nous pose certes des difficultés sensiblement différentes de la période précédente, notamment au cours des « Trente glorieuses ». Mais ces difficultés ne sont pas non plus très différentes ou supérieures à celles qu'a connues le mouvement ouvrier dans un passé plus lointain. Ce qui ne l'a pas empêché de croître massivement, notamment à la fin du XIX^e siècle.

Le problème dont nous héritons est d'abord politique, bien plus que sociologique ou économique. Il est le résultat de la faillite politique du mouvement ouvrier au cours du XX^e siècle, de ses échecs multiples à des moments décisifs, de la responsabilité évidemment déterminante du réformisme et du stalinisme, et très marginalement les bêtises des révolutionnaires trotskystes. Mais ce seul fait devrait nous interdire d'agiter des formules au mieux illusoire sur la « reconstruction » du mouvement ouvrier. En tout cas, certainement pas à l'identique et après un sérieux examen critique !

3-2 Reprendre l'offensive, notre intervention dans les luttes

L'offensive Macron est une étape de plus dans la mise en cause des droits sociaux du monde du travail, lequel inclut bien évidemment celles et ceux qui sont au chômage tout en étant de moins en moins indemnisés ou plus du tout, subissant un peu plus de pressions chaque jour pour expérimenter le travail gratuit. Depuis 1995, le rapport de force s'est incontestablement dégradé. Mais il n'y a pas eu non plus de défaite majeure, ce qui n'est pas rien si on compare la situation ici en France avec celle des pays voisins.

Le problème qui devrait concentrer notre attention n'est pas l'unité en soi du monde du travail et de ses organisations, mais bien la manière dont notre classe pourrait infliger une défaite significative au gouvernement et au patronat, ce qui n'est pas exactement la même chose.

Le « front unique » est une formule passe-partout qui peut vite nous enfermer dans une impasse si elle

nous sert uniquement de raccourci et d'argument polémique. La première erreur serait de confondre l'unité de la classe avec celle de ses organisations. Le bilan de ce point de vue est rapide à faire : une brochette d'intervenants dans un meeting, une longue liste de signatures en bas d'une déclaration peuvent strictement ne servir à rien. Ce n'est ni juste ni faux en soi, mais lorsque ce genre de pratique concentre l'essentiel de l'énergie et devient le fil à plomb d'une politique, ce n'est pas la bonne solution.

Il est certes courant d'expliquer que seule l'unité permettrait de « mettre en mouvement » la classe, et sa mise en mouvement serait le moyen le plus sûr d'aiguiser sa conscience de classe, voire sa conscience politique. Pourtant l'expérience récente montre qu'un raisonnement aussi schématique est franchement décalé avec la situation actuelle. Sans l'intervention consciente des révolutionnaires à chaque étape, et sans les batailles politiques qu'ils mènent (toutes tendances confondues, au sein de la vaste nébuleuse de l'extrême gauche), il ne se passe désormais pratiquement plus rien. Et lorsqu'il se passe quelque chose, les divergences sont presque immédiates avec les structures syndicales empêtrées dans le « dialogue social », aussi bien sur les rythmes de la mobilisation que sur les moyens de construire et de faire converger les luttes.

La seconde erreur serait d'avoir une conception presque administrative de la lutte. La classe ouvrière répond rarement aux injonctions sous prétexte qu'il faudrait mener de toute urgence la « mère de toutes les batailles » face aux attaques du gouvernement... en attendant les prochaines. Elle réagit pourtant par de nombreux coups de colère face aux patrons, mais pas toujours là où on l'attendait. Une rage qui peut parfois se propager pour peu qu'un réseau de militants suffisamment organisé, décidé, implanté, en fasse sa priorité.

C'est l'un des enjeux de la période. Nous n'avons nullement l'intention d'ignorer le « vieux mouvement ouvrier » qui continue à influencer bien plus que nous la classe ouvrière. La polémique autour du « front unique à la base » n'a guère de sens dans les débats du NPA et personne ne devrait être prisonnier d'aucun schéma préétabli. Il faut simplement prendre les problèmes tels qu'ils existent et non à partir de postures internes, si nous voulons nous donner les moyens d'agir.

À l'échelle du NPA, remettre sur pied une CILT nationale et convoquer chaque année une « conférence privé-public » seraient bien sûr la moindre des choses mais ne résoudraient pas non plus grand-chose si on devait s'en contenter. La question est plutôt de savoir si une politique d'implantation organisée dans les secteurs clés du monde du travail devient ou non une priorité dans chaque comité et si on se donne les moyens de centraliser très rapidement notre intervention à chaque fois que se présente une opportunité même la plus inattendue. Le problème dans ce cas ne se pose pas simplement en termes de structure à mettre en place ni même d'orientation à voter dans un congrès. C'est aussi et bien davantage un problème de culture militante, laquelle suppose plus de temps et plus d'acharnement pour arriver à s'enraciner, mais c'est le choix que nous proposons à toute l'organisation.

3-3 Le « Front social »

La création du « Front social » après la lutte menée contre la Loi travail est un point d'appui précieux pour notre intervention qui exige de notre part bien plus qu'un soutien poli sans véritable engagement. L'enjeu est bien de rompre avec le cycle des défaites accumulées depuis 2010 et pour cela de rassembler autant que possible les équipes militantes de tradition variées qui veulent faire de la convergence des luttes une priorité dans les prochaines échéances, et de la grève générale autre chose qu'un slogan et une incantation. Cela se prépare et s'organise. C'est une priorité.

Nous ne devons pas pour autant cacher les défauts et les dérives possibles de cette orientation. Elles reposent d'abord sur une erreur d'appréciation concernant la situation, d'autant plus ennuyeuse qu'elle est parfois au cœur du raisonnement et de l'agitation menée par le Front social. Dans la réalité, il n'y avait certainement pas des « millions » de gens en mouvement contre la Loi travail en 2016 et les chiffres farfelus propagés par certaines organisations syndicales ne sont pas les nôtres. Il n'y a pas eu non plus une « avant-garde large » qui aurait émergé de ce mouvement, et l'on se trompe tout simplement d'échelle lorsqu'on parle d'une « nouvelle génération » de jeunes et de salariéEs qui auraient tiré des leçons de l'expérience et se seraient politiséEs. Tout cela a existé mais bien modestement et dans le cadre d'une défaite.

Le « second round » n'a donc pas eu lieu non plus comme annoncé en septembre 2016 et ce n'était guère une surprise, après l'avoir présenté comme la continuité d'un mouvement qui ne se serait jamais arrêté malgré les directions syndicales. Pas plus qu'une possible réaction de la classe ouvrière dans les semaines et les mois qui viennent ne sera une simple reprise du mouvement sur la Loi travail. Ces limites et ces dérives ne devraient cependant avoir qu'une seule conséquence pour nous : en discuter davantage et bien mieux pour y intervenir réellement et non à côté, dans des cadres unitaires qui ressemblent un peu trop aux coquilles vides du passé.

Cette discussion est d'autant plus nécessaire et utile que le Front social pose des problèmes politiques parfois substantiels. Prétendre qu'il pourrait représenter une « direction du mouvement alternative aux directions syndicales » nous conduirait dans l'impasse. C'est à la fois trop et trop peu. Trop parce que c'est au mouvement lui-même de construire sa propre direction. La mise en place par les travailleurs/travailleuses de comités de grève et de coordinations (ou comités centraux de grève) n'est pas juste un détour tactique pour contourner l'inaction des directions syndicales. C'est une bataille politique qui peut heurter y compris les habitudes et les traditions de bon nombre de militantEs investiEs dans le Front social. Alors que c'est une orientation qui a pour nous une dimension non seulement tactique (face aux appareils syndicaux notamment) mais également stratégique, en cohérence avec la manière dont nous concevons la révolution et la mise en place d'un nouvel Etat et d'une nouvelle organisation sociale par les exploitéEs et les oppriméEs eux/elles-mêmes.

C'est en même temps trop peu, parce que le Front social ne peut pas être un ersatz de parti, même pour les mécontentEs de l'extrême gauche. La contestation du pouvoir de la bourgeoisie et du capitalisme exige d'autres programmes et d'autres formes d'organisations. Le NPA est certes très loin de ressembler au Parti communiste révolutionnaire dont nous aurions besoin et celui-ci exigerait bien d'autres conditions que celles qu'on observe actuellement pour commencer à exister. Mais la construction d'un tel parti ne sera pas non plus la seule résultante de luttes, même victorieuses. Elle s'inscrira au travers de bien d'autres combats politiques que la seule construction d'une « avant-garde large » qui de toute façon n'existe au mieux qu'en pointillé pour l'instant.

3-4 Luites sociales, politiques, démocratiques...

A peine arrivé au pouvoir, Macron a choisi de mener conjointement une offensive contre le code du travail et contre l'Etat de droit par la mise en place d'un « état d'urgence permanent ». Macron n'est pas seulement un homme pressé (sans doute avant qu'un premier échec ne plombe son quinquennat). A chaque fois que l'Etat social a reculé, c'est l'Etat pénal qui s'est affirmé pour mieux discipliner les classes pauvres. Et désormais, ce sont les milieux militants qui sont davantage visés. Sous prétexte de lutte contre le « terrorisme », c'est l'ensemble des garde-fous judiciaires (même avec toutes leurs limites) qui reculent face aux procédures administratives de l'Etat d'urgence. Ce qui rend plus floues inévitablement les limites entre les différentes guerres menées sur le territoire national et celles qui le sont à l'autre bout du monde, entre interventions militaires et opérations policières.

Ce saut qualitatif, modeste mais réel, s'inscrit dans une évolution plus globale de surveillance et de contrôle généralisés de la population qui tend peu à peu à s'imposer comme une évidence. Ce ne serait plus à l'Etat de rendre des comptes aux citoyenNEs et à faire preuve de transparence mais le contraire, en permanence, et à priori. Cette dérive fait partie des nombreux reculs que l'on peut observer aujourd'hui.

Cette surveillance généralisée tend également à s'imposer dans les entreprises et en-dehors, effaçant là aussi les frontières traditionnelles entre vie professionnelle et vie privée. La biométrie est potentiellement susceptible de nous suivre partout et des propos tenus entre amiEs sur les réseaux sociaux suffisent pour justifier un licenciement. Le contrat de travail, contrat de subordination temporaire, tend à devenir de ce point de vue plus élastique dans l'espace et dans le temps, et pas seulement plus précaire.

A l'école, la traçabilité des élèves grâce aux nouvelles technologies de l'information, depuis « base élève » jusqu'au « livret de compétences », n'est qu'une étape vers la mise en place d'un nouveau « livret ouvrier tout au long de la vie », informatisé et potentiellement interconnecté. C'est désormais aux salariéEs, en permanence, de démontrer leur bonne volonté pour mériter leur « employabilité », au

lieu de réclamer des « droits » (au travail ou à un revenu décent). La généralisation de la surveillance n'a pas seulement pour objectif de contrôler mais bien d'orienter les habitudes et les comportements, et de promouvoir de nouvelles valeurs.

Dans ce contexte, les revendications démocratiques prennent une nouvelle actualité. Nous ne réclamons pas seulement des garde-fous institutionnels et des droits plus ou moins formels. C'est bien d'une démocratie agissante dont nous voulons parler, une démocratie de classe, une démocratie révolutionnaire, qui exige la transparence et le contrôle de l'Etat et des entreprises, des circuits financiers comme des circuits de surveillance. C'est aussi au travers de ces processus concrets que se poseront les questions plus fondamentales de l'expropriation du capital et du renversement de l'Etat.

Partie 4 : militer et discuter autrement au sein du NPA et avec le NPA

4-1 Le pari raté d'un « parti-processus »

Le NPA est né d'un premier constat, largement partagé : les petites organisations d'extrême gauche qui se sont construites au cours de la période qui a suivi Mai 68 ont mal vieilli et sont largement inadéquates, depuis bien longtemps sans doute. De nouvelles possibilités ont néanmoins surgi depuis les années 1990 : électorales d'abord avec le succès de Lutte ouvrière en 1995 puis de l'ensemble de l'extrême gauche en 2002 ; sur le terrain des luttes également avec des résistances inattendues même si elles ont été rarement conclues par des victoires.

La crise économique démarrée en 2007 aux Etats-Unis laissait entrevoir la possibilité d'une situation dont les coordonnées pouvaient être radicalement modifiées. Dans ce contexte, il devenait non seulement nécessaire mais possible d'envisager la création d'un parti révolutionnaire large, suffisamment ouvert pour agréger des militantEs issues de traditions différentes et surtout, potentiellement, une nouvelle génération militante (pour peu que ce mot ait un sens), produit d'une situation qui ne manquerait pas de se radicaliser au fur et à mesure que la crise allait s'approfondir.

Un tel parti en cours de formation pouvait raisonnablement lâcher du lest sur le programme, à condition que l'horizon stratégique de la révolution soit clairement affirmé, et cela d'autant plus que bien des débats avaient pris avec le temps au sein de l'extrême gauche une forme sclérosée qui ne permettait plus d'avancer. Remettre l'ensemble des discussions sur la table sans à priori au sein d'une maison commune, aborder ensemble une série de questions en fonction de la nécessité de la période et de notre capacité à en discuter dans un cadre de confiance sur des bases nouvelles, maintenir le cap d'une clarification progressive des enjeux stratégiques pour aller vers la création d'un nouveau Parti communiste révolutionnaire ou en constituer une étape, c'est tout cela qui pouvait s'inscrire dans le cadre d'un « parti-processus ». Un pari raisonnable pour peu que cette dynamique soit réelle et amplement alimentée par les expériences de luttes et par l'apport lui aussi significatif d'une nouvelle génération militante.

Mais c'est aussi tout cela qui n'est pas advenu et qui a échoué. La crise économique n'a pas seulement produit d'autres effets que ceux qui étaient escomptés, avec un rapport de force dégradé et un processus de délitement et d'appauvrissement de la plupart des organisations qui s'est poursuivi. Ce sont également les conditions initiales de lancement du NPA qui ont été faussées. La direction de la LCR de l'époque, dont la très grande majorité a rejoint depuis la GA puis la France insoumise, a maintenu délibérément une ambiguïté fondamentale : « nouveau » parti révolutionnaire ou bien vieille rengaine des années dépressives qui ont suivi la chute de l'URSS ? Autrement dit, un « parti large » non délimité stratégiquement, susceptible de rassembler toutes celles et ceux qui voudraient bien se revendiquer de l'anticapitalisme ? Une option largement majoritaire au sein de la IV^e.

Les formules vagues autour de la « transformation révolutionnaire de la société » et du « rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires » ont été une autre façon d'exprimer cette ambiguïté. La coupure en deux au moment de son congrès de fondation en février 2009 sur le nom du parti (NPA ou « Parti anticapitaliste révolutionnaire » avec 47 % des voix) montrait pourtant à quel point la « nouvelle » organisation était confrontée dès le départ à des désaccords profonds qui ont été étouffés dans un premier temps de manière brutale et administrative, avant de laisser libre cours à l'éclosion de

tendances et de fractions, déclarées ou non, mais inévitables dans ces conditions.

4-2 Face à la crise actuelle du NPA, nous assumons nos responsabilités en prenant le NPA tel qu'il est et non tel que nous le souhaiterions

Le NPA est devenu au fil du temps une collection de fractions. Certaines sont déclarées, d'autres ne le sont pas, ce qui n'est pas un mince problème. D'ailleurs, celles et ceux qui sont les plus prompts à dénoncer ce mode de fonctionnement ne sont pas forcément les dernierEs à agir de cette manière. Un peu moins d'hypocrisie ferait sans doute du bien pour assainir l'atmosphère au sein du parti.

C'est aussi un fait : la situation que nous connaissons aujourd'hui est très différente de celle que nous aurions voulu les unEs et les autres au démarrage, même si nous avons toutes et tous une part de responsabilité (mais pas forcément la même non plus). Le surmonter ne passera pas par l'obtention d'une prétendue « majorité » sans autorité sur le reste de l'organisation, encore moins si cette « majorité » prétend instaurer un « centralisme » qui n'a jamais existé et qui est, plus que jamais, en décalage avec la réalité du parti.

Nous avons pourtant toutes et tous besoin du NPA et donc de trouver un modus vivendi qui nous permette au minimum d'agir en tant que parti, avec une apparition publique et une intervention qui soit également un tant soit peu celle d'un parti digne de ce nom, même si nous avons des projets qui peuvent être réellement et sur le fond politique extrêmement divergents.

Résoudre cette quadrature du cercle, plutôt que de propager l'illusion qu'on va la régler administrativement, suppose la mise en œuvre de quelques règles :

- Une parole publique réellement contrôlée par les instances du parti, ce qui suppose entre autre une remise à plat complète du système de porte-parolat
- Une transparence complète pour toutes les « tendances », « fractions » et autres « courants » déclarés ou non, ce qui suppose entre autre la publicité de toutes les réunions et AG pour l'ensemble du parti
- Une intégration effective de toutes les sensibilités dans l'animation de la presse et du site du NPA, ainsi que la formation, ce qui suppose entre autre de laisser une place visible et clairement délimitée à l'expression de toutes les sensibilités, plutôt que de voir se multiplier les publications et les sites concurrents
- Une libre expérimentation des politiques de chacunE, ce qui suppose quand même d'avoir des règles particulières au moment des apparitions électorales qui de fait engagent tout le parti et supposent que tout le monde puisse se sentir respectéE.

Un point particulier concerne les liens du NPA avec ce que certainEs appellent la « Quatrième Internationale » et d'autres le « SU » ou « Secrétariat unifié », c'est-à-dire l'un des multiples regroupements internationaux se réclamant du trotskysme dans le monde, mais qui a occupé jusqu'à présent une place particulière dans l'histoire de la LCR puis du NPA. Sur fond d'accusations fractionnelles mais aussi de problèmes politiques réels (la Grèce de Tsipras, Podemos dans l'Etat espagnol, l'exclusion des camarades d'IZAR, la participation au camp international de jeunes...), les relations se sont considérablement dégradées.

Le compromis initial manifestement ne tient pas. Le « SU » ou la « QI » ne représente pas plus de 300 cotisantEs à jours sur 2000 adhérentEs au NPA. Il doit y avoir entre toutes les fractions internationales un régime d'égalité de traitement, de transparence et de réciprocité qui exige de remettre cette question à plat. C'est aussi à l'aune de ce genre de problème qu'on vérifiera notre capacité à vivre et à militer ensemble à partir de ce qui existe réellement.

4-3 Garder le cap d'un horizon stratégique communiste et révolutionnaire

Cela étant, l'enjeu fondamental n'est évidemment pas simplement de (sur)vivre au sein du NPA en attendant des jours meilleurs, lesquels pourraient éventuellement permettre à chacunE de vérifier la validité de ses projets, assez différents et parfois contradictoires.

Nous sommes autour de ce texte les partisanEs d'un projet de parti communiste, révolutionnaire,

internationaliste, trotskyste. Ce qui veut dire en particulier que nous ne confondons pas l'internationalisme avec simplement une politique de solidarité envers les peuples en lutte – surtout lorsque cela revient à être à la remorque de politiques nationalistes – de même que nous sommes absolument convaincuEs de la nécessité d'intégrer bien mieux et bien davantage la question de l'écologie dans nos raisonnements marxistes et dans notre projet communiste, ce qui ne se confond pas non plus avec le ralliement à un quelconque « écosocialisme » qui sert surtout de drapeau à des courants politiques qui sont très loin de notre orientation. Sur chacune de ces questions, nous devons justement rester fermement sur un terrain de classe.

Mais nous sommes surtout conscientEs que ces étiquettes ne règlent pas non plus grand-chose sur le fond politique. Justement parce qu'elles peuvent recouvrir des contenus et des pratiques variées, et surtout des débats très largement fossilisés et en partie décalés face aux exigences de la nouvelle période.

C'est la raison pour laquelle nous ne concluons pas ce projet de texte d'orientation par l'inévitable liste des revendications plus ou moins « transitoires » - sur lesquelles tout le monde est à peu près d'accord, mais c'est la pratique qui est un peu plus compliquée – ni par l'inévitable coup de chapeau au « projet révolutionnaire » qui nous anime, tout en répétant en boucle les mêmes formules d'usage. C'est justement là où le bât blesse : des formules qui restent souvent suspendues en l'air, ou qui évitent soigneusement d'aborder les problèmes politiques lorsqu'ils nous bousculent un peu trop dans nos certitudes initiales. Ce que nous avons essayé de montrer à partir de quelques enjeux de la période.

L'urgence est désormais et surtout d'entamer sérieusement le débat sur nos faiblesses politiques et stratégiques, point de départ d'un renouvellement en profondeur. En partant d'une évidence : personne n'a (toute) la solution, sauf si nous nous contentons de répéter nos formules usagées, trop souvent à vocation identitaires, avant même que les questions ne soient posées.

L'enjeu que nous avons à résoudre à l'occasion de ce congrès n'est pas seulement celui de notre intervention dans les mois qui viennent. Il est de pouvoir encore exister dans la période qui vient, difficile, avec des réponses crédibles, réalistes. C'est aussi cela l'ambition d'un « nouveau » parti.

Construire à contre courant un parti révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière, en capacité d'intervenir dans les luttes politiques

Antoine (Paris 20e), Mimosa (Paris 20e), Simon (93 Pantin)

Le congrès du NPA doit être le début d'une nouvelle phase. Nous devons sortir de la crise issue de la scission de 2012 pour avancer. Pour cela, il faut faire le deuil des débats que nous avons eu pendant cette période, où des camarades s'opposaient sur la conception du parti. Le NPA est aujourd'hui une organisation révolutionnaire, marxiste, qui s'oppose à la propriété privée des moyens de production et à l'Etat, pour l'émancipation de toutes les couches opprimées. La possibilité de construire un parti révolutionnaire qui n'assumerait pas clairement ses délimitations, comme l'était le NPA à ses débuts, est refermée en France en raison des évolutions de la situation politique, de l'émergence de courants réformistes comme la FI, contrairement à la période de fondation du NPA où les courants réformistes étaient affaiblis.

Cependant, cela ne signifie pas qu'il existe un boulevard pour nous. Comme nous l'avons affirmé à plusieurs reprises, c'est à contre courant que nous devons construire, dans une période de reculs profonds du mouvement ouvrier, où les grandes mobilisations se soldent depuis dix ans essentiellement par des défaites. Dans cette période, les révolutionnaires, pour développer leur influence, doivent combiner, grosso modo, le travail unitaire le plus large et une orientation propre sans concession pour la prise du pouvoir de la classe ouvrière et l'émancipation des classes populaires et de touTEs les opprimés.

L'unité la plus large est notre combat

Danielle Simonnet, de la France insoumise, à la fête de l'Huma, raillait la « farandole de logos ». Pour les travailleurs/ses, dans une moindre mesure pour les jeunes, le nombre d'organisations qui appellent à une AG, à une manifestation, à une grève, est pourtant décisif. L'unité de notre classe passe très souvent par l'unité de ses organisations, l'unité « de la base au sommet » comme dit la tradition marxiste révolutionnaire.

Il peut arriver, en ces temps d'intégration des directions réformistes et syndicales au dialogue social et aux institutions, de prendre des initiatives avec seulement certains courants, en particulier contre l'extrême droite, contre le racisme ou pour déclencher une mobilisation sociale. Mais ces cadres ne doivent pas se constituer de façon séparée à la classe, comme le fait le Front social aujourd'hui, Agir contre la guerre hier, car sinon, ils perdent leur capacité d'entraînement de toute la classe pour devenir un courant radical de plus dans le champ politique. Pour être utile, nous devons au contraire, toujours chercher à construire des outils pour l'auto-organisation, un élément stratégique pour les luttes immédiates comme pour notre projet de société. Nous cherchons à construire des cadres de front unique les plus large, dans lesquels nous menons des batailles politiques sur l'orientation à mener. La boussole est toujours la mise en action des masses, c'est donc seulement quand cette unité est un obstacle à la mobilisation des masses que nous la rompons.

La conscience des masses évolue dans l'action, rarement par l'exemple. Dans les mobilisations, nous défendons, en étant « un pas en avant », l'extension des grèves, l'auto-organisation, l'indépendance puis l'opposition à l'Etat et à la propriété, pour construire la grève générale.

Voilà, de l'unité de la classe à son combat pour renverser le capitalisme, comme nous voyons l'orientation à mener pour construire les mobilisations.

Un parti révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière et la jeunesse

Nous défendons cette orientation pour constituer le prolétariat en classe, face au recul de la conscience de classe. Nous ne croyons pas que celui-ci naisse simplement de la fusion des identités opprimées – « les 99% ». Nous considérons que le combat contre les oppressions joue un rôle très important dans notre combat pour l'émancipation, et pour l'unité de la classe. Construire un parti féministe et anti-raciste n'est pas juste un vernis, c'est poser les bases de la société que nous voulons. Mais pour nous, le prolétariat, la classe révolutionnaire, est une classe définie par son rapport d'exploitation. Les prolétaires sont des exécutantEs, qui font tourner la société, n'ont que leur force de travail à vendre, se révoltent collectivement et n'ont pas d'intérêt dans la société capitaliste. Ce sont ses caractéristiques qui en font la seule classe en capacité de renverser la société et de construire une société débarrassée des rapports d'exploitation et d'oppression.

C'est dans cette classe que le NPA doit s'implanter, par l'activité de ses comités, par son activité syndicale, par ses prises de positions. Il doit également s'implanter dans la jeunesse, une couche sociale capable de faire basculer une situation politique, par une organisation autonome de jeunesse, autonome des débats internes du parti pour être capable de se forger ses propres convictions, de faire ses erreurs et de capter les dynamiques de la jeunesse.

Nous constatons que toutes les instances du parti supposées mettre en place ces activités ne fonctionnent pratiquement plus. Le congrès doit avoir pour objectif de les remettre en place et d'en faire une priorité de l'intervention.

Il serait illusoire de construire un parti révolutionnaire sans formation. En effet, les militants ne peuvent être autonomes, libres, dans leurs jugements et leur activité vers l'extérieur, qu'avec une solide formation politique, pas figée ni dogmatique, mais à tous les niveaux de l'organisation, du comité aux stages nationaux.

Enfin, un parti ne peut pas être une somme de courants qui font ce qu'ils veulent, passent plus de temps à recruter pour leur chapelle qu'à travailler à l'homogénéité de l'intervention du parti. La discussion doit ainsi permettre de développer plus largement les droits des courants à l'intérieur du parti, à encourager les débats internes... mais à réduire fortement l'expression des divergences à l'extérieur de l'organisation, afin de gagner en cohérence et en efficacité. De façon similaire, nous considérons qu'il faut, chaque fois que c'est possible, trouver des points d'accord avec Lutte Ouvrière puisque nous ne sommes en dernière instance, pour reprendre une vieille formule, que « deux tendances d'un même

parti ». Une remarque qui vaut également pour une partie, de plus en plus minoritaire, d'Ensemble.

Tous ces éléments doivent selon nous aider les militantEs à militer, à se construire un milieu avec lequel ils discutent à agir vers l'extérieur au quotidien.

De la même façon, le NPA a besoin de renforcer ses liens avec la 4e Internationale, c'est la seule internationale aujourd'hui à avoir une réelle implantation dans plusieurs dizaines de pays et qui permet d'avoir des discussions et des débats sans sectarisme. Nous ne nions pas pour autant les désaccords qui existent en son sein et une certaine incapacité à tirer des bilans de son orientation, comme par exemple au Portugal. Pour autant, nous souhaitons qu'un processus soit entamé pour voir si le rôle du NPA vis-à-vis de la IV peut évoluer vers une adhésion, sans que cela interdise des militants de conserver des liens avec des courants internationaux.

Le NPA a besoin d'une direction

Cela fait maintenant plusieurs années que le NPA n'a pas de « direction » dans le sens où les majorités sont fluctuantes, peuvent changer sur des coups du hasard. Tout cela nuit fortement à son efficacité. En effet, cela réduit sa capacité à être identifié sur quelques mots d'ordre, cela crée un climat de tension et des conflits réguliers sur des questions tactiques ou très secondaires, cela réduit les envies de participer à l'activité militante.

Pourtant, pendant la campagne Poutou, une majorité de direction qui a consisté à voter des résolutions des résolutions entre notre sensibilité et l'ex-P1, autour de la figure du candidat ouvrier et de la formule grand angle de la nécessité d'une « représentation politique pour les exploités », et à mener l'activité quotidienne avec des camarades comme Cathy. Nous en tirons un bilan positif car cela a permis une plus grande stabilité de la direction et ainsi, d'entraîner, étape par étape, à peu près toute l'organisation dans la campagne. Cela n'efface pas les divergences que nous pouvons avoir avec certainEs camarades, particulièrement les textes présentés par Patrick et Emile esquivant la construction du parti révolutionnaire ou réduisant la classe ouvrière à une fusion d'identités opprimées. Cela n'efface pas non plus les divergences avec les camarades qui souhaitaient faire des listes communes aux élections avec la France Insoumise dans certaines villes.

Cela efface encore moins le constat que nous faisons que, dans l'activité quotidienne, nous construisons bien plus souvent le parti et ses échéances avec des camarades comme Cathy ou encore le courant DR. Mais le travail avec ces seuls camarades n'a jamais permis, en trois ou quatre ans, d'entraîner l'organisation.

Nous proposons donc de préparer le congrès de la façon suivante : chercher l'accord le plus large possible autour du plan proposé par Antoine, Cathy, Christine, Sandra et Simon pour voir qui est prêt à travailler ensemble malgré les divergences ; puis vérifier au sein de ce plan s'il y a un accord suffisant, avec des compromis sur la façon de formuler tel ou tel élément, de construire et d'intervenir, pour défendre ensemble une orientation au congrès, construire une direction ensemble, pour reconstruire une organisation militante implantée dans la classe ouvrière.

Construire une organisation pour l'émancipation

Arya, Bertrand, Jade, Jessica (NPA 31)

Depuis des années le NPA est traversé par différentes crises. Dernière en date, celle de la majorité et de la direction ouverte au dernier congrès. Pour beaucoup la campagne Poutou aurait permis d'entrevoir la sortie de la crise, selon deux voies :

- car elle a réaffirmée notre profil révolutionnaire.
- Car elle a rendu possible d'homogénéiser le Parti à travers un militantisme commun.

Le prochain congrès doit valider une de ces deux perspectives pour, enfin, avoir Le Parti utile et fonctionnel.

Nous pensons qu'avoir une majorité sur la base d'un accord entre sensibilités obtenus dans le seul but d'avoir une majorité ne rendra pas le NPA fonctionnel.

Nous pensons qu'un parti utile à l'émancipation de toutes et tous doit se doter d'une orientation claire, permettant d'œuvrer à l'unification de notre classe dans toute sa diversité, sans sectarisme ni

opportuniste et qui réponde aux enjeux de la période actuelle.

Nous pensons que pour être un soutien à l'émancipation le NPA doit être le reflet de son orientation :
-si nous militons pour l'émancipation du genre humain, alors notre parti doit être un cadre émancipateur ;

-si nous considérons que la classe, dans sa composition actuelle, est toujours le sujet révolutionnaire, alors nous devons lui permettre d'avoir sa place au NPA ;

-si nous voyons dans les oppressions spécifiques un obstacle à l'unification de notre classe, alors nous devons avoir un intérêt particulier à l'intégration des personnes subissant ces oppressions dans notre organisation.

Nous considérons qu'aujourd'hui ce travail de réflexion est absent dans le NPA ; qu'à contrario tout est fait pour que le NPA soit plus proche de l'organisation politique de Westeros que d'un parti politique révolutionnaire œuvrant à l'émancipation de chacun-e-s.

Ainsi, il n'est pas possible de débattre sereinement et honnêtement dans le NPA, l'intérêt de conserver/gagner sa place étant supérieur à tout pour certains courants : des groupes entristes, insultant quiconque n'est pas d'accord avec eux de « réformiste » ou « droitier », au « centre » autoproclamé, opportuniste et autoritaire, il ne s'agit pas de convaincre mais d'avoir raison, même si cela passe par occulter la vérité.

Ainsi, pour avoir raison tous les moyens sont bon, y compris la diffamation, les insultes, les coups de pressions ou les menaces. Il ne s'agit pas de chercher des compromis ou des consensus, de tenter d'homogénéiser le NPA par la formation, la discussion ou la confiance découlant de pratiques politiques communes mais d'imposer sa ligne. Les CPN, tout comme les échanges mails ou parfois même le militantisme local sont autant de moments/moyens pour prouver qui a l'autorité, qui décide, qui leade. Même si cela passe nécessairement par une politique de la terre brûlée : "le parti grandi en s'épurant", y compris de ses éléments les plus enclins à ne pas supporter l'autoritarisme.

Ainsi, il est difficilement possible d'être précaire, d'être une femme, d'être trans, d'être racisé-e, de subir une oppression relative à son orientation sexuelle et de militer sereinement dans le NPA : il faut subir continuellement la violence de la société et celle de l'organisation.

Contre celles et ceux qui ne voient dans le congrès du NPA qu'un moyen de garder sa place en direction la majorité en plus, d'homogénéiser le parti par le haut, d'imposer une vision du militantisme, de la formation et de l'organisation autoritaire, nous souhaitons poser ce débat sur nos pratiques et notre fonctionnement au cœur des débats du congrès.

Ne représentant que nous même mais en ayant conscience qu'il est difficile de libérer la parole sur ces questions et d'élaborer des pistes pour changer ces états de fait, nous sommes disponibles pour échanger, réfléchir et élaborer collectivement avec tout-e-s les camarades qui souhaiteraient le faire.

Contribution

Le 01-10-2017. Alain (CPN, 93), Cathy (CE, 93), Lemmy (CPN, 94).

Le capitalisme est entré depuis 2008 dans une crise globale, économique, sociale, écologique, politique, idéologique, la plus grave de son histoire, qui produit des effets dévastateurs sur les conditions de vie et de travail des populations du monde entier et menace même la survie de l'humanité. L'alternative « socialisme ou barbarie » commence à nous « mordre la nuque ». Il est indispensable que les prolétaires de tous les pays prennent en main leurs intérêts et leur avenir pour renverser ce capita-

lisme pourrissant et construire un socialisme du 21^e siècle, démocratique, écologiste, débarrassé de toute exploitation et de toutes les oppressions. Force est de constater que la conjoncture actuelle nous en éloigne.

1. Dans le monde

1.1. La bourgeoisie à l'offensive et le mouvement ouvrier en recul

Pour sortir de la crise, et faire repartir à la hausse son taux de profit, la bourgeoisie ne connaît qu'une seule solution, augmenter la surexploitation des travailleur-se-s. Pour cela, elle utilise divers moyens, qui au mieux repoussent la crise en en amplifiant les contradictions, au pire l'aggravent et font planer la menace à court terme d'un effondrement généralisé du système financier :

- la diminution des salaires directs et indirects là où les rapports de forces le permettent, dans les pays occidentaux ça passe par le démantèlement des conquêtes sociales arrachées de haute lutte par la classe ouvrière au siècle dernier, mais en Chine les capitalistes sont obligés de concéder des hausses de salaires

- la restructuration des entreprises, les suppressions d'emplois et la délocalisation d'activités vers des pays où les coûts salariaux sont plus bas, au sein de l'Union Européenne d'Europe occidentale vers l'Europe orientale, au sein de l'Aléna des Etats-Unis vers le Mexique, et aussi de la Chine vers le Vietnam ou l'Ethiopie

- le transfert massif d'argent public vers les grandes entreprises et les riches particuliers, à travers des subventions, des baisses des taux d'imposition sur les bénéficiaires ou sur les hauts revenus, des déductions fiscales, alors que les gouvernements au service des capitalistes taillent dans les dépenses sociales pour réduire la dette publique

La quasi-stagnation du marché mondial exacerbe la concurrence entre multinationales et provoque un accroissement des tensions inter-impérialistes, pour s'approprier les ressources minières, pétrolières, agricoles, pour contrôler les voies de communication, pour mettre la main sur des territoires stratégiques. Si les Etats-Unis, avec l'appui de leur outil militaire, l'OTAN, et de leurs alliés, France, Grande-Bretagne, Japon, etc. demeure la première puissance économique et militaire mondiale, ils sont durablement affaiblis par l'échec de leur politique interventionniste au Moyen Orient. Un chiffre qui suffit à lui seul à condamner le capitalisme, les dépenses militaires américaines pour les guerres qu'ils ont mené en Afghanistan, en Irak, en Syrie, depuis le 11 septembre 2001, s'élèvent au minimum à 2000 milliards de \$: si cet argent avait été utilisé pour satisfaire les besoins sociaux élémentaires des êtres humains, il n'y aurait aujourd'hui plus de pauvreté dans le monde !

La Chine, qui bénéficie d'une croissance économique bien plus forte, s'affirme de plus en plus comme LA puissance impérialiste montante, comme en témoigne sa vaste offensive économique en Asie du Sud-Est et en Afrique, l'augmentation continue de son budget militaire, et la multiplication de l'implantation de bases militaires en mer de Chine et ailleurs (Djibouti, etc.).

Si une 3^e guerre mondiale n'apparaît pas d'actualité, la Chine étant prête à lâcher son allié traditionnel mais encombrant de Corée du Nord, il y a multiplicité de guerres localisées, en Asie (Moyen-Orient, Yémen), en Afrique (Libye, Centrafrique, Congo), et même en Europe (Est de l'Ukraine avec les prétentions du nouvel impérialisme russe), qui sont un terrain d'intervention et d'affrontement pour les puissances impérialistes, pour les puissances régionales qui profitant de l'affaiblissement de l'impérialisme américain s'autonomisent, pour les gouvernements et les chefs de guerre locaux, et qui apportent leur lot de massacres et de destructions dont les populations civiles sont systématiquement les premières victimes.

Sur fond de guerres, de chaos, la crise du capitalisme favorise la montée de forces politiques ultra-réactionnaires et ultra-conservatrices se situant à la droite extrême ou à l'extrême-droite, comme le trumpisme avec le soutien de l'alt-right américaine, les différents populismes en Europe, les organisations se réclamant de l'islam politique dans les pays arabes. Elle produit aussi des régimes de plus en plus autoritaires. Dans les pays occidentaux, sous couvert de « lutte contre le terrorisme », sont adoptés des lois réduisant drastiquement les droits démocratiques. Des dictatures se mettent en place ou se renforcent, comme en Russie, en Egypte, aux Philippines ou en Turquie, sans oublier la survie de la sanglante dictature de Assad en Syrie, avec le soutien de la Russie et de l'Iran et la complicité

des Etats-Unis. Pire, le capitalisme pourrissant enfante des Frankenstein fanatiques comme Al Qaida ou Daech et la destruction programmée de l'État Islamique en Irak et en Syrie par des interventions militaires extérieures ne va rien régler.

Face au rouleau compresseur néo-libéral, le mouvement ouvrier est en recul pratiquement partout dans le monde: la crise du mouvement ouvrier européen ; le coup d'arrêt plus au moins violent des processus révolutionnaires arabes par des contre-révolutions menées par des éléments recyclés des anciennes dictatures soutenues par les impérialismes et /ou par des forces islamiques intégristes ; l'échec des expériences réformistes en Amérique Latine, notamment la plus emblématique, au Venezuela. De multiples mouvements de résistance, locaux, isolés, existent, comme les nombreuses luttes ouvrières, paysannes, écologistes et féministes dans le monde, l'évolution à gauche du parti travailliste anglais sous Corbyn, l'émergence d'un Kurdistan syrien dirigé par le PYD, ou les diverses mobilisations contre Trump mais ils ne sont pas en mesure d'inverser cette tendance. L'instabilité politique chronique générée par la crise du capitalisme peut donner lieu à des changements importants et rapides.

1.2. Ecosocialisme ou barbarie

A l'ère du capitalocène, tous les voyants du réchauffement climatique sont au rouge : température moyenne supérieure de 1,1° C par rapport à l'ère pré-industrielle, concentration de CO₂ de 410 ppm (parties par million) qui est un record depuis 2 millions d'années, accélération dans les 20 dernières années de la fonte des glaciers et de la hausse du niveau des mers, etc. La catastrophe écologique annoncée n'est pas pour la fin du siècle, elle est déjà là, comme on l'a vu avec l'ampleur inégalée des derniers ouragans dans les Caraïbes. Les gouvernements ont bien conscience que l'objectif qu'ils se sont fixés dans l'accord, indicatif, de Paris en décembre 2015, de limiter l'élévation de la température moyenne sous le seuil de 1,5°C, est déjà caduc. Mais au mieux, ils se contentent de belles paroles, voire même comme Trump reviennent en arrière, au pire, sous prétexte d'économie « verte », ils font payer les frais de la crise écologique aux salariés et à la population. Pour résoudre la crise écologique et assurer la survie de l'humanité, il faut s'attaquer aux causes, c'est-à-dire au capitalisme et à son productivisme sans limites et sans fin, mettre les capitalistes hors d'état de nuire, exproprier les multinationales, et décider collectivement quoi et comment produire dans le respect de l'environnement pour satisfaire les besoins sociaux de l'humanité.

1.3. L'Union Européenne en crise

Avec la crise économique mondiale, l'Europe Capitaliste est en panne, sous le poids de ses propres contradictions internes, une zone de libre-échange de marchandises et de capitaux entre des économies dont le niveau de développement est très différent, couplée à une division et une impuissance politique au niveau international. Le Brexit a plombé un peu plus l'UE et les intentions du couple franco-allemand Macron-Merkel de la relancer vont faire long feu.

L'UE est un vecteur de l'ultra-libéralisme, combinant hyper-austérité permanente, mise en concurrence des travailleurs et dumping social et fiscal. La troïka, Commission Européenne, BCE, et FMI, sont les gendarmes de la dette et ont imposé une énorme régression sociale au peuple Grec avec la complicité de Tsipras et de Syriza. L'Europe forteresse rejette les migrants à la mer ou dans les bras du dictateur turc Erdogan ou des milices libyennes.

Il n'existe pas d'autre alternative progressiste que de dénoncer l'UE, rompre avec ses traités et ses institutions, et promouvoir une Europe des travailleurs et des peuples (avec le droit à l'autodétermination au pays Basque, en Catalogne, en Ecosse, etc.).

2. En France

2.1. la guerre éclair néo-libérale de Macron

Macron a réalisé le hold-up parfait. Il a pu et su profiter de la crise politique, et du profond discrédit des partis institutionnels qui se sont succédé au pouvoir depuis plusieurs décennies. Ancien ministre de l'économie de Hollande, alors que Hollande, détesté par l'électorat de gauche qui avait voté pour lui, a été contraint de jeter l'éponge, Macron a incarné, provisoirement, avec l'appui des médias bourgeois, un certain renouveau politique en entretenant le flou artistique sur son programme. Les

institutions particulièrement anti-démocratiques de la 5e république ont fait le reste : sur fond d'absentéisme massif, Macron a été élu président de la république en ne recueillant au 1er tour que 24 % des voix (18 % des inscrits), son mouvement La République En Marche a obtenu la majorité absolue à l'assemblée nationale (55 % des députés) en ne recueillant au 1er tour des législatives que 28 % des voix (13 % des inscrits).

Macron, choix de la bourgeoisie après le retrait de Juppé, entend frapper vite et fort et achever la contre-réforme néo-libérale entamée il y a 4 décennies sous le gouvernement Barre et poursuivie depuis par les gouvernements successifs de droite et de gauche, Hollande étant même allé plus loin dans la régression sociale et démocratique que son prédécesseur de droite Sarkozy. Le premier volet est une loi travail XXL, qui de fait met à la poubelle le code du travail et les protections des salariés: en donnant la possibilité de déroger au code du travail dans la plupart des domaines au niveau des entreprises et des branches (inversion de la hiérarchie des normes), en facilitant largement les licenciements, en réduisant drastiquement le nombre de mandats et d'heures de délégation pour les délégués syndicaux et les élus des instances représentatives du personnel (CE, DP, CHSCT) fusionnées dans une instance unique, en permettant aux directions d'entreprise de squeezer les syndicats (référendums auprès des salariés).

Les autres volets à suivre de l'offensive ordo-libérale de Macron: la baisse des retraites et des indemnités chômage, la poursuite du démantèlement de la sécurité sociale, la sélection à l'entrée de l'université et la casse du bac, la restriction pérenne et accrue des droits démocratiques avec l'institutionnalisation de l'état d'urgence. Avec la poursuite de l'hyper-austérité (baisse de 16 milliards d'euros des dépenses publiques en 2018), des cadeaux aux riches (baisse de l'ISF, baisse de la taxation sur l'épargne, baisse de l'impôt sur les sociétés), de la chasse aux migrants, du militarisme (le budget de la défense sera porté à 2 % du PIB d'ici à 2025), de la politique impérialiste (poursuite des interventions militaires, soutien aux dictatures, Mohammed VI au Maroc, Idriss Deby au Tchad, etc.).

A l'épreuve du pouvoir, Macron, obligé de sortir de l'ambiguïté « et de droite et de gauche » de sa campagne électorale, s'avère sans surprise un président de droite et... fragile. La loi sur la moralisation de la vie politique alors que son gouvernement et son mouvement sont touchés par les affaires, la mesquinerie du coup de rabot de 5 euros sur les APL, les déclarations méprisantes sur « les fainéants », etc., ont fait plonger Macron dans les sondages. Le véritable test est bien sûr le mouvement contre la loi travail XXL.

2.2. Le mouvement social

Même si la loi El Khomri, prémice de la loi travail XXL actuelle, est finalement passée, avec l'usage du 49.3, la mobilisation sociale à laquelle elle a donné lieu au printemps 2016 a marqué la situation. Elle a signifié la rupture entre le PS et sa base sociale. Elle a été notable, par sa durée, 5 mois, par le nombre de journées d'action nationale qui l'ont rythmée, par l'ampleur du soutien dont elle a bénéficié dans la population (autour de 70-75 % contre la loi, une majorité en faveur du mouvement), par les formes diverses qu'elle a prises (manifestations, grèves, tentatives de blocage de secteurs économiques stratégiques, « nuit debout », etc.). Elle a aussi ses limites, la faiblesse du taux de grévistes au niveau national, un nombre de manifestants moindre que lors de la mobilisation sur les retraites en 2010, l'absence de coordination entre les différents secteurs entrés en lutte et d'éléments d'auto-organisation, la faible implication de la fonction publique et notamment des enseignants, le désengagement précoce de la jeunesse étudiante qui avait pourtant initié le mouvement...

Difficile de prévoir quelle sera l'ampleur, la durée et le résultat de la mobilisation contre la loi de travail XXL qui a commencé. Les obstacles sont nombreux : la résignation de larges couches de salariés qui pensent que ça ne sert à rien de se mobiliser, l'hétérogénéité sociale du salariat et l'augmentation de la précarité, le poids des défaites passées (on verra l'impact de celle de l'an dernier), la division syndicale entre la collaboration des uns (CFDT, FO, avec une crise interne dans FO à suivre) et l'attentisme des autres (la CGT). Néanmoins, il y a des points d'appui : la colère, le ras le bol de la grande majorité des salariés et de la population ; le mouvement de l'an dernier a redonné goût à la lutte et a permis de (re)donner goût aux luttes sociales et (re)tisser des liens entre des équipes syndicales, isolées, dispersées, et peu visibles à l'exception de quelques-unes comme GM&S ou NDDL et Bure ou la vallée de la Roya.

2.3. Le danger toujours présent du FN

Pour la 2e fois de son histoire, le FN a qualifié son candidat au 2e tour de la présidentielle. En 2017, avec plus d'un million de voix supplémentaires par rapport à 2012, et 3 millions par rapport à 2002, il a progressé électoralement chez les ouvriers, les salariés du public et les chômeurs. Il a poursuivi son enracinement local, entre autres dans son bastion traditionnel du Sud-Est et dans sa nouvelle terre d'élection le Nord de la France.

Certes, le FN a ensuite connu un certain flottement. Il n'a fait « que » 33,9 % au 2e tour de la présidentielle (après 21,3 % au 1er tour) et « que » 13,2 % des voix au 1er tour des législatives (en obtenant 8 députés). En cause, la mauvaise prestation de Marine Le Pen, qui suscite une fronde interne et qui alimente la guerre des chefs. Et aussi, en partie lié, le FN est divisé entre 2 politiques sur lesquelles Marine Le Pen s'est efforcée de jouer les équilibristes : un nationalisme ultra-libéral économiquement et ultra-conservateur socialement (pour la peine de mort, contre le mariage pour tous, etc.) incarnée par Marion Maréchal-Le Pen, qui revient aux fondamentaux du FN, immigration égale chômage et insécurité, qui vise à fédérer l'électorat de droite et à accéder au pouvoir via une alliance avec la droite extrême; un nationalisme moins libéral et moins conservateur, plus social-étatiste, incarné par Florian Philippot, qui se décline avec la sortie immédiate de l'Union Européenne et de l'euro, et qui vise, avec quelques mesures sociales, à attirer un électorat populaire déçu par la gauche au pouvoir.

Mais le répit risque d'être de courte durée, la politique de Macron favorisant objectivement la montée de l'extrême-droite, encore plus qu'avant avec l'aggravation de la crise. Le départ du très médiatique Florian Philippot, et de sa poignée de fidèles, n'aura pas le même impact que la scission mégrétiste de 1998.

2.4. LR et le PS en crise

Il y a un an, à l'issue de ses primaires, la présidentielle apparaissait comme imperdable pour la droite. Puis le profil anti-social et réactionnaire de Fillon, ses multiples casseroles qui ont fait tâche pour un candidat autoproclamé « intègre », l'ont définitivement plombé. LR a sauvé les meubles lors des législatives avec plus d'une centaine de députés. Mais ce parti est tiraillé entre 2 options stratégiques contradictoires, qui pourrait conduire à brève échéance à son éclatement : une alliance avec le FN dont son aile droite partage des aspects nationalistes, réactionnaires et anti-immigrés, et une approche « constructive » du gouvernement Macron qui mène une politique libérale mondialisée dont LR a rêvé mais qui n'a pu être menée sous la présidence Sarkozy. En partie liée, la guerre des chefs a repris de plus belle, l'élection de son futur président, Laurent Wauquiez, une sorte de Fillon bis, étant déjà contestée en interne.

Le PS, qui avait tous les pouvoirs l'an dernier, a pris une énorme raclée électorale, dont il ne se relèvera probablement pas, qui a marqué une rupture décisive avec l'électorat populaire. Une partie de sa direction a pris, en plusieurs wagons, le train Macron. Ce qui reste du PS, dont la direction et les élus sont majoritairement social-libéraux et la base majoritairement social-démocrate (comme l'a montré les résultats de la primaire avec la désignation de Hamon), est complètement coincé entre Macron et la France Insoumise (FI). Hamon qui a fait le pari de sortir du PS et de créer son propre mouvement, le M1717, aura bien du mal à exister en tant que composante réformiste autonome qui pèse un peu par rapport à FI.

2.5. Mélenchon-PCF : 3-0

Le titre fait référence au match entre Mélenchon et le PCF, au sein du Front de Gauche (FdG), la coalition électorale fondée par en 2009 par le PCF et le Parti de Gauche (PG), puis en dehors. En 2012, Mélenchon, candidat du FdG, avait obtenu 11,1 % des voix au 1er tour de la présidentielle, aux législatives qui ont suivi, le PCF, la principale composante du FdG, avait raflé la mise (80 % des candidats, 7 députés) par rapport au PG (20 % des candidats, 1 député). En février 2016, profitant des tergiversations du PCF, Mélenchon quitte le FdG en crise et se lance dans la présidentielle avec son nouveau mouvement. Le PCF, faute d'autre solution, est bien obligée de soutenir à la présidentielle Mélenchon, lequel fait 19,6 % et prend sa revanche aux législatives (11 % et 17 députés pour FI contre 3 % et 10 députés au PCF).

FI représente une double rupture avec le mouvement ouvrier. Une rupture politique, en mettant en avant le peuple contre l'élite au lieu des salariés contre le patronat, ou le drapeau bleu blanc rouge à la place du drapeau rouge, même si FI apparaît, pour ceux qui l'ont rejoint ou qui ont voté pour elle, comme la suite, la continuation politique, des vieux partis traditionnels PS et PCF, porteur de revendications sociales et démocratiques. Une rupture organisationnelle, avec un mouvement politique pyramidal, une direction non élue qui prend toutes les décisions au niveau national et des membres réduits à des distributeurs de tracts et des colleurs d'affiches, au lieu d'un parti politique, avec des congrès, des textes votés et des directions élues par ses membres, malgré toutes les limites démocratiques.

FI a quasiment réalisé son objectif d'apparaître comme la seule opposition politique à Macron. Elle occupe plutôt bien le terrain parlementaire avec son groupe à l'assemblée nationale. Elle a eu une dynamique électorale très forte et bénéficie d'une bonne couverture médiatique. Sa surface militante est sûrement beaucoup plus limitée même s'il est difficile de mesurer l'implantation locale de ses « comités d'appui ». L'exercice parlementaire ne suffisant pas à faire exister une force politique, même réformiste, électorale et institutionnelle comme l'est FI, Mélenchon convoque régulièrement des manifestations, pour occuper la rue et occuper ses membres.

Le PCF poursuit sa crise. Son déclin électoral irréversible menace l'existence d'un parti qui survit grâce à ses positions institutionnelles, même s'il a in extremis réussi à sauver son groupe parlementaire à l'assemblée et au sénat. De plus, il est de plus en plus affaibli et divisé politiquement, une partie de ses membres sont tentés par, voire ont déjà rejoint, FI tandis que d'autres détestent Mélenchon et sont tentés par un retour aux fondamentaux du PCF (défense du parti, références nébuleuse et confuse au communisme...).

2.6. Les révolutionnaires : NPA, LO

Depuis 2012, l'extrême-gauche est retombée dans l'ultra-minorisation électorale qu'elle avait connue avant 1995, son électorat ayant été alors siphonné par le FdG. En additionnant les scores de LO et du NPA, on obtient 1,7% au 1er tour de la présidentielle de 2012 et de 2017. Aux dernières législatives, profitant que nous ne nous soyons présentés que dans une trentaine de circonscriptions, LO progresse légèrement (0,7% contre 0,5 % en 2012) et réalise plus de 1 % dans 83 circonscriptions.

Que les révolutionnaires fassent nettement moins que les réformistes n'est pas en soi une surprise, notre programme politique radical et notre faible médiatisation ne nous met pas à égalité sur le terrain électoral. La question, souvent entendue y compris dans nos rangs, pourquoi les travailleurs ont voté beaucoup plus pour Mélenchon que pour Poutou, est donc biaisée, même en dehors du phénomène « vote utile » pour Mélenchon qui a loupé le 2e tour à 600000 voix. Ce qui ne veut pas dire que nous soyons indifférents à nos scores, nous avons tout intérêt à nous présenter aux élections si nous en avons les moyens (militants et financiers) et à faire le meilleur résultat possible. Les 10 % obtenus par l'extrême-gauche à la présidentielle de 2002 constituent une exception et marquent une occasion, manquée, de s'en servir pour tenter alors un dépassement des organisations révolutionnaires tel qu'elles existaient.

Après des débuts difficiles, qui ont failli hypothéquer la récolte des 500 signatures nécessaires pour se présenter, le NPA a fait globalement, à son échelle, une bonne campagne. Philippe Poutou, candidat ouvrier anticapitaliste, a déchiré médiatiquement lors du débat du 4 avril. Nous avons pu, plus qu'en 2012, exprimer la colère de notre classe contre les politiciens professionnels qui prétendent nous représenter alors qu'ils sont au service des capitalistes, porter quelques éléments (malheureusement trop peu nombreux) de notre programme, comme le désarmement de la police, les privilèges des dirigeants, l'interdiction des licenciements, l'ouverture des frontières, et enfoncer des coins contre le FN. Nous avons suscité et rencontré un écho, un intérêt, pour ce que nous sommes et ce que nous proposons, bien plus large que notre faible score le laisse supposer, comme le montre la popularité acquise par Philippe, l'affluence dans nos meetings lors des dernières semaines de la campagne, le suivi de nos expressions sur internet, les prises de contacts.

Bien sûr, le succès modeste mais réel de notre campagne présidentielle n'a pas réglé les problèmes internes du NPA. Les différents « courants » constitués du NPA se sont investis partiellement ou tardivement dans la campagne Poutou, et les divisions internes et les dysfonctionnements organisationnels à répétition font que nous avons d'énormes difficultés à profiter et à prolonger cette dyna-

mique. Beaucoup plus préoccupant, le NPA a été peu visible dans le mouvement contre la loi El Khomri l'an dernier, alors que nous aurions dû être « comme des poissons dans l'eau ». Et nous avons bien du mal à assurer l'apparition du NPA dans le mouvement contre la loi XXL.

3. Nos réponses politiques

3.1. Défendre notre programme politique dans la continuité de la présidentielle

Il est superflu de détailler ici les éléments de notre programme anticapitaliste, démocratique, écologique, internationaliste, féministe, anti-raciste, etc., qui, pour une bonne part, font consensus. La brochure que nous avons éditée lors de la campagne présidentielle, malgré ses faiblesses, et les conditions dans lesquelles elle a été préparée, en donne un bon aperçu. A nous de choisir et d'affiner les éléments de notre programme que nous voulons mettre en avant en fonction de l'actualité. Et à nous d'avoir une démarche de parti et de développer le plus systématiquement possible notre politique.

3.2. Notre politique de front unique ouvrier

Elle se décline de « la base au sommet ». Elle se situe dans une totale indépendance politique par rapport aux organisations « réformistes ». Elle trouve une illustration concrète et immédiate dans le mouvement en cours contre la loi travail XXL, qui peut se transposer, mutatis mutandis, aux autres terrains de luttes, anti-racistes, démocratiques, féministes, écologistes, LGBTI, etc.

Nous devons porter la nécessité de construire un mouvement de résistance le plus massif possible qui conteste la politique ordolibérale de Macron, la revendication minimum du moment devant être le retrait des ordonnances, qui intègre organisations associatives, syndicales, politiques, qui associe salariés, chômeurs, retraités, étudiants, qui combine manifestations de rue, grèves sur les lieux de travail, et blocages de secteurs stratégiques de l'économie grâce à la grève des salariés qui y travaillent et au renfort de militants extérieurs. Sans pour autant appeler à un cadre unitaire formalisé, appelé par certains « front social et démocratique », qui n'existe pas aujourd'hui, que nous n'avons absolument pas les moyens d'impulser et dont nous ne connaissons pas à l'avance les contours, qui pourrait être paralysant s'il est trop large (à l'image de l'intersyndicale dans le mouvement contre la loi El Khomri), ou être sous la botte de la plus grosse organisation (la CGT, voire FI même s'il est peu probable que FI y aille). Voyons comment on peut avancer concrètement et pas à pas vers l'unité d'action dans les luttes et les mobilisations et pour leur convergence. La lettre ouverte de Solidaires du 27 septembre à l'ensemble des composantes du mouvement social peut être un point d'appui.

Nous devons nous adresser à l'ensemble des organisations qui sont dans le mouvement contre la loi XXL. Notamment la CGT qui, de par son poids dans le paysage syndical et son opposition au moins en paroles à la politique du gouvernement, apparaît aujourd'hui comme incontournable. Nous devons le faire de façon critique, en nous appuyant sur le bilan du mouvement contre la loi El Khomri:

- contre le « dialogue social » avec le gouvernement et le patronat, étant donné l'ampleur des attaques l'heure est au combat pas à la négociation à froid : par exemple la direction confédérale de la CGT a participé à toutes les réunions bilatérales avec le gouvernement sur la loi travail XXL au lieu de claquer la porte et de dénoncer un subterfuge de concertation sociale

- pour l'organisation de journées d'action nationales interpro, avec des grèves et de grosses manifestations, qui rythment le mouvement, qui symbolisent à un instant donné l'opposition de la population à la politique du gouvernement, qui soient une incitation à la mobilisation générale; or si la direction confédérale de la CGT a appelé avant l'été au 12 septembre, c'était pour éviter une échéance en juin-juillet, si elle a appelé au 21 septembre avant le 12, c'était pour essayer de couper l'herbe sous le pied de Mélenchon et de sa manif du 23 septembre, et depuis il n'y a plus de date

- comme nous savons, le mouvement contre la loi El Khomri l'a, s'il en était encore besoin, démontré, que les manifestations d'un jour, aussi massives soit-elles, ne sont pas suffisantes pour faire reculer le gouvernement et le patronat, il faut avancer dès maintenant la perspective d'une grève interpro reconductible, qui bloque l'économie ; or la CGT (sa direction confédérale, mais aussi des UD, des FD) n'en exprime pas la préoccupation et ne se donne pas les moyens de construire un tel mouvement, par exemple elle n'appelle pas à soutenir et à rejoindre des grèves sectorielles reconductibles, elle ne fait rien contre la dispersion dans le temps et dans l'espace des différentes luttes, alors que c'est tous en-

semble qu'on peut gagner, pas chacun de son côté et chacun à ses rythmes, le mouvement contre la loi El Khomri en a été une amère illustration

Et parce que nous ne faisons pas confiance aux directions syndicales pour s'affronter jusqu'au bout au gouvernement et au patronat, nous appelons partout à l'unité à la base, à l'auto-organisation, à ce que les salariés et la population prennent leurs affaires en main. Cela passe par la constitution, et leur mise en relation, de cadres unitaires locaux de mobilisation, sur les entreprises, les villes, les bassins d'emploi, que nous construisons tout en y menant des batailles politiques sur la base de nos positions. Nous pouvons essayer de les impulser si nous en avons les moyens, nous devons participer aux collectifs existants, en veillant à intégrer au maximum, si possible, des structures syndicales locales ou sectorielles, syndicats d'entreprise, UL, voire UD ou FD, etc. Il en existe quelques-uns, pour la plupart issus ou revivifiés lors du mouvement contre la loi El Khomri, très divers au niveau de leur configuration locale.

Le Front Social, et ses déclinaisons locales, qui peuvent être différentes d'un lieu à l'autre, peut être un pas dans cette direction. Malgré sa faiblesse organisationnelle, il ne regroupe au niveau national que de petites structures syndicales. A condition que par ses prises de positions et par ses initiatives il porte la question de la nécessaire construction et convergence des luttes sans se livrer à une dénonciation frontale des directions syndicales et politiques ni se substituer à elles au nom d'une « avant-garde large ».

3.3. Notre politique écologiste

L'ampleur et l'urgence de la crise écologique implique que nous poursuivions nos efforts de mettre la transformation écologique au centre de notre programme de transformation révolutionnaire de la société, et de lier systématiquement dans notre agitation quotidienne, question écologique et question sociale.

En parallèle, il est indispensable que nous soyons beaucoup plus présents dans les mobilisations écologiques, notamment contre les grands projets inutiles et nuisibles, ou se sont constitués des cadres unitaires divers, hétérogènes. D'autant plus que la question écologique est un vecteur important de politisation et les rares « semi-victoires » obtenues ces dernières années l'ont été sur cette question, par exemple l'aéroport de Notre Dame des Landes, le barrage de Sivens ou le village vacances de Roybon. D'autres luttes sont en cours, l'EPR de

Flamanville, le centre d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, ou s'annoncent, comme par exemple, celle pas facile à mener, contre les jeux olympiques de 2024 à Paris, à la fois par une propagande contre les JO du fric et une campagne de résistance contre la guerre contre les pauvres particulièrement à Paris et dans le 93.

3.4. Contre l'extrême-droite en général et le FN en particulier

La seule solution pérenne pour faire reculer le FN est la mobilisation des salariés en défense de leurs intérêts, comme le laisse deviner l'embarras et le silence de Marine Le Pen sur, hier le mouvement contre la loi travail XXL. Sans attendre cette perspective, nous devons avoir une politique spécifique contre le FN qui, « dédramatisé », représente aujourd'hui un grave danger pour la classe ouvrière et en particulier sa composante immigrée.

Sans crier au fascisme, ce qui est contre-productif, il nous faut démontrer l'imposture sociale du FN (qui avance quelques promesses sociales, d'ailleurs revues à la baisse entre 2012 et 2017, pour mieux masquer un programme économique pro-patronal), dénoncer son racisme viscéral anti-immigrés et anti-migrants, la menace qu'il fait peser sur les droits démocratiques et sociaux, sans oublier ses nombreux vols d'argent public dans les caisses de l'Etat ou de l'Europe. Nous devons également opposer au projet du FN, les perspectives de solidarité internationaliste de classe et notre projet de société débarrassée des rapports d'exploitation et de domination. Là où ils existent, nous devons être partie prenante de cadres unitaires contre le FN, voire même en être à l'initiative si nous le pouvons, tout en veillant à ce qu'ils ne soient pas en dehors du mouvement ouvrier organisé et qu'ils ne se lancent pas dans des actions minorisantes.

En dehors du FN, il existe en France des petits groupes pro-fascistes, qui pourraient être tentés, dans le creux actuel du FN, par des opérations coup de poing. Et aussi une nébuleuse intégriste islamique, petite aujourd'hui mais qui se développe dans les quartiers populaires, que nous devons combattre politiquement notamment sur la question des droits démocratiques et des droits des femmes.

3.5. Vis-à-vis des organisations politiques à la gauche du PS

Le NPA doit avoir une politique suivie par rapport aux organisations se situant à la gauche

du PS. Et notamment par rapport à FI, qui s'est imposée en quelque mois comme la principale force réformiste et a donc succédé au PCF comme obstacle à l'émergence d'une alternative anticapitaliste. Sans avoir d'illusions sur le fait qu'une telle politique puisse porter ses fruits à court terme et que pourraient s'opérer des rapprochements avec tout ou partie de ces organisations.

Etant donné sa volonté d'écraser toute concurrence à gauche, nos relations avec FI au niveau national seront sûrement réduites. Il n'est par exemple pas utile dans l'immédiat de demander des rencontres avec la direction de FI. Par contre nous avons tout intérêt à interpeller publiquement FI et Mélenchon, par exemple sur la construction de la mobilisation contre la politique du gouvernement, comme Olivier et Philippe l'ont fait en septembre dans les médias, mais aussi sur d'autres sujets sensibles, comme le protectionnisme, le nationalisme, les migrants, Poutine et Assad, etc. Et nous devons aussi nous adresser aux membres et aux sympathisants de FI, qui sont divers politiquement, pour aller vite qui se situent de la social-démocratie à l'anticapitalisme, qui ne sont pas tous des fans de Mélenchon, qui pour certains se posent des questions politiques qui ne sont pas si différentes de nos interrogations ; comme nous l'avons fait par exemple lors de la manif de FI du 23 septembre dernier, en tenant un point fixe et en distribuant un tract.

Etant donné le rapport de forces entre FI et le NPA qui nous est très défavorable, notamment électoralement, le chemin est étroit entre ne pas apparaître comme étant à la remorque de FI, se ralliant à FI, et comme des gauchistes donnant des leçons et dénonçant les réformistes. Nous pouvons sûrement plus peser localement, nous pouvons plus facilement discuter et nous côtoyons certains de ses membres dans des cadres unitaires. Et puis il nous faut suivre attentivement l'évolution politique nationale de FI, si sa dynamique peut la porter jusqu'à la prochaine présidentielle et la candidature de Mélenchon en 2022, ses prises de position sur les questions politiques d'actualité et la dictature bonapartiste de Mélenchon seront générateurs de crises internes, voire peut-être aussi l'entrisme de fractions comme le POI par exemple.

L'entreprise de destruction opérée par FI à l'encontre du PCF, et la crise profonde qu'il connaît, faciliteront sûrement des relations plus cordiales avec la direction du PCF. Plus sérieusement, nous pouvons et nous devons rencontrer régulièrement

les militants communistes locaux et discuter de façon beaucoup plus libre et décomplexé avec eux. De même nous devons contacter et discuter avec les membres qui restent à Ensemble, qui ont refusé de suivre la majorité de leur direction et de rejoindre FI.

Quant aux organisations révolutionnaires, LO, AL, etc., il est bien évident que nous faisons la différence par rapport aux organisations réformistes. Il serait normal que le NPA demande à rencontrer régulièrement leurs directions pour échanger et pour, dans les domaines où c'est possible, agir ensemble. Par rapport à LO, nous devons avoir des relations plus suivies que le débat traditionnel à leur fête annuelle, ceci vaut aussi vis-à-vis des militants locaux de LO même si nous savons bien que les décisions politiques de LO se prennent au niveau national. Nous devons aussi réfléchir à des accords de répartitions de circonscriptions ou de villes aux prochaines élections et faire des propositions en ce sens suffisamment à l'avance, pas au dernier moment comme nous l'avons fait pour les législatives de juin 2017 : nous savons bien que LO est contre mais au moins ils ne pourront pas prétexter notre « dilettantisme et notre désinvolture ».

4. La question du parti

4.1. Construire un parti regroupant les anticapitalistes et les révolutionnaires

La première question que nous devons trancher : la classe ouvrière a-t-elle besoin comme outil politique, d'un parti ou d'une vague et indéterminée « expression politique », ou d'un « espace politique des exploite-e-s et des opprime-e-s » ? Pour notre part, nous pensons toujours qu'il nous faut un parti...

Il y a alors logiquement une seconde question à laquelle nous devons répondre : de quel type de parti avons-nous besoin ? Pour notre part, nous pensons toujours que nous devons construire un parti « anticapitaliste et révolutionnaire ». Un parti implanté dans la classe ouvrière, dans la jeunesse, qui a pour objectif de construire une nouvelle conscience de classe, qui intègre pleinement, en plus de la lutte contre l'exploitation capitaliste, la lutte contre toutes les oppressions et qui a une perspective stratégique de prise révolutionnaire du pouvoir. Ici il est indispensable de tordre le cou à un faux débat. Le NPA a bien vocation à être dans cette catégorie-là : ses principes fondateurs, même s'ils ne le définissent pas explicitement comme un parti révolutionnaire, prônent « un socialisme du

21e siècle » basé sur « l'auto-organisation et l'autogestion », par « la transformation révolutionnaire de la société », par la « la mise sous le contrôle des salariés et de la population », « qui en assumeront la propriété et en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique », « des principaux moyens de production, d'échange et de communication », en « renversant » « l'État et les institutions actuelles » « rodés à la défense des intérêts de la bourgeoisie » et en « fondant de nouvelles institutions au service et sous le contrôle des travailleurs et de la population »...

Quelle signification donner à la formule rituelle « anticapitaliste et révolutionnaire » utilisée plus haut ? Car il y a bien une différence entre anticapitaliste et révolutionnaire. Pour poser autrement la question, quels sont les anticapitalistes qui ne sont pas révolutionnaires ? Les anticapitalistes dans une organisation centriste comme Ensemble, les réformistes déterminés et radicaux dans des organisations réformistes comme le PCF ou FI, les zadistes qui ne veulent pas prendre le pouvoir, les militants associatifs ou syndicaux non encartés qui s'opposent dans leur combat quotidien au capitalisme... Leur nombre est potentiellement important, et tant mieux. Mais dans la situation actuelle, seule une petite partie d'entre eux peuvent rejoindre la petite organisation qu'est le NPA. La décantation et la convergence ne se feront qu'au travers d'événements politiques décisifs ultérieurs dans la lutte des classes.

Le NPA ne deviendra pas un parti anticapitaliste et/ou révolutionnaire de masse par simple accroissement linéaire. Il doit (ré)affirmer sa disponibilité en vue de construire un tel outil. Mais force est de constater qu'il n'existe pas, au niveau national, de partenaires pour cela : les anticapitalistes sont très dispersés, LO ne veut surtout pas l'unité avec le NPA.

Dans l'immédiat, dans la foulée de la dynamique, petite mais réelle, de la campagne Poutou, nous pouvons, à notre modeste échelle, en développant notre apparition politique, locale comme nationale, renforcer le NPA, qui est certes très imparfait et affaibli, mais qui dans la situation actuelle, constitue un outil utile et incontournable pour notre classe et pour les révolutionnaires.

4.2. Fonctionnement

Pour pouvoir tirer ensemble le bilan de cette politique, il est nécessaire que le NPA la mette en œuvre. Pour pouvoir la mettre en œuvre, il est indispensable que le NPA sorte de sa grave crise de fonctionnement, et notamment de sa crise de direction, qui le paralyse dans son intervention politique.

Il y a bien sûr les divergences politiques internes, en terme d'orientation, de stratégie, de projet de parti, sur fond d'une évolution très défavorable de la situation politique. Et puis force est de constater que des « courants » du NPA préfèrent mettre en œuvre, à des degrés divers, leur propre politique et se construire là-dessus, plutôt que d'essayer d'élaborer une politique commune pour le NPA et construire ensemble le NPA. C'est de leur responsabilité et cela relève du droit de fraction. Par contre, il est absolument anormal qu'ils le fassent à l'insu du parti, car ça entretient un climat interne délétère, de méfiance et de suspicion.

Sans remettre en cause le droit de tendance et de fraction, ceci exige:

- l'application des statuts du NPA

Une tendance ou une fraction qui se maintient après le congrès doit le faire sur la base d'un texte qui en explique les raisons. C'est quand même la moindre des choses et pourtant cette disposition des statuts (fort contraignante, comme chacun peut en juger!) n'est pas appliquée

- la transparence des tendances et des fractions vis-à-vis du NPA, de ses instances, de ses militants, en réciproque de la totale transparence du NPA vis-à-vis de ses tendances et ses fractions

Les tendances et les fractions informent les instances ad hoc du parti de la tenue de toutes leurs réunions nationales ou locales (les membres du parti peuvent y assister en tant qu'observateur, sans droit de parole et sans droit de vote), leur font parvenir l'ensemble de leurs publications. Les fractions informent et rendent compte aux instances ad hoc du parti de leurs interventions politiques, qu'elles doivent faire en leur nom et pas au nom du parti, etc.

Au-delà de ça, l'ensemble des camarades qui construisent sincèrement le NPA, et c'est la grande majorité de ses membres, quelles que soient par ailleurs leurs sensibilités politiques, doivent s'atteler sans exclusive à construire des relations de confiance politique, indispensables au travail commun. L'enjeu est de constituer un intellectuel collectif qui élabore des propositions sur l'intervention et la construction du NPA, les discutent et les modifient librement, les mettent en œuvre et en tirent les bilans. Comme nous n'avons pas beaucoup d'illusions sur la volonté politique des directions des ten-

dances et des fractions constituées, nous pensons que cela passe par la rupture complète avec les pratiques actuelles, le bouleversement de la configuration politique interne et le profond renouvellement des instances dirigeantes nationales, en particulier le CE.

4.3. Liens internationaux

Inutile de rappeler l'importance des liens internationaux avec des organisations anticapitalistes et/ou révolutionnaires dans le monde et la nécessité de construire une internationale.

Certains militants du NPA appartiennent à des regroupements internationaux différents, d'autres, la majorité, à aucun. Dans ces conditions, il n'est pas pertinent de forcer l'adhésion du NPA comme section française de la Quatrième Internationale (QI), il est préférable d'en rester au statut d'observateur. Il est par contre indispensable que les militants du NPA qui sont membres de la QI s'organisent en toute indépendance par rapport à des organisations françaises autres que le NPA ou à des militants non membres du NPA et qu'ils procèdent à la désignation des délégués qui les représentent dans les instances de la QI.

Contribution des militant-e-s du CCR

Notes sur la situation et les enjeux du prochain Congrès

La persistance de la crise capitaliste au niveau mondial engendre depuis un certain temps une série de processus politiques nouveaux, de l'effondrement de partis historiques à l'émergence de phénomènes populistes de droite, d'extrême-droite, comme de gauche, et à la multiplication de situations convulsives, d'ampleur ou de natures variées mais symptomatiques (Syrie, Iran, Corée du Nord, Venezuela...), dont l'une des dernières en date est l'offensive répressive de la droite espagnole en Catalogne, et ce alors que par le renforcement du militarisme à l'intérieur des frontières nationales ou à l'international, la pression des sanctions économiques ou encore la menace des guerres commerciales, la politique agressive de l'impérialisme américain sous Trump ne peut que nourrir cette instabilité.

Derrière l'offensive de Macron, un bonapartisme faible

En France ces coordonnées se sont exprimées de façon aiguë lors de l'élection à rebondissements permanents du printemps, qui a amené le candidat « sans parti » et « ni de gauche ni de droite » Emmanuel Macron à la victoire sur fond d'abstention record, d'enracinement du vote Le Pen, et d'effondrement des deux piliers historiques du bipartisme de la Ve République, le PS, dont la débâcle a permis à Mélenchon et la France Insoumise d'émerger comme la nouvelle force politique à gauche, et les Républicains, qui cherchent sans les trouver en raisons de leur éclatement les solutions pour recomposer la droite.

Les débuts de la présidence jupitérienne, au mépris de classe particulièrement accusé, prouvent le caractère brutal de la politique que Macron souhaite mener au plan social et économique au bénéfice intégral de la bourgeoisie, tout en emboîtant le pas aux tendances bonapartistes déjà largement développées sous Hollande-Valls. Son offensive est en apparence sans limites : il ne se contente pas des ordonnances pour une loi travail XXL, mais menace d'ores et déjà le régime de la fonction publique (fonctionnaires), attaque les retraites comme les jeunes (APL, sélection à l'université, réforme du bac en perspective), et prépare notamment une refonte de l'assurance-chômage. Mais derrière cette offensive à l'allure d'un « maintenant ou jamais » au service du grand capital, se cache néanmoins la faiblesse de sa base sociale et de son appareil politique, de même que la crainte que les conditions d'application de son agenda ne puissent se dégrader rapidement. Sa double victoire électorale a beau avoir constitué une forte victoire institutionnelle, elle reste encore conjoncturelle et ne préjuge pas de sa capacité à cimenter dans la durée un nouveau bloc social appuyé sur la bourgeoisie et les classes moyennes supérieures. Les appels du pied au petit patronat (mesures contenues dans les ordonnances concernant les TPE et PME, concessions aux indépendants) vont dans le sens de cette recherche en cours d'une nouvelle alliance anti-ouvrière.

La baisse notable des opinions favorables en faveur de Macron soulignée par les derniers sondages, y compris dans des secteurs qui, dans un premier temps, l'avaient soutenu, témoigne de ces difficultés. De façon générale Macron apparaît de plus en plus comme un ennemi de la classe ouvrière, son gouvernement comme le « gouvernement des riches », alors que la rupture des classes populaires avec le hollandisme avait été beaucoup plus lente. Cette situation permet d'imaginer le potentiel que pourrait avoir un mouvement de contestation, même si cela dépend évidemment de la politique des directions.

Une situation difficile pour le mouvement ouvrier mais des symptômes progressistes à suivre de près

Contrairement aux éditorialistes bourgeois qui parlaient d'« atonie dans les syndicats » et distillaient l'idée que la nouvelle réforme du code du travail allait passer comme une lettre à la poste, la journée de mobilisation du 12 a constitué un premier et très important test, avec plus de manifestants et de grévistes que ce qui était anticipé. La journée de mobilisation du 21 a certes marqué un fléchissement, mais dans des conditions difficiles (début de quinquennat, rentrée, division syndicale...), qui n'indiquent en rien un baroud d'honneur. Même dans cette situation, quelle que soit la fermeté affichée, Macron a peur de la coagulation des luttes et d'un nouveau « tous ensemble » qu'il sait possible.

Les fissures ouvertes à l'intérieur des centrales syndicales s'étant pliées à Macron sont dans ce contexte un symptôme intéressant qui pourrait annoncer un affaiblissement de ce pilier majeur de l'offensive du gouvernement qu'est le « dialogue social ». Elles peuvent également augurer de recompositions au sein du mouvement ouvrier organisé : même si certains secteurs stratégiques peinent à se recomposer comme dans la métallurgie, d'autres, comme l'Education Nationale ou les cheminots ont été plus en avant que lors du printemps 2016, sans que pour l'instant cela se décante dans une dynamique de mobilisation généralisée dans ces secteurs. La grogne à la base va également croissant : alors qu'au niveau national, la CFDT, l'UNSA, Force Ouvrière continuent de refuser d'appeler à la mobilisation contre les ordonnances Macron, les salariés syndiqués, eux, multiplient les appels et les pressions à la base, processus comparable dans la FSU. Le Front Social, par-delà des réalités très hétérogènes au plan national, a dans ce contexte mis en avant de façon positive son orientation unitaire. L'absence de rendez-vous et de perspective d'ensemble, au-delà des dates éparpillées dans différents secteurs, proposées par les directions après la journée du 21 est un véritable problème, que nous devons poser.

L'aspiration et la pression à l'unité sur les réformistes et la nécessité d'un plan de bataille d'ensemble. Qui va garder le monopole de la mobilisation actuelle et de l'opposition à Macron ? Martinez, comme c'était le cas pendant le mouvement contre la loi travail en 2016, ou Mélenchon, qui remet en cause le monopole de la CGT et aspire à canaliser la colère vers une voie institutionnelle ? La concurrence entre les deux pousse la CGT à s'adresser aux précaires (uber, livreurs, etc.) et à se politiser. Si le gouvernement avait réussi à isoler la CGT avec la méthode du dialogue social et la trahison de FO, la division profonde de cette dernière commence à installer le doute. Martinez, à défaut de mettre la pression sur Mélenchon, a peu avant le 21 interpellé FO et la CFDT pour qu'elles se joignent à la mobilisation, tout en exigeant un « débat sur le contenu des ordonnances » au lieu de réaffirmer la nécessité de leur retrait total.

Mélenchon de son côté, n'avait encore à la fin août jamais appelé à la grève du 12 septembre, préférant construire sa manifestation du 23, un samedi. La pression unitaire à la base a bousculé cette logique et imposé un recul partiel à Mélenchon, qui fut finalement présent le 12 septembre à Marseille.

Ces coordonnées confirment l'importance cruciale d'accorder une place spéciale dans la situation à la politique du front unique ouvrier, auquel nous devons œuvrer plus que jamais, et cela notamment parce que l'un des enseignements que l'on peut retirer de cette rentrée sociale, est aussi la réactivation dans le monde du travail de débats sur la stratégie pour battre en brèche la loi Travail XXL, Macron et son monde. Sur la base de l'expérience de la défaite du printemps dernier, nombreux sont les militants qui tendent à discuter de l'inefficacité des journées en saute-mouton, critiquant par là-même la division des dates à venir ; nombreux sont conscients de la nécessité de bloquer de l'économie pour imposer un véritable rapport de force. Partant de ces acquis, ces débats ne peuvent être qu'une bonne nouvelle : à l'heure actuelle, c'est donc bien d'une stratégie et d'un programme à la hauteur de la lutte que mène Macron et consorts, dont nous avons besoin. Un plan de bataille qui, pour l'heure, n'est pas discuté en commun par les organisations politiques et syndicales opposées à la loi Travail. Au niveau

de nos organisations politiques et syndicales, nous devons travailler au front unique en exigeant en AG, en réunions interprofessionnelles, en coordinations, la fin des personnalismes, des manifs en solo et, au contraire, construire, collectivement, le rapport de forces. Mais si nous devons travailler à l'unité la plus large, nous devons simultanément avoir pour objectif de diffuser les idées révolutionnaires sans les diluer ou les rendre invisibles, et expliquer avec limpidité le rôle des bureaucraties syndicales et politiques du réformisme et du néoréformisme, tout en développant partout où c'est possible des cadres d'auto-organisation.

Le rôle particulièrement diviseur de Mélenchon

La manifestation du 23 orchestrée par Mélenchon est une opération politique de captation de la colère contre le « Coup d'Etat social de Macron » qui, simultanément, dévalorise la classe ouvrière et exalte ce « peuple » dont il se prétend le porte-parole : il vise à se poser définitivement comme le « premier opposant de Macron », avec l'objectif de renforcer stratégiquement son mouvement après ses résultats électoraux d'avant l'été. Sa caractérisation de Macron, un « Thatcher en pantalon » est en ce sens parlante : le thatchérisme a imposé une défaite historique au mouvement ouvrier britannique, sans méthode contre-révolutionnaire de type fasciste, mais en réussissant à liquider des secteurs clés comme les mineurs de façon très violente, s'appuyant sur la victoire nationaliste dans la guerre des Malouines. Or la bourgeoisie ne voit pas encore, à juste titre, en lui un thatchérisme consolidé. Cette vision de Mélenchon lui permet de minimiser la façon dont les mobilisations sociales peuvent le mettre en grande difficulté, ce qui revient à donner plus de force à l'ennemi et sert sa volonté de construire une opposition populiste et « césariste », comme il l'a dit au cours de l'été, à l'image du « césarisme » (ou bonapartisme) de Macron lui-même.

Le Mélenchonisme est un populisme de gauche qui considère que la classe ouvrière n'est plus et ne peut redevenir le sujet de transformation de la société, qui est prêt à tout ce qui ira dans le sens d'un « Front Populaire » dont il serait le leader incontesté, raison pour laquelle il cherche à concurrencer ouvertement le mouvement syndical, quel qu'en soit le prix : en appelant à manifester le 23 comme il l'a fait (et nous avons eu la preuve des effets néfastes de cet appel le 21), dans le contexte où l'aspiration à et le besoin d'unité sont si importants, il s'est posé en adversaire de la classe ouvrière et en allié objectif de Macron. C'est en ce sens aussi que nous devons nous adresser à la base de LFI si nous voulons les convaincre, élargir notre audience, et renforcer les pressions au front unique

Les enjeux du prochain congrès : clarifier le projet et la stratégie du NPA pour saisir l'opportunité de construction qui nous est ouverte

Sur le terrain politique, après son score historique aux présidentielles, LFI s'est consolidée comme force hégémonique à gauche, autour d'un projet avec de forts traits populistes et une stratégie parlementaire prête à instrumentaliser la colère et la mobilisation sociales. Le débat ouvert entre nous autour de l'attitude à avoir à l'égard du 23 montre que le NPA a besoin de s'armer politiquement avec plus de clarté pour faire face à cette expression française du néo-réformisme. Cela ne peut se faire qu'à partir d'un bilan sérieux des positions défendues à propos du gouvernement Syriza ou de Podemos, et de l'intervention en France ces dernières années.

Dans cette situation une place centrale est à conquérir pour le NPA, pour un parti révolutionnaire et militant qui dispute sur la gauche une partie de la base de la France Insoumise, qui est loin d'être définitivement acquise à Mélenchon dont les contradictions sont visibles, comme nous avons déjà pu constater autour de la campagne Poutou. Mélenchon, qui, de plus, se trouve incapable d'hégémoniser tout l'espace de radicalisation issu du printemps 2016. Et cela d'autant plus, dans la jeunesse, que simultanément le mouvement autonome, qui avait capté en 2016 une part importante de la radicalisation face à la répression policière, est actuellement en crise, son manque de tout projet stratégique cohérent capable d'œuvrer à une mobilisation de masse étant de plus en plus flagrant. La disponibilité aux idées révolutionnaires est, en ce sens, bien réelle, de même que le besoin objectif, pour les secteurs qui veulent s'affronter au gouvernement, d'un outil politique qui leur propose des perspectives, des méthodes et une stratégie pour gagner.

Après une crise prolongée pendant de longues années, et malgré un rapport de force en défaveur de la classe ouvrière et de la jeunesse à l'échelle globale, le parti a aujourd'hui une fenêtre de tir importante pour enclencher une dynamique de construction, en particulier dans la jeunesse mais pas uniquement, comme en témoigne la sympathie de la campagne Poutou dans certains secteurs ouvriers. Néanmoins, la condition vitale de ce sursaut sera d'entamer le prochain congrès avec l'objectif de tirer un bilan profond de ce qui a fait jusqu'ici les faiblesses, enraciné la crise de direction et de construction, et nourri les phénomènes de balkanisation du NPA, en particulier le modèle du « parti large » qui a démontré son échec, et donc de redéfinir en partie son projet et ses contours stratégiques en assumant pleinement notre hypothèse révolutionnaire et communiste, dans le cadre du maintien des principes du regroupement de militants issus de différentes traditions et de la liberté de tendances et de fractions.

En résumé, l'enjeu est de se donner les moyens que le parti regagne en substance pour réellement gagner en surface, condition incontournable afin d'émerger pleinement comme le pôle à partir duquel reconstruire une extrême-gauche combattive et puissante en France, dans le prolongement et la radicalisation de ce qui a fait toute la force de la campagne anticapitaliste, pro-ouvrière et révolutionnaire de Philippe Poutou au printemps 2017. Pour cela et dès maintenant, nous souhaitons contribuer à un regroupement des sensibilités et militants de la gauche du parti qui soit plus fort pour avancer en ce sens dans le cadre du prochain congrès et ensuite.

Mélenchon et les textes du Congrès de la Quatrième Internationale.

Flor (comité sante secu social)

La Résolution Politique adoptée par le CPN dit :

« L'extrême gauche n'est pas apparue comme un bulletin de vote utile malgré la forte sympathie acquise par Philippe Poutou et dans une moindre mesure Nathalie Arthaud. LO est parvenu à obtenir 1 % dans plus de 80 circonscriptions, ce qui montre qu'il est possible de maintenir un (tout) petit courant de vote pour les candidatures anticapitalistes et révolutionnaires. Notre score à la présidentielle, nos difficultés internes et financières, ne nous ont pas permis de présenter des candidatures en nombre significatif pour nous donner une visibilité. Ce qui nous renvoie au problème de ne pas avoir anticipé l'échéance des législatives, du fait du manque de confiance dans nos capacités d'aller au bout de la présidentielle. Néanmoins, nos réunions publiques et nos meetings ont permis de discuter avec le milieu qui s'intéresse à nos idées et à recruter des militantEs dans de nombreux endroits, même si ce n'est pas un phénomène massif. »

Effectivement, c'était un regrettable recul, après l'impact de la campagne présidentiel de Poutou, que le Npa se soit présente seulement en 27 circonscriptions.

Mais il faut des discuter ces « DIFFICULTES », pas que « financières », sinon « internes»; autrement dit politiques.

Il y a des camarades qui voient encore en Mélenchon (et la France Insoumise) une force politique proche du Npa (ou, du moins, un « moindre mal »). Cela justifierait selon eux, de sacrifier nos candidats indépendants à orienter vers Mélenchon un certain nombre de voix.

Ces camarades ne considèrent pas Mélenchon comme ce qu'il est - un ennemi qu'il faut combattre politiquement -, mais comme une force qui se situerait en fin de compte dans notre propre champ... et pour laquelle il aurait fallu voter.

En outre, cela ne nous conduit pas à un simple débat tactique au sein de l'extrême gauche français, mais nous renvoie à des questions stratégiques qui concernent le monde entier.

Les deux principaux documents qui ont été publiés en vue du 17ème Congrès de la Quatrième Internationale le montrent bien: «Mondialisation capitaliste, impérialismes, chaos géopolitique et leurs implications» et «Vers un texte "Rôle et tâches de la Quatrième Internationale"».

Le premier de ces textes, au-delà des différences ponctuelles que nous pouvons avoir, représente un effort positif pour analyser et définir les grands changements et les développements qui se sont produits dans la situation mondiale. Plus précisément, il y des analyses en référence à la situation qui a commencé au début

des années 90, avec la restauration capitaliste dans pratiquement tous les pays (soi-disant) « socialistes », la extension mondiale de la « mondialisation » du capitalisme néo-libéral, etc.

Maintenant, près de trois décennies après, dans ce document on constate l'aggravation de la crise du capitalisme et les grands changements de la situation socio-économique et géopolitique depuis les années 90. Le monde a pris toute une autre direction de celle qui avait été pronostiquée par certains.

Il peut y avoir désaccord avec certaines conclusions du document « Mondialisation capitaliste, impérialismes, le chaos ... » et surtout avec certaines simplifications, qui ne distinguent pas assez les caractéristiques conjoncturelles (comme les moments de progrès et des reculs) des changements plus profonds, d'époque, du fait que le monde des années 90 et celui d'aujourd'hui diffèrent radicalement. Mais cela ne diminue en rien le mérite de marquer ces énormes changements et différences.

En revanche, le second document « Vers un texte rôle et tâches » va dans le sens opposé. Le monde a changé, mais notre politique ne change en rien.

Dans les années 90, la majorité de la Quatrième Internationale a voté une politique dont l' bilan final est très négatif. D'une manière générale, c'est que: « Dans la nouvelle situation créée par la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique – reconfigurer les délimitations entre les organisations – il était possible de construire des partis lutte de classe radicaux impliquant plus de forces qui pourraient avoir un effet positif et plus important sur la lutte des classes. » (« rôle et tâches... », p. 3)

Concrètement, la frontière, ou plutôt l'abîme, entre révolutionnaires et réformistes a été effacée. La règle « frapper ensemble, mais marcher séparément » était « dépassé » ... Maintenant nous, révolutionnaires et réformistes, devons mélanger nos troupes.

Ceci a donné lieu à des catastrophes politiques successives, que les limites de ce texte nous empêchent d'examiner. Entre les principaux, nous rappelons le Partido dos Trabalhadores brésilien (ou presque tous les militants de la section de la Quatrième ont fini par être cooptés par le gouvernement de Lula, ce qui débouchait sur la rupture avec la Quatrième), Rifondazione Comunista en Italie) ... etc. Enfin, le meilleur exemple, est récent : SYRIZA. ! Il fut en son temps encensé comme le summum montrant à quel point il était bien d'effacer les frontières entre réformistes ET Révolutionnaires!

RETOUR A LA CAMPAGNE DE POUTOU, La raison du REcul aux LEGISLATIVES

En effet, il y avait une grande différence entre le succès politique de la campagne présidentielle et le recul (et pas seulement en quantité de circonscriptions, mais aussi politique) aux législatives.

Donc, il faut en discuter. On ne peut pas « laisser tomber » en parlant de « nos difficultés internes et financières. » Les problèmes « internes » étaient politiques. Plus précisément, tout un secteur de camarades poussait à ne pas présenter de candidats propres, mais à voter ceux de Mélenchon.

Dans le « monde heureux » des « partis larges » et de l'effacement des frontières entre réformistes et révolutionnaires (imaginé dans les années '90) il y a encore des camarades qui voient encore des raisons pour soutenir Mélenchon (et la France Insoumise) dans le terrain électoral.

Et, comme cela est arrivé tout au long de ces années, ce concept a conduit à un autre échec. La frontière entre les révolutionnaires (nous voulons mettre fin au capitalisme) et les réformistes (qui veulent être leur serviteur) n'a jamais disparu ni ne disparaîtra. Encore moins maintenant que le capitalisme s'engage sur une voie catastrophique !!

Avec Mélenchon, nous pouvons (et devons) faire l'unité d'action ... si jamais il était d'accord sur un combat ... quelque chose de difficile parce que la France Insoumise pousse rarement à lutter. Elle fait des campagnes électorales!

Nous savons que la France Insoumise est une machine électoraliste. Le but de Mélenchon est de remplacer le Parti socialiste en faillite, pour couvrir cet espace vide dans l'arène politique de la bourgeoisie française. En d'autres termes, devenir le principal « serviteur de gauche ». Telle est la « lutte » de Mélenchon et de sa France Insoumise.

Éléments pour la discussion sur le congrès

Yvan

1) L'enjeu de ce congrès est d'approfondir le travail de clarification politique pour nous dégager de ces confusions – en particulier la confusion entre unité et construction du parti autour de la question de la « représentation politique des travailleurs » - qui nous paralysent et accentuent les tensions et divi-

sions. Ce sont ces confusions qui rendent compte des difficultés de fonctionnement. Faire du NPA un parti militant n'est pas une simple question de volontarisme ou de « centralisme démocratique » ni de majorité mais bien d'orientation et de volonté politique. Cela suppose une orientation qui ait comme fil à plomb notre intervention au sein du monde du travail et de la jeunesse en tant que parti pour reconstruire une conscience de classe révolutionnaire et internationaliste. Le respect des courants ou tendance est indispensable pour préserver la dynamique démocratique du NPA.

Pour relever ce défi nous pouvons nous appuyer sur les acquis de la campagne présidentielle, malgré ses limites, et l'évolution de la situation sociale et politique au niveau national et international, les mobilisations en cours qui prennent le relais du mouvement du printemps 2016.

Ce texte n'est pas à ce stade une proposition de plate-forme. Il se propose de pointer une série de questions sur lesquelles nous avons besoin de clarifier notre appréciation et notre politique et qui devront être au cœur du congrès.

2) Dix ans après la crise de 2007-2008, la mondialisation libérale et impérialiste connaît un tournant marqué par une montée des forces réactionnaires au service de l'offensive des classes capitalistes, offensive sociale, militaire, sécuritaire et idéologique, nationaliste et xénophobe.

La bourgeoisie avait tenté de construire un mythe de la « mondialisation heureuse » où le marché apporterait la démocratie, la paix et le bien-être, ce mythe s'effondre. Jusqu'au début du XXIème siècle, les progrès technologiques combinés à une prolétarianisation massive par la ruine de la paysannerie dans les pays dits émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil ont fait baisser les coûts de production et alimenté la machine à profit, le casino de la finance. Cela au prix d'un endettement généralisé et d'une bulle financière « exubérante ». L'anticipation des profits donnait lieu à une spéculation effrénée.

L'accident était inévitable, la crise des subprimes aux USA en a été le déclencheur.

La politique combinant le libéralisme économique et le militarisme impérialiste a déstabilisé l'ensemble de la planète.

Nous sommes confrontés à une nouvelle phase de l'histoire du capitalisme qui ouvre de nouvelles perspectives révolutionnaires et redonnent à nos idées un contenu concret.

3) Un nouvel épisode aigu de la crise financière menace. La révolution technologique est mise au service de la course à la rentabilité financière et accroît la précarité tout en accentuant la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale. L'ensemble de la production et des échanges est organisé du seul point de vue de la rentabilité du capital au prix d'une crise écologique dont les effets dramatiques sont immenses. La dette ne cesse de s'accroître pour alimenter les spéculations au casino de la finance. Les remèdes du capitalisme à sa propre crise ne font que préparer les conditions d'un nouvel épisode aigu de celle-ci, expression de la faillite des classes dirigeantes.

La situation est très instable et peut connaître de brusques tournants et accélérations auxquels nous devons être prêts.

4) Le trait dominant du moment est l'offensive des forces réactionnaires, instrument des bourgeoisies dans leur offensive contre les classes exploitées pour s'approprier une part croissante des richesses produites. Elles cherchent à dévoyer, à retourner le mécontentement, la révolte des classes populaires contre elles-mêmes pour les subjuguier, les soumettre à leur politique, à la défense des intérêts des classes dominantes en les divisant et en les dressant contre des boucs émissaires tout désignés au nom du nationalisme et du racisme, de la xénophobie.

Face à cette offensive, les réponses du mouvement ouvrier restent prisonnières des défaites et des reculs passés, de l'absence de partis qui représentent réellement ses intérêts sur le terrain politique.

La réponse est dans une politique d'indépendance de classe, internationaliste dans la perspective du socialisme, du communisme. Reconstruire une conscience de classe signifie s'attacher à la construction d'un parti des travailleurs.

5) La victoire de Macron s'inscrit dans cette évolution. Elle est une réponse des classes dominantes par une tentative de mobilisation des catégories sociales qui ont un rôle d'encadrement et de commandement dans l'organisation de l'exploitation du prolétariat. Dans la continuité des politiques engagées

par Sarkozy puis Hollande, Macron a pris le relais de la droite et de la gauche déconsidérées pour accentuer et globaliser les attaques, généraliser la concurrence du marché et la précarité à toutes les activités sociales. Il est le produit de l'effondrement des vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier, le PS et le PC.

6) La France Insoumise est née de cette faillite, un populisme de gauche qui flatte les mêmes illusions sans avoir les liens avec la classe ouvrière. Mélenchon a poursuivi le travail engagé par Mitterrand pour tenter de lamener le PC pris au piège de sa propre politique entièrement soumise aux jeux institutionnels. Il ne se situe pas du point de vue du mouvement ouvrier, mais d'un point de vue nationaliste intégré aux institutions de la bourgeoisie. Ce qui permet au PC de trouver une raison d'être en exprimant de façon déformée une révolte de classe que lui aussi continue de piéger sur le terrain institutionnel.

7) La nécessité d'une politique de classe indépendante des institutions a été largement démontrée par l'intégration de Syriza à l'État grec au service de la bourgeoisie. Tout en restant cantonné dans l'opposition, Podemos est engagé dans le même processus d'intégration.

8) Sans intervention politique du monde du travail, le développement des rapports de forces pourrait conduire à l'arrivée au pouvoir d'une droite extrême ou d'une extrême droite prenant le relais de Macron pour mobiliser la petite et moyenne bourgeoisie contre le monde du travail. Étape à laquelle se préparent aussi bien le FN que la droite.

Ce danger est grave, profond, trop enraciné dans les évolutions sociales et politiques pour que nous puissions nous y opposer par des proclamations « antifascistes » ou des manifestations minoritaires. La lutte contre la menace de la droite extrême et de l'extrême droite renvoie aux capacités d'intervention du mouvement ouvrier indissociable d'une politique pour rompre avec le capitalisme.

9) Contribuer à préparer la riposte et développer l'influence du NPA participent d'une même démarche qui unifie notre activité en tant que parti, notre activité au sein des organisations syndicales, associations, collectifs ou différents cadres unitaires, aider à la prise de conscience par les travailleurs de la nécessité de prendre leurs affaires en main pour affronter le gouvernement et le patronat. Dans l'ensemble de nos activités et interventions, notre orientation est fondée sur cette indépendance de classe au quotidien en rupture avec toutes les formes de dialogue social. Elle se discute et se construit pas à pas en fonction des rapports de forces et possibilités.

C'est sur cette base que nous militons pour organiser la classe ouvrière au quotidien pour qu'elle défende ses propres intérêts en particulier sur le terrain politique. Cela définit notre priorité, notre implantation politique dans le monde du travail combinée à une politique pour rassembler celles et ceux qui, au sein des organisations syndicales veulent rompre avec le dialogue social et renouer avec un programme de lutte permettant au monde du travail de reprendre l'offensive.

10) L'unité du monde du travail et de ses organisations passe par une prise de conscience de ses intérêts de classe, sur le terrain politique de la lutte contre le gouvernement, l'État pour poser la question de la nécessité de son propre pouvoir. Elle se construit à travers les luttes et les mobilisations, sur des exigences partielles tout en défendant une politique visant à mettre en cause le pouvoir capitaliste et en travaillant à la prise en main de leurs propres affaires par les travailleurs. Militier pour cette unité, c'est aussi militer pour que les travailleurs reprennent en main leurs propres organisations syndicales.

Cela passe aussi par une politique d'unité avec d'autres forces sur des objectifs précis de défense des droits sociaux, démocratiques, écologiques.

11) L'évolution de la domination des classes capitalistes à l'échelle mondiale souligne l'importance d'une compréhension internationaliste de la lutte de classe. La concurrence mondialisée a modifié les rapports entre les nations et les classes à l'échelle internationale. Elle a globalisé la lutte et les rivalités pour l'appropriation des richesses entre les grandes puissances, entre elles et les puissances régionales, entre ces dernières ou avec les forces obscures nées de ce chaos généralisé, Daech ou Al Qaida. Les rapports impérialistes doivent être intégrés dans cette concurrence globalisée. La lutte contre les

politiques impérialistes s'intègrent dans la lutte contre le capitalisme globalisé en se dégageant des caricatures campistes de l'anti-impérialisme.

12) Nous dénonçons l'imposture de la prétendue guerre contre le terrorisme qui est la justification de la guerre des grandes puissances pour perpétuer leur hégémonie tout en dénonçant le terrorisme djihadiste qui s'exerce contre les travailleurs et les peuples dans le monde arabo-musulman comme ici. Ce dernier est un produit des guerres impérialistes, de la décomposition libérale comme de la montée des forces islamistes en retour de l'échec des forces nationalistes progressistes dans le monde arabo-musulman.

La réponse au terrorisme implique d'en finir avec la guerre permanente contre les peuples pour défendre les droits démocratiques, la fin de l'état d'urgence, le droit des peuples, l'accueil des migrants et l'ouverture des frontières.

Condamnée à la fuite en avant militariste et sécuritaire, la bourgeoisie foule aux pieds ces droits élémentaires. La lutte pour la démocratie est indissociable de la lutte pour la conquête du pouvoir par les travailleurs.

13) Face à l'offensive réactionnaire, à l'instrumentalisation politique des religions par les classes dominantes ou par celles et ceux qui aspirent à conquérir une place dans l'appropriation des richesses produites par les classes exploitées, nous combattons toute volonté de soumettre la société aux dogmes religieux, contre l'oppression des femmes, pour l'égalité des sexes, contre toute discrimination de genre ou d'orientation sexuelle. Et cela d'où qu'elles viennent, de quelque religion qu'elles se revendiquent.

14) La lutte contre la xénophobie et le racisme est un combat internationaliste pour unir l'ensemble des opprimés. Elle est au cœur de notre politique.

Notre réponse à la propagande des classes dominantes et de leur État qui cherchent à dévoyer la légitime révolte provoquée par le terrorisme islamiste ne peut être unilatérale et manichéenne ni céder aux visions complotistes mais pose la question du point de vue des classes opprimées qui en sont les victimes, dans sa globalité, comme conséquences de la politique des classes capitalistes, ici comme dans le monde arabo-musulman, expression de leur faillite.

15) La mondialisation capitaliste a accentué la contradiction entre État national et développement de forces productives, cette contradiction est un élément déterminant de la politique de la classe ouvrière. Elle implique d'en finir avec l'Europe des multinationales pour construire une Europe des travailleurs et des peuples en nous démarquant et en combattant toute politique de repli national, contradictoire avec nos objectifs, avec les besoins de la lutte.

Cela est particulier en Europe face aux drames des migrants dont la solution passe par l'ouverture des frontières.

16) Les reculs de la conscience de classe, l'offensive réactionnaire fait de la défense du matérialisme et des conceptions évolutionnistes, du marxisme une tâche essentielle.

Le contenu de notre programme est celui d'un parti du prolétariat, de l'indépendance de classe qui s'inscrit dans la continuité de la lutte pour le socialisme, le communisme non pas comme une idéologie utopique mais bien comme expression possible et souhaitable du développement même de la société, de son mouvement réel.

Les réponses qu'a commencé à apporter la révolution d'octobre 1917, il y a un siècle, à l'impasse du capitalisme gardent toute leur pertinence. Nous nous situons dans sa continuité.

La faillite globalisée des classes dominantes fait de la lutte pour les droits sociaux et démocratiques, pour la paix, pour l'ouverture des frontières et les droits des migrants, pour la protection de la planète un seul et même combat pour la transformation révolutionnaire de la société, la conquête du pouvoir par les travailleurs et l'ensemble des classes exploitées et dominées.

17) Le NPA participe d'une volonté de contribuer à surmonter le recul du mouvement ouvrier. Il se veut un instrument du regroupement des anticapitalistes et des révolutionnaires en vue de la construc-

tion d'un parti des travailleurs en arrimant nos activités et nos interventions à une politique de classe et une stratégie révolutionnaire.

Cela implique d'avoir une politique sérieuse vis-à-vis de Lutte ouvrière.

18) Le NPA doit rester fidèle à son choix d'agir pour le regroupement des anticapitalistes à l'échelle européenne et internationale. Cela implique de rediscuter de ses relations avec les différents regroupements internationaux qui se retrouvent en son sein. Les relations privilégiées avec la « Quatrième Internationale » ne peuvent se faire au détriment du projet global qui est le nôtre. Il doit y avoir entre toutes les tendances un régime d'égalité de traitement, de transparence et de réciprocité qui exige de remettre cette question à plat.

19) L'enjeu du congrès est de reconstruire un cadre militant collectif et solidaire en rompant avec les confusions qui ont accentué les tensions malgré la présidentielle. Depuis le dernier congrès, la politique du NPA n'a cessé d'osciller entre les illusions unitaires et un volontarisme radical sans tenir le cap d'une politique de classe fondée sur une stratégie révolutionnaire s'adressant à l'ensemble de la classe ouvrière en fonction de son niveau de conscience, de ses préoccupations et de ses possibilités.

Aujourd'hui, le NPA est comme dépassé par l'écho qu'a rencontré sa campagne présidentielle, comme désarmé face à ses responsabilités nouvelles. Cela a entraîné un morcellement, un processus d'implosion-éclatement préjudiciable à toutes et tous.

Nous n'avons d'autre moyens pour mettre un terme à cette situation que de travailler à formuler les points essentiels qui définissent un cadre militant collectif à tous les niveaux, notre cohérence, notre personnalité vis à vis des autres courants politiques dans le respect de nos divergences, différences tactiques ou d'intervention.

20) Nous pourrions ainsi rétablir un fonctionnement qui encourage l'émulation intellectuelle et militante, les initiatives, tout en aidant à agir collectivement en intégrant toutes les expériences sans craindre aucun débat pour donner sa pleine mesure à la démocratie comme méthode d'élaboration et d'intervention.

La prochaine direction devra avoir comme priorité d'associer l'ensemble des composantes aux tâches de direction, d'animation du parti.

Cette démarche engagée, nous pourrions commencer le travail qui est resté en friche pour remettre à plat les points de désaccords et les divergences en privilégiant le fond et non les accords de circonstance entre tendances pour d'improbables majorités. Nous pourrions ainsi élaborer une politique qui nous permette d'être utiles et entendus dans la nouvelle période sans craindre de faire du neuf et de rebattre les cartes.

21) Nous réussirons si nous nous tournons vers la jeunesse, si nous lui donnons toute sa place en l'encourageant à tracer sa propre voie dans la continuité du mouvement révolutionnaire mais en se dégageant des mythes du passé pour construire son propre avenir en prenant en main la construction d'un nouveau parti révolutionnaire, démocratique, socialiste et communiste.

Motion anti-racisme

Fatou, Paris

L'année 2017 est d'ors et déjà très chargée dans ce contexte d'État d'urgence, les crimes policiers continuent (viol de Théo, meurtre de Shaoyao Liu, etc.) avec toujours plus de droits pour la police, avec une islamophobie exacerbée, une répression toujours plus forte des migrants, etc. Ces dernières évolutions du racisme montrent une offensive sans précédent de la classe dirigeante à l'égard des personnes racisées, et de leur soutiens. Cette accélération du racisme n'est pas un fait anodin. En France un tiers des classes populaires est immigrée ou issue de l'immigration, on voit dès lors que c'est cette fraction de notre classe qui est directement visée et qui subit le plus la précarité. Or, le capitalisme traverse depuis plus de 10 ans une crise économique majeure qui affecte directement les capacités de direction des

classes dominantes. C'est dans ce contexte que le racisme est devenu une arme d'autant plus redoutable dans les mains de la bourgeoisie dans une volonté de créer des divisions dans notre camp social dans un contexte d'amplification des luttes.

Face à ce constat, le NPA doit nécessairement élaborer sur ces questions mais également intervenir de manière plus conséquente face à l'augmentation des attaques racistes et islamophobes de la classe dirigeante envers toute une partie de notre classe. Mais jusqu'à présent, le NPA n'a pas été à la hauteur. Faisant partie de la minorité racisée du parti, je pense qu'il devient de plus en plus insupportable de débattre sur certaines questions anti-racistes dans le parti du fait de la véhémence de certains camarades. Il ne devrait plus être acceptable que les femmes racisées du parti soient obligées de produire un texte pour que nos portes paroles soient tenues de respecter l'orientation votée dans les instances, notamment sur la question du voile. De plus, le clip anti-raciste mais aussi le manque de préparation du 19 mars sont aussi révélateurs de la place donnée à cette question dans le parti. Ce qui symbolise ce manque de considération, c'est qu'il y ait aucune personne racisée à la direction du parti, d'une organisation se posant comme l'organisation de la gauche radicale la plus progressiste.

Pour y remédier, les instances du parti doivent s'appuyer de manière plus importante sur l'élaboration et l'intervention de la commission antiraciste. Mais également que tous les propos racistes et islamophobes soient plus tolérés dans l'organisation.

Le fait que les travailleur.se.s en grève de Whirpool accueillent chaleureusement Marine Le Pen montre qu'il y a pas de liens mécaniques entre luttes sociales et conscience antiraciste. Ce manque de liens mécaniques rend nécessaire des campagnes politiques. Dans cette optique, le parti se dote d'un matériel autour de trois mots d'ordre permettant une campagne offensive contre l'islamophobie, les frontières et les violences policières dans le mouvement et dans notre classe.

Entre janvier et juillet 2017 plus de 100 000 migrantEs ont traversé la méditerranée et 2 250 y ont trouvé la mort. La crise des migrants, de la répression qu'ils subissent au quotidien avec leurs soutiens, les conditions dans lesquelles il vivent, etc ; nous pousse à poser urgemment comme une de nos priorités la question de l'ouverture des frontières et notre soutien infailible aux migrantEs pour la liberté de circulation et d'installation de toutEs.

L'inclusion de la lutte contre l'islamophobie est également cruciale notamment parce qu'il est devenu depuis les années 90 une forme de racisme en plein développement et qu'il y a un certain nombre d'enjeux et de raisons pour la classe dirigeante occidentale de la maintenir. De plus, les attaques de plus en plus sexistes /islamophobes à l'encontre des femmes voilées sont de plus en plus nombreuses depuis la loi de 2004 sur le voile, y compris dans les strates les plus avancées et conscientisées de notre camp social et de certainEs camarades.

Le pendant de toutes ses discriminations sont les violences policières à l'encontre généralement des jeunes raciséEs des quartiers populaires. Elles se multiplient de plus en plus sous cet Etat d'urgence qui se normalise avec la militarisation de la police, de l'augmentation de leurs droits mais surtout de la nauséabonde impunité qu'elle jouit auprès de la justice. Cette prise de confiance de la police s'explique également à cause du contexte anti-social dans lequel la France évolue et elle se prolonge également à l'encontre des militants (interdictions de manifestations, contrôles des sacs, perquisitions, fichages, etc.), des syndicalistes, etc.

Cette campagne doit s'inscrire dans des foyers de mobilisations de plus large (RUSF, ALCIR, Urgence notre police assassine, etc.)

Quelques propositions de motions à discuter pour le congrès

Sana Paris 20 sud, Alain Paris 18/19

1°) Résolument tourné vers l'action et décidé à prendre sa part dans la construction d'un mouvement social et politique offensif, émancipé de toute illusion électoraliste et réformiste, le NPA ne peut concevoir son développement qu'en interaction quotidienne avec celui-ci. Ses militantEs, la vie de ses comités et de ses organes de direction ont en permanence la préoccupation de construire notre organisation en partant des expériences et des interventions dans le mouvement. Chaque militantE se doit d'en devenir un acteur et de s'inscrire dans un cadre collectif (syndicat, association, comité de lutte local, etc...) La légitimité de nos propositions, et de notre crédibilité en dépendent.

2°) Une telle orientation n'a de sens que si elle s'accompagne d'un regard critique sur nos insuffisances et nos échecs en matière d'implantation dans les quartiers populaires, et de l'insupportable quasi absence de camarades raciséEs dans notre parti et ses instances. Notre congrès doit décider comme prioritaire une plus grande intervention dans la lutte antiraciste et antifasciste, notamment contre la montée d'une islamophobie stygmatisante attisée par la droite l'extrême droite et une partie de la «gauche». Nous ne pouvons nous résigner et nous contenter d'un constat d'échec général de toute la gauche et de l'extrême gauche sur cette question. Il est de notre responsabilité et de notre volonté politique de prendre les mesures qui s'imposent.

3°) Elues par un congrès soumis au régime sclérosé des tendances permanentes, les directions (CPN et CE) n'organisent pas l'activité du parti. La liturgie imposée à chaque réunion du Conseil Politique National en est la parfaite illustration. Véritable parlement où s'affrontent 6 ou 7 tendances ou fractions, le temps dévolu aux introductions aux débats monopolise une grande partie de l'ordre du jour au détriment de la centralisation de l'activité des comités, du fonctionnement des différentes commissions du parti qui pour la plupart ne se réunissent plus depuis fort longtemps ! Ces pratiques ubuesques feraient fuir n'importe lequel/laquelle de nos sympathisantEs invité comme observateur à cet aimable cénacle !

4°) De telles pratiques ont des conséquences évidentes dans la démobilisation de nos membres, éloignéEs des «sphères de décisions» le plus souvent parisiennes. Notre mode de fonctionnement, le mode d'élection de la future direction doivent faire l'objet d'un débat dès le prochain congrès. Il en va de l'intérêt général, toutes tendances confondues, du moins nous l'espérons. A l'exception d'un congrès extra ordinaire, nos statuts actuels ne nous permettent pas une remise en cause de ceux-ci. Préparons dès maintenant les conditions d'une mise à jour radicale.

5°) Le mandat essentiel que le congrès devra donner à la future direction sera de restaurer une vie démocratique du parti. La réactivation des commissions nationales en est une condition essentielle. Elle devra également s'assurer par un contact permanent de l'intervention de chaque comité, des difficultés rencontrées et répondre au plus prêt aux besoins politiques et matériels de ceux-ci. de susciter chez leurs militantEs un investissement dans les débats et structures du NPA. Depuis sa création, le NPA n'a organisé que 2 réunion nationales de ses comités. Dépourvues d'enjeux de direction, celles-ci ont pourtant été une réussite. En l'absence de crédibilité/légitimité et incapacité des actuelles directions à centraliser l'activité du parti, le congrès devrait décider d'en convoquer une dans les meilleurs délais.

6°) Trois commissions du parti (Commission Technique, Commission Antifasciste, et commission de Médiation) suscitent des questionnement de la part de nombreux militantEs. (cooptations ou refus de cooptations non motivées, secret des délibérations et des décisions, absence de recours etc...

Un point devra t-être fait au congès pour répondre à ces interrogations ou mises en cause.

7°)A propos de la commission de médiation plus particulièrement, nous avons besoins d'un parti à l'image de la société que l'on veut construire et donc qu'il ne laisse pas des comportements de dominants se dérouler en notre sein. Ce qui signifie de sanctionner et de soutenir les personnes victimes de violences (physiques ou morales) qu'elles soient de nature sexistes, racistes, homophobes ou sexuelles. Pour se faire il faut que la commission de médiation soit formée au mieux sur ces différentes questions, mais aussi intransigeante. Un parti comme le notre ne se dévalorise pas en condamnant en son sein les comportements de dominants au contraire, avoir des pratiques de refus des mécanismes de dominations dans notre parti permet de donner la confiance aux franges les plus oppriméEs de notre classe en notre organisation.

Nous voulons un parti à l'image des avancées du mouvement, notamment féministe. La jeune génération arrive avec des exigences accrues, ce qui est positif pour les franges les plus oppriméEs de la population, et nous devons répondre à ces attentent sans plus tarder. Les femmes, les racicéEs n'ont

plus envie d'accepter les moindres comportements sexiste ou raciste et dans les dernières années ce sont ces franges la du parti qui ont vivement critiqué plusieurs décisions prise par cette instance sans aucun moyen de les remettent en cause. Nous proposons donc une remise à plat du fonctionnement de cette commission et de son mode d'élection, de mettre en place une chartre qui obligent les camarades présentEs dans cette commission à respecter un socle commun de principes féministes et antiracistes, mais aussi de revoir les possibilités d'appels aux avis de la commission.

8°) Si la question des migrantEs ne parait pas poser de problèmes au sein du NPA quant aux revendications défendues (ouverture des frontières et droit d'installation pour faire court) il n'en est pas de même au niveau de l'implication militante que celles-ci implique pour les faire progresser. Notre antiracisme et notre internationalisme ne doivent pas en rester un s»upplément d'âme», mais se matérialiser dans des engagements concrets. Il y a urgence à faire fonctionner la commission antiraciste nationale. Des engagements ont été pris en ce sens à l'Université d'été. A quelques semaines de la journée internationale de soutien aux migrantEs, alors que des camarades d'autres pays sont d'ores et déjà en pleine préparation de cette échéance annuelle, le congrès devra mandater la future direction de mettre tous les moyens en oeuvre pour en assurer le succès.

Textes soumis à la discussion des comités par les élu-e-s Tendance CLAIRE du CPN

Tendance Claire

Pour cette première phase de préparation du congrès, nous soumettons à la discussion des comités une série de textes : un texte synthétique « Quelques propositions pour relancer le NPA » (présenté dès l'Université d'été) et six textes « thématiques » :

- « Partis larges et gouvernement anti-austérité : de défaite en défaite, tirer toutes les leçons de la déroute de Syriza » ;
- « Pour affirmer le projet du communisme autogestionnaire et un véritable programme de transition » ;
- « Pour une analyse marxiste de la crise » ;
- « Intégrer la rupture avec l'Union européenne et avec l'euro à notre programme anticapitaliste » ;
- « Mieux intégrer les oppressions spécifiques dans notre combat politique ;
- « Développer notre programme écologiste ».

À ce stade des discussions, nous faisons le choix de présenter nos idées et propositions sous cette forme afin de permettre la discussion la plus large : nous appelons les camarades qui le souhaitent à s'associer à l'élaboration en cours sur le parti que nous voulons et sur les différents thèmes sur lesquels nous souhaitons avancer.

Cette démarche permet de ne pas préjuger à ce stade de la forme sous laquelle nous défendrons ces idées au congrès. Cela pourra être une plateforme autonome, des fenêtres propres dans une plateforme commune avec d'autres courants et/ou des motions transversales soumises au vote des AG électives. Tout dépendra de nos discussions avec les camarades qui voudront s'associer à tels ou tels de ces textes et/ou avec d'autres courants partisans d'un NPA révolutionnaire. Nous prendrons une décision définitive lors du CPN de novembre qui enregistrera les plateformes et motions soumises au vote des AG électives en vue du congrès.

Pour participer à cette élaboration, contactez-nous : contact@tendanceclaire.org

Quelques propositions pour relancer le NPA

Notre congrès doit être autre chose que la répétition de débats entre tendances sclérosées. Il doit permettre au NPA de faire de véritables choix. Tout d'abord sur le programme : avoir un profil « anticapitaliste » ne suffit pas. Nous devons travailler des réponses concrètes et précises afin de convaincre qu'une alternative communiste est possible, et qu'elle est la seule issue positive pour notre camp social à la crise du système capitaliste. Face aux attaques historiques pilotées par Macron, nous devons élaborer précisément sur la façon dont nous voulons construire le front unique pour mettre en échec le gouvernement. Au delà de la fausse alternative entre les « unitaires » (qui ne jureraient que par la construction de cadres unitaires) et les « sectaires » (qui ne voudraient pas discuter et agir avec les réformistes), il faut définir une politique d'intervention commune dans les luttes. Enfin, on ne peut pas se satisfaire de la façon dont fonctionne notre parti, si éloigné de la société que nous voulons construire, et sur ce terrain aussi le statu quo n'est plus possible.

Au-delà de l'anticapitalisme, la nécessité d'un programme communiste en positif

Alors que Mélenchon a présenté un programme antilibéral complet et chiffré, s'appuyant sur une analyse keynésienne de la crise, nous sommes incapables de rivaliser. Pour cela, il faudrait d'une part s'armer d'une analyse marxiste de la crise. Cela permettrait d'expliquer que les remèdes de Mélenchon ne feraient qu'aggraver la crise du système et conduiraient inéluctablement (faute de s'engager dans une rupture avec le capitalisme) à une politique d'austérité accrue. Toutes les expériences réformistes ont échoué : il faut être capable de le dire et de l'expliquer. D'autre part, il faudrait populariser un projet communiste

actualisé. Répéter en boucle quelques mesures d'urgence sans les inscrire dans une cohérence politique nous rend inaudibles. Et cela nous cantonne soit dans un discours « luttiste » de résistance aux attaques (mais pour résister, il faut aussi croire qu'une issue est possible), soit à rejoindre les perspectives stratégiques des réformistes (quand nos porte-parole ont signé un texte programmatique « Les défis de la gauche dans la zone euro » avec Coquerel).

Notre parti voulait prendre « le meilleur des traditions du mouvement ouvrier » Nous aurions dû et devrions passer à l'acte et puiser dans les fondamentaux du mouvement ouvrier, pour passer de l'anticapitalisme au communisme du 21^e siècle. Que devrait faire un gouvernement des travailleurs/euses ? L'axe central de notre propagande doit être le combat pour la défense de la propriété collective des grands moyens de production : il faut exproprier (sans indemnité pour les gros actionnaires) les grands groupes capitalistes. Il ne s'agit pas que l'État bourgeois joue le rôle de « capitaliste collectif » et se substitue aux capitalistes privés. Pour cela, il faut que les nationalisations se fassent en même temps que la mise en place d'un plan centralisé et de la transformation des rapports de production dans les entreprises, où l'autogestion des travailleur-se-s sera centrale. Il faudrait aussi instaurer un monopole étatique du commerce extérieur afin de ne pas mettre en concurrence la production de la nouvelle économie socialiste avec celles des économies capitalistes. Et bien évidemment rompre immédiatement avec l'UE et l'euro ! Après la triste expérience grecque, la majorité actuelle (mais pas que...) refuse toujours de clarifier notre message sur l'UE, préférant marteler qu'on est pour une « Europe des travailleurs » mais refusant d'être un minimum concret sur le chemin pour y arriver.

Au-delà des questions économiques, il faut définir un projet global qui prenne en compte toutes les dimensions du système capitaliste. La lutte contre les oppressions « spécifiques » (oppression des femmes, LGBTI, des étranger-e-s, des musulman-e-s ou présumé-e-s tel-le-s, etc.) ne doit pas être pour nous un supplément d'âme. D'une part parce que ces oppressions sont tout aussi importantes et scandaleuses que l'exploitation capitaliste. D'autre part parce que s'appuyer sur l'auto-organisation des opprimé-e-s est une condition pour aller aujourd'hui vers une véritable convergence de toutes les luttes et demain vers une révolution sociale qui bouleverse non seulement les rapports de production, mais l'ensemble des rapports sociaux. Il nous faut aussi rompre clairement avec un héritage productiviste qui plaçait au dessus de tout le développement des forces productives. Pour préserver notre écosystème, nous devons réorganiser l'économie sous la direction des travailleur-se-s et faire décroître sensiblement notre consommation d'énergie et de ressources naturelles.

Construire le Front unique contre le gouvernement

Alors que Macron veut faire passer une série de contre-réformes historiques, nous cherchons à construire une grève générale qui bloque l'économie et mette en échec le gouvernement. Nous devons tirer les leçons du mouvement social de 2010 où notre parti n'a pas été à la hauteur : il n'a pas su s'oppo-

ser à la politique de sabotage des bureaucraties syndicales. Pire, il a donné des gages à la direction de la CGT. Aujourd'hui, nous devons à la fois chercher à construire des cadres unitaires pour mobiliser et défendre sans concession notre politique face à celles des réformistes.

Le Front social doit être un outil pour construire ce front unique contre le gouvernement. Il n'est ni le substitut d'un syndicat, ni celui d'un parti. Il doit prendre des initiatives propres (matériel d'explication et d'agitation, actions, etc.) tout en faisant pression sur les directions syndicales pour qu'elles rompent le dialogue social et mettent en place un véritable plan de mobilisation. Il doit continuer d'intégrer un maximum de structures syndicales, ainsi que des collectifs de lutte divers (féministes, LGBTI, antiracistes, quartiers populaires, contre les violences policières, contre les grands projets inutiles...). Enfin, il doit avoir un fonctionnement démocratique, avec des AG décisionnelles et un collectif d'animation élu, mandaté, et révocable.

Rénover le parti à l'image de la société que nous voulons construire !

Nous devons modifier le fonctionnement de notre parti, pour qu'il puisse devenir un lieu d'émancipation en adéquation avec notre projet politique pour la société. Il faudrait surmonter deux coupures : celle entre les comités et la direction théorique (CPN), et celle entre le CPN et l'équipe dirigeante.

Le mode de fonctionnement du NPA ne permet pas à ses membres de se sentir partie prenante des orientations du CPN. Pour qu'il y ait une appropriation des débats par tou-te-s, il faudrait développer la formation aux acquis théoriques et historiques du marxisme, du mouvement ouvrier, enrichis plus récemment par ceux du féminisme, de l'écologie radicale, de l'anti-racisme politique etc. Il faudrait se rappeler que les comités sont les structures fondamentales du parti. Des comptes rendus et bilans des activités menées à la base devraient être regroupés et diffusés dans un BI permanent, ce qui permettrait d'avoir un CPN plus vivant et moins sclérosé, qui rendrait des comptes aux comités. Il faudrait également que les fonctions de délégué-e-s soient précisées afin qu'ils/elles puissent faire la navette entre le CPN et les comités.

Le CPN est théoriquement la direction du parti. Dans la réalité, il se réunit tous les deux mois pour voter une résolution qui n'a que très peu d'influence sur la politique du parti. Les résolutions du CPN devraient être précises et cadrer l'action du CE et des porte-paroles.

Nous défendrons donc au congrès une refondation programmatique, organisationnelle et fonctionnelle du parti ce qui implique une révision complète des statuts («provisoires» depuis 2015 !). C'est seulement si nous sommes porté-e-s par un projet enthousiasmant que nous pourrions faire sauter les blocages internes.

Développer notre programme écologiste

Notre parti est sans doute la force politique avec le meilleur programme sur l'écologie dans ce pays. Il ne fait aucun doute qu'il se trouve plus de militant-e-s ayant une connaissance pointue de ce sujet chez Europe Ecologie les Verts, mais la logique entièrement limitée au capitalisme de ce parti le réduit pourtant à l'impuissance. A l'inverse, l'exemple de Lutte ouvrière montre que si l'anticapitalisme est une condition nécessaire pour rendre un tournant écologiste possible, celui-ci n'a rien d'automatique. Cela doit être une démarche consciente.

Le NPA a su se faire identifier comme une force présente dans les luttes écologistes, qui a des choses à dire, et qui sait faire le lien avec le reste de ses combats. Nos revendications pour une transition énergétique et une sortie du nucléaire en 10 ans (avec maintien des emplois) en sont le meilleur exemple. Et c'est un des (trop) rares domaines (avec les banques) dans lequel nous osons parler ouvertement d'expropriation, celle du secteur de l'énergie.

Mais nous devons aller plus loin. Nous devons développer un programme d'ensemble plus cohérent. Pour nous donner une chance de limiter le bouleversement climatique, et donc d'assurer une transition suffisamment rapide, il ne suffira pas d'un secteur public de l'énergie mis au service d'une production qui resterait privée. Premièrement parce que pour réaliser les investissements massifs dans les énergies renouvelables, la contribution des autres secteurs sera nécessaire, directement (en remettant sur pied des filières éolienne et photovoltaïque notamment) et indirectement (en récupérant une partie de la plus-value de ces secteurs). Deuxièmement parce qu'il est urgent de réduire à la source la consommation d'énergie (et d'autres ressources naturelles).

Sur ce deuxième point, nous avons de la matière pour expliquer à quel point le capitalisme est struc-

tuellement source de gâchis : produits à l'obsolescence accélérée, logique du non réparable et du jetable, lieux de production et transports chaotiques au gré de la mondialisation... Sur tous les autres sujets environnementaux, c'est presque toujours cette même logique de profit qui est source du problème, que ce soit le déversement d'acide d'ArcelorMittal à Florange ou la fraude de Volkswagen sur les émissions de ses moteurs diesels. Les pollutions ne proviennent pas d'un secteur particulier, mais de l'ensemble de l'industrie organisée par le capital.

Par ailleurs, nos argumentaires doivent nous permettre de diffuser une compréhension matérialiste : c'est le capitalisme qui engendre un productivisme structurel (malgré ses crises), et c'est ce productivisme qui engendre le consumérisme (par la publicité, par l'absence de prise que nous avons sur les choix de production, par la recherche d'illusoires imitations du mode de vie des riches...). Cette compréhension permet de sortir des logiques de « solution individuelle » de certain-e-s écologistes, sans nier qu'il y a des aspects non soutenables dans notre mode de vie.

Prise à partir de n'importe quel angle, la question écologique doit nous amener à mettre en avant notre objectif révolutionnaire d'en finir avec la concurrence pour le profit, c'est-à-dire de mettre en place une planification démocratique de la production. Affûter nos arguments, donner des exemples de ce qu'une société communiste pourrait réaliser, c'est important pour rallier à nous davantage de militant-e-s écologistes.

Pour une analyse marxiste de la crise

Pour expliquer l'impasse de l'antilibéralisme et la nécessité d'une rupture avec le capitalisme

Nous sommes aujourd'hui incapables de convaincre sur l'imposture du programme économique de la France insoumise pour une raison fort simple : nous portons la même analyse de la crise... sans nous rendre compte que cette analyse légitime les réponses de Mélenchon !

Alors que l'analyse économique marxiste devrait constituer un fondement solide de notre parti, cet héritage est aujourd'hui dilapidé par la direction de notre parti. Nous sommes à la remorque idéologique des réformistes, alors que l'ampleur de la crise et la faillite des solutions bourgeoises à la crise (libérales ou keynésiennes) devraient nous ouvrir un boulevard pour populariser les analyses marxistes, et les réponses politiques qui en découlent.

Que dit Mélenchon sur la crise ? Que ce sont les politiques d'austérité « absurdes » qui sont responsables de la crise. Le blocage des salaires, les coupes dans les dépenses publiques dépriment la « demande » : du coup, les carnets de commandes des entreprises se vident, si bien que la production se contracte et que l'investissement des entreprises chute, celles-ci préférant spéculer sur les marchés financiers. Si ce diagnostic est juste, les remèdes de Mélenchon sont parfaitement adaptés : il faut augmenter les salaires et les dépenses publiques, ce qui permettra de remplir les carnets de commande et faire redémarrer l'économie ! Pas la peine d'en finir avec le capitalisme, il faut suffire d'en finir avec les politiques néolibérales « absurdes » et tout le monde ou presque sera gagnant (salariés, « entrepreneurs », etc.). Les seuls qui seront perdants seront les méchants financiers qui spéculent sur le terreau de la crise. Mélenchon se présente ainsi en expert du « bon » capitalisme. L'analyse en terme des classe exploitées contre la classe exploitante disparaît, et la centralité de la classe ouvrière avec.

Que dit notre parti sur les causes de la crise ? A peu près la même chose. Par exemple, dans son livre de 2012 (On a voté... et puis après ?), Olivier Besancenot développe une théorie de la crise qu'il attribue frauduleusement à Marx : « En s'attaquant au coût du travail, en réduisant les salaires, le pouvoir d'achat et en supprimant de l'emploi, les détenteurs de capitaux rétablissent, il est vrai, des taux de profit et des marges supplémentaires en leur faveur, mais sur la base d'un calcul à très court terme. En privant la population des moyens de consommer ce que les producteurs produisent, ils empêchent la société d'absorber les ressources produites. Les capitalistes disposent dès lors d'une production qui ne trouve pas de marchés solvables. L'offre ne correspond plus à la demande. C'est ce que l'on appelle la crise de surproduction et de suraccumulation, que Marx avait déjà décelée dans la société capitaliste,

il y a plus de 150 ans, dans ses travaux sur la crise de 1857 » (p.55-56). Cet extrait est représentatif de ce que dit notre parti à une échelle large.

Pourtant, l'explication marxiste de la crise est parfaitement corroborée encore aujourd'hui par les faits. Cette explication est la suivante : le système entre en crise quand les capitalistes ne sont plus capables d'extorquer suffisamment de plus-value par rapport à la masse de capital investi. C'est ce que Marx appelle la « suraccumulation de capital » (qui n'a rien à voir avec l'explication attribuée à Marx par Besancenot) à laquelle conduit la « loi fondamentale de l'économie politique », à savoir la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Marx explique que le fonctionnement normal du système conduit les capitalistes à utiliser de plus en plus de machines et de moins en moins de travailleurs/ses. Or c'est l'exploitation des travailleurs/ses qui est la source des profits, pas les moyens de production. Résultat : le taux de profit moyen diminue. L'enchaînement causal est alors le suivant : quand le profit diminue, l'investissement diminue, la croissance ralentit, le chômage augmente. C'est exactement ce qu'on a constaté. Ce n'est pas une diminution de la consommation liée à l'insuffisance des salaires qui a causé la crise de 2008-2009. Aux USA, les profits ont diminué à partir de 2006, ce qui a entraîné ensuite (avec quelques trimestres de décalage) une chute de l'investissement et une chute du PIB. La baisse de la consommation est venue en dernier, comme un effet de la crise. Le terreau de la crise est le décalage entre les profits dégagés dans l'économie réelle et la bulle de capital fictif alimentée par l'endettement privé. C'est cette contradiction qui a explosé en 2008. Et du point de vue capitaliste, les politiques d'austérité sont parfaitement rationnelles pour tenter de redresser le taux de profit des entreprises capitalistes et relancer l'accumulation.

Pourtant, la majorité explique régulièrement que la crise capitaliste continue... mais que les profits sont au plus haut et que tout baigne pour les capitalistes ! Comment expliquer qu'un système est en crise alors que son moteur (le taux de profit) marche du feu de dieu ? Les réformistes ont la réponse, et malheureusement la majorité la reprend à notre compte : les méchants capitalistes ne veulent plus investir leur profit, ils se gavent de dividendes et spéculent. Le problème est que c'est complètement faux : c'est un mythe populiste qui fait croire qu'il suffirait de tordre un peu le bras aux capitalistes (les forcer à réinvestir davantage leurs profits) pour que le système redevienne vertueux. En fait, la part du profit qui est réinvesti par rapport à celle qui est distribuée en revenus de la propriété (dividendes, intérêts, etc.) n'a pas baissé. Elle est relativement stable pour une raison simple : les capitalistes doivent investir pour rester compétitifs sur le marché. Mais il est plus simple de dénoncer les comportements des individus que la logique d'un système...

Armée de cette analyse, nous serions capables d'expliquer que les remèdes de Mélenchon ne feraient qu'aggraver la crise du système et conduirait inéluctablement (faute de s'engager dans une rupture avec le capitalisme) à une politique d'austérité accrue. Les exemples historiques ne manquent pas. Le plus flagrant pour nous est l'échec complet de la relance de 1981. Aujourd'hui, cet échec serait encore plus rapide et flagrant, puisque les marges de manœuvre pour une politique réformiste sont encore plus réduites, compte tenu de l'ampleur de la dépression économique dans laquelle nous sommes englués.

Si notre parti popularisait une analyse marxiste de la crise, nous pourrions expliquer que les prémisses sur lesquelles repose le réformisme antilibéral de Mélenchon sont fausses, et que rompre avec les politiques d'austérité implique de rompre avec le capitalisme.

Il faudrait alors expliciter ce que nous entendons pas « rupture avec le capitalisme », et donc dessiner les contours de notre projet communiste. Celui-ci devrait articuler la collectivisation des principaux moyens de production, la planification démocratique de l'économie et l'autogestion dans les entreprises, sur les lieux de vie, etc. Sans oublier le « monopole étatique du commerce extérieur », point pratique fondamental car toute rupture avec le capitalisme nécessite un contrôle des travailleurs/ses sur les échanges extérieurs afin de ne pas nous soumettre à la loi des marchés internationaux.

Le monde est plongé dans une longue dépression économique depuis 2008. Les gouvernements de « gauche » et de « droite » mènent la même politique, car il n'y a qu'une politique possible dans le cadre d'un capitalisme en crise : une politique d'austérité et d'attaques contre les acquis sociaux. Aussitôt élus, ces gouvernements oublient leurs promesses et sont rejetés par les populations qui subissent une dégradation de ses leurs conditions de vie. Mais ce sont aussi leurs institutions internationales, armes politiques contre les travailleurs (Union européenne, traités de libre-échange, etc.), qui sont rejetées.

La classe dominante subit donc une crise d'hégémonie politique sans que sa domination sociale soit pour le moment menacée. Les modalités actuelles de domination du capitalisme, le « néolibéralisme » - et les partis qui en sont porteurs sont massivement rejetés. L'incapacité à obtenir le consentement actif des populations explique les tendances autoritaires de plus en plus accentuées des gouvernements qui mettent en place des attaques historiques contre le monde du travail. La démocratie est de plus en plus limitée, la répression multiforme est de plus en plus forte et des fonctions fondamentales (telles par exemple la politique monétaire) sont soustraites de toute forme de contrôle populaire (même indirecte) via des institutions (comme l'UE) sur lesquelles se dirigent à juste titre la colère populaire.

Le capitalisme en crise entraîne une multiplication des guerres impérialistes, et donc une guerre contre les populations des pays dominés pour servir les profits des grands trusts capitalistes. Il jette les populations sinistrées sur les chemins de l'exil, il fait naître des « monstres » comme Daesh qu'il prend ensuite pour prétexte afin d'intervenir militairement. Par sa politique, il expose les peuples à des attentats meurtriers. Plus que jamais, c'est leurs guerres et nos mort.e.s.

Enfin, le système capitaliste détruit la planète, ses écosystèmes. Il y a aujourd'hui une urgence écologique, une urgence climatique, ce sont des pans entiers de l'humanité et de la planète qui sont menacés ; et ce ne sont pas les fausses promesses de l'Accord de Paris issu de la COP 21 qui permettront de répondre à cet enjeu, mais bien la rupture avec l'extractivisme, avec la logique du profit et la loi du marché, c'est-à-dire le renversement du système capitaliste.

Notre réponse à la crise capitaliste : un projet communiste autogestionnaire

Tous ces éléments de crise nourrissent le désarroi, mais aussi des prises de conscience anticapitalistes, qui peinent cependant à s'exprimer sous des formes de projets politiques clairs. Il est d'autant plus important de porter haut et fort un projet communiste autogestionnaire, pour que notre parti ait une identité forte, qui donne envie de militer, et qui stimule les luttes. Un « super-syndicat » ne suffira pas ! Il ne s'agit pas de brandir comme un fétiche le mot « communisme », mais de le réactualiser : une société auto-organisée, planifiée collectivement, satisfaisant les besoins humains sans épuiser les ressources naturelles. Une société sans discriminations, qui permet l'égalité réelle et l'émancipation de tou.te.s !

La rupture avec le capitalisme que nous défendons doit passer dès lors par des structures d'auto-organisation de la classe exploitée, dans les assemblées générales, les conseils d'usine, de quartiers et de villages, formant son propre pouvoir, avec des délégué.e.s élu.e.s, révocables, sans cumul... Ce pouvoir des travailleur.euse.s est la condition pour renverser à la fois les capitalistes et leur État (politicien.ne.s, police, armée...).

Ainsi, aujourd'hui, un axe central de notre propagande doit être le combat pour la défense de la propriété collective des grands moyens de production : il faut exproprier (sans indemnité) les grands groupes capitalistes. Il ne s'agit pas que l'État bourgeois joue le rôle de « capitaliste collectif » et se substitue aux capitalistes privés. Pour cela, il faut que les nationalisations aillent de pair avec la mise en place d'un plan élaboré démocratiquement et centralisé, et avec la transformation des rapports de production dans les entreprises, où l'autogestion des travailleur-se-s sera centrale. Il faudrait aussi instaurer un monopole public du commerce extérieur afin de ne pas mettre en concurrence la production de la nouvelle économie socialiste avec celles des économies capitalistes. Et bien évidemment rompre immédiatement avec l'UE et l'euro (cf. notre texte particulier sur ce sujet controversé) !

Au-delà des questions économiques, il faut définir un projet global qui prenne en compte toutes les

dimensions du système capitaliste. La lutte contre les oppressions « spécifiques » (oppression des femmes, des LGBTI, des étranger.e.s, des musulman.e.s ou présumé.e.s tel.le.s, etc.) ne doit pas être pour nous un supplément d'âme. D'une part parce que ces oppressions sont tout aussi importantes et scandaleuses que l'exploitation capitaliste. D'autre part parce que s'appuyer sur l'auto-organisation des opprimé.e.s est une condition pour aller aujourd'hui vers une véritable convergence de toutes les luttes et demain vers une révolution sociale qui bouleverse non seulement les rapports de production, mais l'ensemble des rapports sociaux. (Cf. notre texte particulier sur cette question.)

Il nous faut aussi rompre clairement avec un héritage productiviste qui plaçait au dessus de tout le développement des forces productives. Pour préserver notre écosystème, nous devons réorganiser l'économie sous la direction des travailleur-se-s et faire décroître sensiblement notre consommation d'énergie et de ressources naturelles.

Avancer sur un programme et sur des pratiques communistes autogestionnaires, c'est ce qui permettra à notre parti de dépasser une posture simplement « luttiste », se cantonnant à citer quelques mesures d'urgence sans les inscrire dans une cohérence politique d'ensemble.

C'est également ce qui permettra à notre parti de disputer une hégémonie aux réformistes de la FI et du PCF au sein des mobilisations, d'aller à la discussion avec ceux et celles qui au sein de notre classe sont influencé.e.s par ces organisations.

Pour gagner à notre programme communiste, il faut donc commencer par le défendre ouvertement ! En même temps, nous savons qu'il ne suffit évidemment pas de défendre des idées. Il ne suffit pas non plus d'intervenir dans les luttes de façon syndicaliste. Il est donc crucial de défendre, aussi bien dans les luttes que dans les interventions électorales et médiatiques, les éléments d'un programme de transition qui (contrairement à un « programme d'urgence » entretenant la confusion sur la différence entre réforme et révolution) fasse le pont entre les revendications immédiates portées par les luttes réelles des travailleur/se-s et des jeunes, et notre projet communiste.

Nous revendiquons dans cette perspective, en faisant systématiquement le lien avec l'objectif du gouvernement des travailleur/se-s :

- Blocage des licenciements par la lutte, expropriation sans indemnités de tout grand groupe qui licencie ; contre les suppressions de postes dans le public, titularisation immédiate sans condition de concours ni de nationalité de tou-te-s les précaires ; interdiction de la précarité, partage du travail entre tou-te-s, 32h sans perte de salaire ; pour un vrai droit à la formation décidée par les salarié-es, à l'opposé de la pression pour s'adapter aux besoins du capital !

- Hausse des salaires, des retraites, de toutes les allocations de 300 euros tout de suite, pour des écarts de salaires ne dépassant pas 1 à 4, défense du salaire socialisé (sécu, chômage, retraites...) et retour à la gestion par les travailleur/se-s.

- Contre toutes les oppressions par le front unique des organisations et le soutien à l'auto-organisation des opprimé-e-s, pour l'égalité réelle des droits étrangers/français, femmes/hommes, LGBTI/hétéros; régularisation de tou-te-s les sans-papiers, droit de vote des étranger/ères à toutes les élections, abrogation de toutes les lois anti-immigré-e-s, contre l'islamophobie et le racisme anti-Roms ; pour l'égalité femmes/hommes à tous les niveaux ; développement de structures collectives (restaurants, crèches...) pour briser la double journée de travail imposée aux femmes ; interdiction du travail de nuit (sauf nécessité, comme les urgences) ; défense des centres IVG, droit à la PMA pour toutes, changement d'état civil sur simple demande pour les trans et remboursement à 100% des frais médicaux de transition sans condition ; lutte contre les préjugés à l'école...

- Lutte contre l'impérialisme et la néo-colonisation, solidarité avec les Palestinien-ne-s contre l'État d'Israël, avec les Kurdes et notamment avec le processus révolutionnaire du Rojava, soutien aux soulèvements populaires contre les dictatures, contre les multinationales, contre les interventions impérialistes, à commencer par celles de la France, contre les traités de libre-échange.

- Défense de la planète, contre le productivisme et le gaspillage, réorganisation de l'économie sous le contrôle des travailleur/se-s, reconversion des industries polluantes, réduction des transports inutiles en relocalisant partiellement, transports collectifs gratuits...), contre la publicité et l'aliénation consumériste, sortie du nucléaire, décroissance de la consommation d'énergie et de ressources naturelles, pour des énergies renouvelables, généralisation de l'agriculture biologique...

- Défense des libertés démocratiques, contre les interdictions de manifester, les contrôles au fa-

ciès et les violences policières, qui frappent surtout les jeunes des quartiers populaires et les militant-e-s, pour le retrait de toutes les lois liberticides.

Mieux intégrer les oppressions spécifiques dans notre combat politique

Le racisme, le sexisme et les LGBTIphobies sont des oppressions spécifiques ayant une autonomie relative par rapport au mode de production capitaliste et qui lui préexistent. Elles ne peuvent être réductibles à des idéologies de la bourgeoisie servant à diviser le prolétariat. Seule la révolution communiste permettrait d'y mettre fin, mais même cela ne serait qu'une condition nécessaire et non suffisante : le combat de classe est central, mais la lutte contre les oppressions, prise en charge avant tout par les opprimé.e.s eux/elles-mêmes, devra être menée en même temps et jusqu'au bout. Dans l'immédiat, ces questions exigent des combats spécifiques qui occupent toute leur place dans notre programme, mais aussi dans notre orientation et dans nos pratiques quotidiennes.

Le patriarcat existait avant la division en classe de la société. Sous des formes diverses selon les différentes sociétés et les différents modes de production, le groupe social des hommes en tire bénéfice, ce qui se traduit pour les femmes par l'exploitation domestique, l'assignation à l'élevage des enfants, les violences sexuelles et le harcèlement, les violences gynécologiques, l'assignation à des normes de genre dévalorisées, la surexploitation salariale (inégalités salariales, temps partiel, plafond de verre...), etc.

Le racisme, quant à lui, organise la société en différentes « races » hiérarchisées en tant que groupes sociaux (et non au sens biologique). Ce système a pris un essor considérable avec l'émergence du capitalisme et de l'impérialisme moderne. Les non-blanc•e•s sont statistiquement les plus touché•e•s par les violences policières, les meurtres policiers, le contrôle au faciès, la discrimination à l'embauche, au logement. Ils sont perçu•e•s comme des délinquant•e•s potentiel•le•s, des dérégulateurs/ices du marché du travail, constituant de fait pour les Noir•e•s et les Arabes des couches du prolétariat surexploitées.

Les formes dominantes de lutte contre le sexisme, le racisme et les LGBTIphobies se limitent à un plan moral. Elles blâment les individus tenant des propos ouvertement réactionnaires (retour des femmes au foyer, retour au racisme biologique...) mais restent aveugles sur ces effets et origines structurels. De plus les oppressions sont croisées, c'est-à-dire qu'elles interagissent entre elles dans la reproduction des oppressions sociales. Les individu•e•s vivent une multiplicité d'expériences à partir d'oppressions organisées à l'échelle de la société. Ainsi, par exemple, si on comprend qu'une femme noire ne vit pas les mêmes formes de sexismes qu'une femme blanche, cela justifie une élaboration politique, des revendications spécifiques et des cadres autonomes.

La lutte contre les oppressions spécifiques exige l'auto-organisation des premiers concerné•e•s, en mixité ou en non-mixité, sur le principe d'auto-émancipation de la classe ouvrière. L'enjeu central est la construction de mouvements féministes, anti-racistes, décoloniaux et LGBTI de masse, capables d'imposer de vrais rapports de forces dans la société et la lutte politique générale. Les camarades du NPA doivent y contribuer.

En tant que parti, le rôle du NPA doit être de travailler à la convergence politique avec les organisations du féminisme et de l'antiracisme politique, tout en tentant de rallier à notre programme communiste révolutionnaire. On reproche souvent aux luttes contre les oppressions spécifiques de diviser la classe ouvrière, mais les oppressions vécues par une partie du prolétariat que nous souhaitons unir sont en elles-mêmes un obstacle relatif à l'unité de la classe, à cause de la force des idées racistes, sexistes, LGBTIphobes, et la lutte contre elles est donc une condition nécessaire pour faire émerger une conscience de classe. Mais par ailleurs, l'unité de la classe ne veut pas dire la disparition des oppressions.

Aujourd'hui, la lutte contre l'islamophobie occupe une place centrale dans la lutte contre le racisme et pour un féminisme inclusif. Nous ne devons donc pas hésiter à construire des cadres de front commun avec des organisations non-mixtes, y compris des organisations inter-classistes. Comme pour tout front uni, le choix de ces organisations dépend, selon les situations, de leurs positions et de leur réalité militante, et n'empêche pas que nous puissions en même temps polémiquer en toute indépendance politique contre celles de leurs positions que nous ne partageons pas.

Enfin, à l'intérieur du parti, nous devons reconnaître le droit de tout groupe victime d'oppressions spécifiques, à commencer par les non-blanc-he-s et les personnes LGBTI, de se retrouver dans des cadres non-mixtes (comme c'est déjà reconnu pour les femmes).

Partis larges et gouvernements anti-austérité : de défaite en défaite tirer toutes les leçons de la déroute de syriza

La direction du NPA, dont la majorité est organiquement liée à la majorité du Secrétariat Unifié de la IV Internationale (SUQI) refuse de tirer toutes les leçons d'une orientation de construction qui n'a cessé de faillir et de conduire à des catastrophes politiques et organisationnelles dans ses sections nationales avec, bien sûr, un impact global très négatif, depuis plus d'une vingtaine d'années. La question est la suivante : quelle est la politique de la direction du SUQI qui se trouve au cœur d'échecs majeurs et répétés, s'accompagnant parfois de véritables naufrages dans certains pays ? Après avoir dressé une liste, non exhaustive, des principales expériences fâcheuses et désastreuses vécues pendant les deux décennies qui viennent de s'écouler, cette contribution se concentre sur la dernière tragédie – grecque – en date.

Le cœur du problème politique apparaît d'abord dans des choix plus ou moins empiriques du SUQI dans les années 1980, puis se systématisent dans la décennie 1990, après la Chute du Mur de Berlin et l'effondrement du Bloc de l'Est, facilement colonisé par le capital.

La faillite politique du courant Démocratie socialiste (DS) au Brésil

En 1979-80, on voit d'abord la petite section brésilienne du SUQI participer à la construction du Parti des Travailleurs brésilien. Participer à la construction d'un parti de masses comme le PT n'est pas en soi un problème : il s'agit – ou plutôt, il devrait s'agir – d'un choix tactique, d'autant plus obligé en l'occurrence que toutes les organisations de la gauche non stalinienne ou en rupture avec le stalinisme se sont alors retrouvées dans le PT. Ce qui pose problème, c'est que dans le cas de la DS, la tendance du PT liée au SUQI, priorité a été donnée à la construction du PT – et à la construction, notamment, de son appareil – au détriment de tout le reste, et notamment la construction d'un courant révolutionnaire dans ce parti. L'appareil du PT, parti large dirigé dès le départ par une fraction de gauche de la bureaucratie syndicale, a ainsi graduellement phagocyté la DS, qui a négligé de se construire de façon indépendante par rapport à la direction du parti et de ses divers appareils. Les membres de la DS ont participé, de plus en plus nombreux/euses et de plus en plus systématiquement, non seulement aux structures du PT en tant que permanent.e.s, mais aussi et surtout aux appareils de l'État bourgeois investis par le PT, notamment aux exécutifs, d'abord municipaux, puis ceux des États fédérés, et finalement au niveau du gouvernement central. Tout cela a eu des conséquences extrêmement délétères et destructrices pour la section brésilienne du SUQI elle-même (la DS) et, logiquement, pour les perspectives révolutionnaires et la IV Internationale au Brésil et dans le monde. Peu à peu, dans les années 1990, et de façon définitive dès 2003, la DS s'est fondue dans les appareils réformistes du PT et les institutions bourgeoises gérées par lui, perdant de plus en plus ses repères et ses principes, jusqu'à en arriver à participer à un gouvernement du PT en alliance avec les forces de droite les plus nauséabondes et à cautionner la politique exigée par le FMI et applaudie par les élites brésiennes et internationales. Lorsqu'une poignée d'élus.e.s de la gauche du PT se sont opposé.e.s par leur vote à la casse des retraites des fonctionnaires décidée par le premier gouvernement Lula, dès 2003, la DS a très majoritairement soutenu ce dernier et la direction devenue social-libérale du parti, laquelle était chargée d'exclure les gêneurs/euses, qualifiés de « radicaloïdes ». La boucle était bouclée : la DS, devenue avant tout une fraction de la bureaucratie du PT, impliquée avec lui dans la gestion des affaires de la bourgeoisie, s'opposait aux militant.e.s qui voulaient tout simplement sauver l'honneur par un positionnement politique de gauche. Au sein de la DS, la rupture de gauche avec le PT, entre 2003 et 2005, n'a concerné qu'environ 20% de la tendance. Il y a eu beaucoup d'abandons écoeurés du militantisme, et surtout, l'immense majorité de cette tendance a choisi le confort bureaucratique du permanentat et surtout des charges électives et des postes de confiance grassement rémunérés que procurait le PT, devenu principal parti du gouvernement. La DS a donc pourri sur pied : au départ petite organisation révolutionnaire étudiante, elle a fini par faire son nid dans un appareil hyper-opportuniste de politiciens professionnels prêts à toutes les combines politicardes. Cette expérience désastreuse de

construction du PT sans souci d'indépendance politique – et par conséquent matérielle – a été menée sur toute cette période, sans qu'apparemment, à aucun moment, les dirigeants du SUQI ne soient intervenus pour tirer le signal d'alarme ou du moins ne soient parvenus – l'ont-ils seulement tenté, vu le principe (à géométrie variable, on le verra bientôt) selon lequel les sections du SUQI doivent décider de leur politique ? – à mettre un terme à cette putréfaction bureaucratique. Lors de la scission de 2003-2005, le SUQI a soutenu les secteurs du PT (et de la DS) qui rompaient avec le parti pourri, mais sans jamais remettre sérieusement en question, par une autocritique un peu consistante, la politique ayant conduit à ce naufrage.

En France, le soutien à la campagne réformiste de Juquin en 1988

Dans un cadre différent, mais à partir des mêmes prémisses de fond, dès le milieu des années 1980, la LCR française s'oriente vers la construction d'une « alternative » politique en cherchant à former, selon des modalités variables, une organisation plus large, voire un nouveau parti dont la section française du SUQI serait l'une des composantes. Il s'agit alors de regrouper différentes petites organisations centristes et « réformistes de gauche » et surtout de rechercher des convergences à un niveau programmatique et stratégique avec les secteurs du PCF plus ou moins en rupture avec la direction de ce parti. Cette attitude n'a rien à voir avec la tactique du Front unique qui consiste à « frapper ensemble » et « marcher séparément », autrement dit à nous mettre d'accord avec les réformistes sur des points précis et ponctuels, sans nous abstenir de les critiquer et de défendre notre orientation. Cette phase de recherche de « l'alternative » a sans doute culminé avec la douloureuse affaire de la campagne présidentielle de Pierre Juquin en 1988. Voulant créer un événement politique permettant de déborder sur sa gauche à la fois la sinistre politique du PS, la farce mitterrandolâtre et le candidat du PCF (André Lajoinie), la LCR s'est ardemment engagée aux côtés de Juquin, ancien dirigeant du PCF, dans une campagne « unitaire » regroupant divers groupes réformistes ou centristes. En fin de compte, bon nombre de militant.e.s de la LCR ont compris qu'ils ou elles servaient surtout à fournir des troupes, essentiellement comme faire-valoir. Le candidat, jamais sorti du réformisme, s'est autonomisé d'une façon de plus en plus totale et droitière avant même la fin de la campagne, pour au final ne recueillir au premier tour de la présidentielle que le score très modeste de 2,10% (à peine mieux qu'Arlette Laguiller et ses 1,99%), tandis que le candidat officiel du PCF captait 6,76% de l'électorat. Cette expérience a été très traumatisante pour une grande partie des militant.e.s de la LCR de l'époque. Mais les leçons n'en ont été tirées que très superficiellement par la direction de la LCR et par le SUQI. Au contraire, la recherche, au-delà de convergences pour l'action, de partenaires réformistes ou centristes pour discuter d'un programme commun est devenue une constante, une véritable ligne politique.

Dans la pratique, la défense d'un programme minimum antilibéral

L'effondrement du stalinisme et le triomphe de la dictature du capital dans les pays de l'Est marque une étape majeure dans cette voie. L'idée s'installe dans la majorité du SUQI que la période historique a changé, et que donc, il faut aussi changer de logiciel politique et d'outils organisationnels, afin de se diriger vers un socialisme qui, certes, reste un objectif historique, mais dont l'horizon semble nettement s'éloigner. Sans pouvoir ici entrer dans tous les détails, les initiateurs de ce « cours nouveau », vont remplacer les principes du programme de transition trotskyste par des programmes « unitaires », beaucoup moins clairs et moins... révolutionnaires, insistant surtout sur des mesures d'urgence. Les grandes leçons du marxisme et les apports de Lénine – sur la nécessité de détruire l'Etat bourgeois notamment – semblent mis de côté. Mais mis où ? Dans la naphthaline, pour les ressortir à une époque plus prometteuse pour les travailleurs ? Ou carrément dans les poubelles de l'histoire ? Là réside une question cruciale, sur laquelle on peut encore s'interroger aujourd'hui... Cet affadissement et cette déradicalisation programmatiques prônés et mis en musique par la direction du SUQI s'accompagnent bien sûr d'un changement de ligne quant à la construction de ses sections nationales. Finis les partis révolutionnaires, censés être trop radicaux, trop loin des possibilités concrètes et de la nécessité de reconstruire une conscience de classe élémentaire, ou guère plus... Place aux partis larges qui regrouperaient en leur sein toute une palette de courants allant de réformistes, de préférence qualifiés de « radicaux », à des révolutionnaires purs et durs, autour de programmes intermédiaires entre ces deux extrémités. L'orientation du SUQI, dès le début des années 1990, se concentre donc sur la recherche

de la construction d'une « gauche radicale » regroupée, selon des modalités qui varient d'une section nationale à une autre, dans des « partis larges », à la fois en rupture avec le stalinisme moribond et en opposition à une social-démocratie déjà convertie au néolibéralisme. Graduellement, nous avons vu les sections du SUQI passer d'un projet de révolution socialiste mondial, impliquant nécessairement la violence insurrectionnelle organisée des travailleurs/euses et la rupture avec les États bourgeois, à un projet d'alliances antilibérales visant à conquérir des majorités électorales pour mener, dans des gouvernements à la tête d'États – dont la nature de classe est de moins en moins questionnée – des politiques de rupture avec le libéralisme. Pour ce qui est de la rupture avec le capitalisme lui-même, l'idée, sans que cela ne soit écrit, est qu'elle adviendra forcément plus tard. On arrive ainsi, de fait, à une sorte d'« étapisme », toujours implicite, de la direction du SUQI : d'abord en finir avec le néolibéralisme, dans la perspective d'une gauche « radicale » qui refuse de trancher entre réformisme et révolution ; ensuite, lorsque les conditions seront plus favorables, en finir avec l'exploitation capitaliste elle-même et s'engager dans la construction du socialisme. La plupart des défenseurs, majoritaires au SUQI, de la ligne des « partis larges » et de programmes d'action communs avec des « réformistes en rupture », « de gauche », etc. ne voudront sans doute jamais reconnaître cet étapisme, cette dichotomie, car c'est toute l'histoire et la culture du SUQI que cela remettrait en cause. Mais de fait, par des relations de pure logique, c'est forcément à cela que conduit la politique des partis larges incluant des forces de gauche réformiste : le programme que viennent à défendre au quotidien les sections du SUQI qui appliquent cette ligne, ce n'est plus le programme marxiste-révolutionnaire, mais un programme minimum, basé sur la négociation avec des forces clairement réformistes et/ou centristes. Car il n'y a pas de secret et c'est parfaitement logique : négocier un programme commun avec des réformistes implique de s'adapter aux exigences de ces derniers, et donc de laisser de côté ce qui relève d'une logique révolutionnaire. En d'autres termes, l'intersection d'un programme marxiste-révolutionnaire et d'un programme réformiste se situe au niveau du plus petit commun dénominateur, c'est-à-dire du réformisme. Si le programme de transition trotskyste n'est pas officiellement abandonné, il est mis au placard et c'est le programme commun du « parti large » qui, dans les pays concernés, prend peu à peu toute la place. La vieille dichotomie entre programme minimum et programme maximum, caractéristique de la social-démocratie, refait surface et est donc mise en pratique par les sections du SUQI qui mettent en œuvre cette ligne.

En Italie et en Allemagne aussi, l'adaptation au réformisme

Et celle-ci a été mise en œuvre...avec quels résultats ! Qu'on nous cite autre chose que des échecs, et parfois même de véritables catastrophes ! Qu'on nous cite un seul exemple durable de réussite (en particulier d'un parti allant vers le dépassement du réformisme initial par des courants révolutionnaires). Les échecs ne sont pas toujours consommés à ce jour mais la logique des événements, sauf à redresser la barre très vite et très radicalement, y conduit inexorablement. Sans pouvoir s'étendre sur tous les détails des multiples échecs et des catastrophes politiques générés par la politique de la majorité du SUQI, mentionnons rapidement les cas de l'Italie et de l'Allemagne.

La LCR italienne, avec d'autres (Démocratie prolétarienne ; PCI-ML), participent avec enthousiasme à la création du PRC (Refondation Communiste) en Italie en 1991, parti dont le courant dominant est un secteur de gauche – certes, mais d'une gauche clairement réformiste – de l'ex-PC italien, courant qui refuse le tournant du PCI vers la social-démocratie. Cette expérience conduit au développement d'un parti d'abord « mouvementiste » et institutionnel à la fois, assez radical au début, puis avant tout parlementaire et institutionnel (41 députés à la Chambre et 27 sénateurs en 2006). Cela permet au président du PRC, Fausto Bertinotti, de devenir président de la Chambre, dans le cadre d'une alliance avec le « centre-gauche » néolibéral (La Coalition de l'Olivier). La direction du PRC choisit de soutenir le gouvernement Prodi dans sa guerre en Afghanistan... Ce parti, finalement plus « raisonnable » que ne le prétendaient les médias quelques années plus tôt, se retrouve totalement éliminé de la scène parlementaire en 2008. Et en 2007, quelques rebelles isolés quittent le PRC gangréné par la bureaucratisation et le parlementarisme, pour fonder avec de maigres forces une Gauche Critique qui regroupera les principaux tenants du SUQI. Plus de 15 ans de gâchis politique : un militantisme acharné consacré à la construction d'un parti large aux mains de réformistes, qui se termine ainsi en eau de boudin, et là aussi une politique jamais sérieusement remise en cause par la direction du SUQI !

Mentionnons aussi la trajectoire de la section allemande du SUQI, l'ISO, issue de la récente unifica-

tion de l'ISL et du RSB, qui étaient toutes deux sections du SUQI). Des membres de l'ISO, issus de l'ex-ISL, continuent de prioriser la construction de Die Linke. Pourtant, Die Linke apparaît en Allemagne comme un parti réformiste de plus en plus modéré, construit pour l'essentiel autour de l'ex-dirigeant social-démocrate Oskar Lafontaine et, surtout, du rejeton réformiste et bureaucratique du SED, parti unique du temps de la RDA, dans la partie orientale de l'Allemagne. Dans ce pays, pas de participation de Die Linke au gouvernement fédéral – du moins pas à ce jour – mais plusieurs expériences de participation (en alliance avec la social-démocratie) à la gestion de Länder (régions) et à l'application à ceux-ci de politiques d'austérité. Pourtant, des membres (issus de l'ex-ISL) continuent d'en faire partie. Comment l'ISO espère-t-elle donc se démarquer efficacement et publiquement de ces errements réformistes ? En admettant que la tactique entriste soit justifiée dans la situation particulière de l'Allemagne (faible niveau de lutte de classe, éparpillement des organisations non-réformistes), il faudrait au minimum qu'elle soit discutée collectivement, ce qui n'a eu lieu ni avant, ni pendant, ni après le processus de réunification. La tactique entriste ne devrait être maintenue qu'à condition de militer, dans Die Linke, pour la convergence des différents courants de gauche (Antikapitalistische Linke, Sozialistische Linke, etc.) et la mise en œuvre d'une politique ouvertement révolutionnaire, en opposition frontale à l'appareil réformiste et en totale indépendance des bureaucraties syndicales.

Passons rapidement sur les déboires de la section danoise du SUQI, le Parti socialiste ouvrier, avec l'Alliance Rouge et Verte auquel il participe au Danemark, Alliance qui vote le budget gouvernemental ; sur le désastre politique que représentent le soutien par le Bloc de Gauche portugais – bloc membre avec Syriza, le PRC, le PCF, du PGE (Parti de la gauche européenne) – au gouvernement social-démocrate du Portugal, et le vote de la section locale du SUQI en faveur du plan d'austérité européen présenté comme destiné à un « sauvetage » de la Grèce; sur la joyeuse participation au mouvement réformiste et institutionnaliste Podemos en Espagne avec des « Anticapitalistas » et une direction du SUQI qui n'hésitent pas à exclure les opposants à cette orientation. Passons sur bien d'autres échecs et turpitudes qui vont toujours dans le même sens. Dans le cas de l'Espagne et d'Anticapitalistas, la catastrophe politique n'est pas encore arrivée : elle se prépare avec l'aide active de la direction du SUQI, qui visiblement n'a pas encore connu assez de déroutes pour faire l'effort de comprendre. Un indice devrait pourtant alarmer nos stratèges des partis larges et autres promoteurs des « gouvernements anti-austérité » du SUQI : le soutien sans faille de Pablo Iglesias et de la direction de Podemos à Tsipras après sa capitulation devant les requins de la troïka en 2015... Et cela, alors que même Mélenchon s'est alors démarqué de Tsipras et de la politique menée par son gouvernement ! Mais rien n'y fait pour la direction du SUQI, dont la persévérance dans l'erreur est dramatique !

Les conséquences calamiteuses de la politique du SUQI en Grèce

Venons-en donc à ce qu'a été la politique lamentable de la direction du SUQI en Grèce et à ses conséquences calamiteuses. Car, mise à part l'ignominieuse putréfaction social-libérale de la DS brésilienne dans le PT de Lula, c'est sans nul doute en Grèce que, jusqu'à présent, la logique des partis larges et des programmes partageables avec des réformistes – ce qui revient toujours à soutenir ces derniers – a eu les conséquences les plus tragiques, pour le peuple grec, et les plus dommageables, pour les perspectives révolutionnaires dans ce pays et ailleurs dans le monde.

Partons ici de ce que disait la direction du SUQI en juillet 2015, juste après la grande victoire du NON au référendum grec, et juste avant la capitulation du gouvernement Tsipras : « La preuve vient d'être faite aux yeux de tous que l'Union européenne et ses institutions ne sont ni un espace neutre ni un cadre neutre. C'est une construction politique organisée par les capitalistes pour échapper à tout contrôle populaire dans la mise en œuvre de leurs intérêts. Cette construction ne se reformera pas. Il est illusoire de vouloir mener une politique alternative tout en acceptant la souveraineté de ces institutions autocratiques ». Le même texte parle d'un mandat donné par le peuple grec à Tsipras, par les 61% de votes NON : « Ce mandat passe par l'arrêt du paiement de la dette illégitime et odieuse, par un chemin qui, avec la nationalisation et le contrôle du système bancaire donne à la population grecque sa souveraineté sur ses choix politiques, économiques et sociaux. Ce sont ces choix qu'exprime la gauche grecque, essentiellement la gauche de Syriza et les militants d'Antarsya qui ont contribué à la victoire du non ». Cette citation amène plusieurs remarques.

Tout d'abord, la critique de L'UE exprimée ici, parfaitement juste, ne correspond en rien à ce que pensent Tsipras, la majorité de Syriza et le gouvernement grec, qui, au contraire, insistent depuis tou-

jours sur leur attachement à « l'Europe » et déclarent vouloir rester dans le cadre de l'euro et de ses institutions. Mais ce fait majeur n'est pas pointé par la déclaration ci-dessus, qui veut faire comme si le problème n'existait pas. De manière plus générale – et cela est vrai depuis le début de Syriza – la direction du SUQI évite soigneusement de mettre en évidence le fait que les options pro-UE, d'une part ; et réformistes, donc pro-capitalistes, d'autre part (les deux étant bien sûr liées) ne permettent pas de faire une confiance aveugle à la direction Tsipras, dans le bras de fer qui l'oppose au capital (aussi bien la bourgeoisie grecque que les tyrans financiers et néolibéraux de l'UE et du FMI). Car une chose est de soutenir d'éventuelles mesures progressistes, même partielles, que prendrait un gouvernement réformiste, face au sabotage et aux aboiements de la bourgeoisie ; une autre est de ne pas combattre, y compris en les dénonçant publiquement et avec force, les hésitations et les dérives d'une telle force politique (Syriza avant 2015) et les reculs du gouvernement Tsipras avant même sa capitulation. Or de la fin janvier au début juillet 2015, le gouvernement Tsipras n'a cessé de reculer face à la troïka, sans jamais élever sérieusement la voix, sans jamais préparer un « plan B » de sortie de l'euro, sans parler de sortie de l'UE elle-même. A aucun moment, avant le référendum, ce gouvernement n'a montré la moindre détermination à mettre le prix pour rejeter l'austérité, c'est-à-dire en particulier claquer la porte au nez de la troïka et rompre avec l'euro en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs et du peuple grec. Même si l'appel au référendum de la part de Tsipras pouvait sembler assez déroutant après tout cela, les « marxistes-révolutionnaires light » de la direction du SUQI ne pouvaient qu'avoir des doutes sur ce que pourrait faire Tsipras après le référendum, et insister davantage sur le fait que le dirigeant grec, pour le moins, devait maintenant choisir son camp : soit les travailleurs/euses et le peuple grecs, soit les financiers et l'UE.

Ensuite, la seconde citation mentionne correctement l'arrêt du paiement de la dette et la nationalisation du système bancaire. Mais cela ne suffit pas car contrôler les banques ne suffit pas : la déclaration ne parle pas d'autres mesures indispensables que devrait prendre un gouvernement réellement décidé à rompre avec l'UE, notamment l'expropriation d'une grande partie de l'économie grecque et sa remise sous gestion des travailleurs/euses, à commencer par tous les monopoles et les entreprises étrangères ; le monopole du commerce extérieur... On ici a l'impression d'une déclaration à minima, pour froisser le moins possible les réformistes assumés de Syriza, qui ne veulent pas entendre parler de tout cela.

La seconde citation contient aussi un élément qui mérite un commentaire assez ferme... Diplomatiquement – ou plutôt hypocritement – le texte du SUQI met dans le même panier « la gauche de Syriza et les militants d'Antarsya » comme acteurs/actrices de la victoire du NON. C'est, dans les faits, tout à fait exact. Sauf que cette mise sur un plan d'égalité ne correspond pas du tout aux rapports réels de la direction du SUQI avec les militant.e.s sur place, qui sont scandaleux. Depuis longtemps, la direction du SUQI, en contradiction flagrante avec les statuts de l'Internationale, a complètement négligé et « bypassé » sa section grecque, l'OKDE-Spartakos, et fait le choix de soutenir dans les faits, parmi les militant.e.s en Grèce, celles et ceux qui faisaient le choix d'intégrer Syriza. Cette hypocrisie, ce mépris des camarades de la section grecque du SUQI et cette politique en opposition à un fonctionnement respectueux des statuts de l'internationale, sont sans doute les raisons pour lesquelles on trouve assez peu de documents officiels du SUQI sur la question grecque, et plutôt des contributions individuelles. Pour comprendre cela, il faut revenir un peu en arrière.

C'est en 2004 que se forme la coalition Syriza, dont la force principale est, de loin, Synaspismos (une scission du KKE au début des années 1990, sur la base à la fois d'un rejet du sectarisme dévastateur de ce parti, et d'une orientation de type « eurocommuniste » assez droitière et réformiste). Quelques groupes d'extrême gauche s'y joignent, comme Xekinima, la section grecque du CIO (section sœur de la Gauche Révolutionnaire, un temps présente au NPA et qu'elle a quitté sur la pointe des pieds en 2012). C'est le cas aussi de Kokkino, section sympathisante du SUQI. Rappelons que Syriza s'est affiliée au PGE (parti de la gauche européenne), tout comme le PCF et le PRC italien. Quant au SUQI, la Grèce est un pays, un peu comme l'Allemagne, où l'Internationale voit ses forces divisées, entre, pour faire vite, un courant qui veut garder le programme et l'organisation marxiste-révolutionnaire et qui ne remet pas aux calendes grecques la perspective de révolution socialiste ; et un autre courant, adepte d'un parti large (Syriza), qui met surtout l'accent sur la lutte contre l'austérité et laisse de côté les questions fondamentales du programme et de la stratégie révolutionnaires. Mais contrairement à l'Allemagne, où le SUQI avait deux sections officielles en concurrence (l'ISL et le RSB), le SUQI a déjà,

alors, une et une seule section grecque, l'OKDE-Spartakos, qui n'a pas du tout l'intention de rejoindre Syriza. Les adhérent.e.s au SUQI en Grèce qui sont en faveur d'un parti large et de la remise à plus tard de la révolution, vont donc se retrouver dans Kokkino, puis, par regroupements successifs dans le DEA, une des organisations de la gauche de Syriza.

C'est donc, avec Syriza, un parti large qui se crée, sous domination clairement réformiste, mais... cela importe peu à la direction du SUQI, qui voit là une nouvelle occasion de mettre en application la maxime « nouvelle situation, nouveau programme, nouveaux partis » devenue dominante dans les années 1990. Sauf que... dans le cas de la Grèce, la direction du SUQI tombe sur un bec : sa section grecque ne suit pas cette voie.

Plusieurs années passent, et à partir de 2009 particulièrement, la Grèce s'enfonce dans la crise, les mémorandums et une austérité de plus en plus dramatique pour son peuple. Syriza apparaît de plus en plus comme une alternative électorale et institutionnelle en refusant clairement l'austérité. Mais bourrée d'illusions européennes et réformistes, Syriza estime que l'UE est un cadre institutionnel donné, à partir duquel il est possible de construire une unité politique européenne, que l'euro n'est pas précisément un outil destiné à imposer l'austérité, et que la lutte contre le capitalisme – sans même parler de révolution – n'est pas à l'ordre du jour. En 2009, Syriza n'obtenait encore que 4,6% des voix nationalement. En 2012, avec la crise, les élections générales lui donnent 16,8% (beaucoup plus dans les grandes villes), lui permettant de devenir la première force de gauche, en passant devant le vieux parti vermoulu de la social-démocratie, le PASOK.

De son côté, le « front anticapitaliste, révolutionnaire, communiste et écologique » Antarsya se forme en 2009, regroupant 10 organisations issues du maoïsme et du trotskysme, dont la section grecque du SUQI, l'OKDE-Spartakos. Antarsya n'obtient que 0,36% des voix en 2009 et passe à 1,19% en 2012, victime du « vote utile » pour Syriza et n'atteignant donc pas le seuil de 3% nécessaires à être représenté au parlement. Contrairement à Syriza, Antarsya met en avant, non seulement l'annulation de la dette, mais aussi la nationalisation sous contrôle ouvrier des banques et des grandes entreprises, et exige la sortie de l'euro et de l'UE. Antarsya prône l'auto-organisation des luttes et la prise en main de celles-ci par les travailleurs/euses. Au sein d'Antarsya, l'OKDE-Spartakos va plus loin que ce qui précède, avec une orientation clairement révolutionnaire, basée sur la prise du pouvoir par les travailleurs/euses, l'expropriation pure et simple des banques et grandes sociétés capitalistes ; et, au-delà de l'UE, la rupture avec la totalité des institutions bourgeoises. On voit ici comment, très concrètement, la section grecque a une ligne opposée à la majorité du SUQI.

Mais en mai 2012, pour les élections parlementaires, la majorité du SUQI ne défend pas sa section grecque, non consultée, boycottée de fait. Elle veut forcer l'OKDE-Spartakos à s'allier à Syriza et comme la section grecque refuse et est déjà engagée avec Antarsya, la direction du SUQI prend position en soutien de Syriza et suit celles et ceux qui, en Grèce, se retrouvent dans le parti large à direction réformiste, munis d'un simple statut de sympathisant du SUQI. L'OKDE-Spartakos proteste et avertit : « Il est clair que les objectifs politiques de SYRIZA demeurent définitivement dans le cadre du capitalisme et de la démocratie bourgeoise ».

Mais tout au long de cette séquence et jusqu'au cataclysme de juillet 2015, les dirigeants du SUQI, aveugles et sourds à cet avertissement, mais de plus sectaires et de mauvaise foi, n'ont rien fait d'autre que de mépriser les camarades de l'OKDE-Spartakos, allant même jusqu'à les traiter de contre-révolutionnaires, ce qui est un comble ! A l'opposé, Syriza a longtemps été présenté par un modèle d'organisation « anti-austérité » par les « innovateurs » à la tête du SUQI. Celui-ci a présenté le gouvernement formé en 2015 comme un « gouvernement anti-austérité », cherchant à camoufler les reculs de Syriza avant même janvier 2015 et ses reculs progressifs face à la troïka jusqu'au cataclysme de juillet 2015. De même, l'alliance de Syriza avec le parti bourgeois ANEL n'a pas attiré, comme il l'aurait fallu, l'attention et les critiques de nos anti-austéritaires de choc à la tête du SUQI.

Mais finalement, qu'est-ce que l'expérience de Syriza a prouvé, si ce n'est l'incohérence et la fragilité d'une telle force politique, voulant à la fois rester dans l'UE et dans l'euro, maintenir en place les patrons et le capitalisme, et... refuser l'austérité qu'implique la crise de ce système ? Et c'est vers une telle « force » qui a totalement capitulé face aux bandits de l'UE et du FMI, malgré le vote massif du peuple grec contre l'austérité une semaine avant l'acceptation par Tsipras de l'accord immonde du 13 juillet 2015 – c'est vers une telle force que, selon la direction du SUQI, devaient converger les membres

grecs de l'Internationale. Ce fiasco historique, politique et organisationnel, a prouvé autre chose : en faisant le choix, avec Kokkino et le DEA, de participer, comme courant de gauche, à une force politique réformiste et parlementaire, les « experts » entêtés de la direction du SUQI n'ont peut-être pas réédité la naufrage écoeurant de la DS au Brésil en 2003, mais ils ont privé les travailleurs et le peuple grec d'une force réellement bien structurée sur place pour lutter à leurs côtés, au moins pendant toute la période de janvier à juillet 2015, et bien sûr par la suite. La gauche de Syriza a mis du temps à réagir, elle l'a fait d'abord mollement, elle s'est divisée, elle est trop longtemps restée engluée dans les débats, certains de ses membres ont rejoint Tsipras dans la trahison : en un mot, la gauche de Syriza, et donc, en particulier, les militant.e.s que soutenait la direction du SUQI sont restés paralysé.e.s et impuissant.e.s par rapport à la situation. Et quand la scission de Syriza a lieu, environ un mois et demi après la tragédie, avec la création de l'Unité populaire, derrière seulement 25 députés frondeurs (notamment Lafazanis), la rupture n'est pas complète. Si la volonté d'en finir avec l'austérité et la sortie de l'euro est bien revendiquée par ce courant, ce dernier ne s'inscrit pas dans une logique de rupture avec la dictature du capital et d'affrontement avec la bourgeoisie. De plus, les élections parlementaires suivantes, en septembre 2015, placent ce regroupement en dehors du parlement, avec 2,86% des suffrages obtenus (sous la barre des 3%). Cela prouve autre chose : gagner la conscience des travailleurs/euses, savoir profiter d'une phase de luttes de classes intenses pour être en mesure de les conduire à la victoire, tout cela demande à la fois du temps et de l'indépendance politique. La gauche de Syriza était identifiée avant tout comme Syriza – et ses critiques de la direction du parti et du gouvernement se voulaient positives, mesurées, constructives – et c'est sans doute, avec le manque de temps, avec son impréparation et ses hésitations initiales, la raison principale qui l'a empêchée d'apparaître d'emblée comme une alternative crédible à Syriza.

Depuis plus de deux ans, les calamités, la misère et la famine déferlent sur le peuple grec et laissent, peut-être, du temps, dans la douleur, pour méditer sur cette déchirante séquence historique.

En finir avec cette politique d'adaptation du réformisme, renouer avec le marxisme révolutionnaire

Avant qu'un nouveau drame, en Espagne ou ailleurs, ne vienne briser durablement les forces des révolutionnaires, il est grand temps de poubelliser cette politique de gribouille qui a déjà fait tant de dégâts parmi des organisations internationales qui, initialement, se réclamaient du trotskysme et de la révolution socialiste mondiale. Refusons, sous prétexte de reconstruire de nouvelles forces de gauche, de mettre les révolutionnaires à la remorque des réformistes. Finissons-en avec le choix de prioriser les partis larges, et quand tactiquement cette option se présente comme la plus judicieuse, pensons en termes d'entrisme et donnons la priorité, au sein du parti large, à la construction d'un courant révolutionnaire qui refuse en particulier de participer aux institutions bourgeoises que le parti large veut investir. Rejetons les programmes en demi-teinte, anti-néolibéraux mais pas anticapitalistes, qui s'avèrent des chiffons de papier dès qu'il s'agit de les mettre en œuvre. Cessons une bonne fois de nous gargariser avec le vocable trompeur et confusionniste de « gauche radicale ». Laissons cela à la presse bourgeoise. Syriza, c'était et ça reste pour cette dernière « la gauche radicale ». Mais qu'est-ce donc que cette bête-là ? Qu'est-ce donc qu'une gauche radicale comme Syriza qui en est venue à mettre en œuvre une austérité draconienne et littéralement dramatique pour les travailleurs et le peuple grecs ?

Au contraire, repartons des fondamentaux du marxisme révolutionnaire. Construisons partout, en toute première priorité, des partis (ou si l'existence d'un parti large s'impose tactiquement, des courants structurés et cohérents) communistes et révolutionnaires, indépendants des réformistes, actifs dans les luttes des travailleurs/euses et des milieux populaires, s'affichant publiquement pour la révolution contre le capital et son Etat, et expliquant pourquoi. Remettons au centre de notre activité la coordination des luttes, la grève générale, construisons l'auto-organisation, avec la perspective, dès que les circonstances le rendront possible, d'exproprier la bourgeoisie et de démolir son État par une insurrection. Vieillot, ringard, décalé ? Avant de lancer de tels qualificatifs, celles et ceux qui ont fait tant d'erreurs et conduit à de pareilles défaites feraient mieux de balayer enfin devant leur porte et d'en chasser les feuilles mortes et pourrissantes des partis larges et des gouvernements anti-austérité. Construire une vraie internationale communiste révolutionnaire prendra sans doute du temps, mais les raccourcis opportunistes de ces dernières décennies nous en ont fait perdre beaucoup.

Intégrer la rupture avec l'Union européenne et avec l'euro à notre programme anticapitaliste, tirer les leçons de la capitulation de Syriza devant l'UE

Notre parti dénonce l'Union européenne mais la question de la rupture avec l'UE reste taboue. En bottant systématiquement en touche, en évoquant simplement la perspective d'une Europe des travailleurs/ses, nous nous réfugions dans des abstractions qui esquivent la nécessité de formuler des réponses concrètes à des questions concrètes. Nous nous réfugions dans une posture de refus et nous refusons de poser la question du pouvoir en termes concrets.

Si nous nous posons la question de ce qu'un gouvernement des travailleurs/ses devrait faire vis-à-vis de l'Union européenne, la réponse coulerait de source. En effet, un tel gouvernement ne pourrait pas rester, même quelques semaines, au sein de l'UE. Pourtant, certains camarades nous expliquent qu'un tel gouvernement ne devrait pas rompre immédiatement avec l'UE : il devrait « désobéir » aux règles de l'Union tout en restant dans l'UE parce qu'aucune procédure n'est prévue pour exclure un État de l'UE. Défendre cette perspective, c'est refuser de voir ce qui s'est passé en Grèce contre un gouvernement aux vellétés pourtant fortement limitées. Rester dans l'UE signifie accepter l'étranglement monétaire et donc le sabotage de l'économie. Donc la seule désobéissance possible ne peut que consister dans la rupture immédiate avec l'UE et la récupération de toute la souveraineté, en premier lieu la souveraineté monétaire. Donc pourquoi alimenter la moindre illusion dans la possibilité de « désobéir » tout en restant dans l'UE ?

Si la rupture avec l'UE reste taboue dans notre parti, c'est parce qu'elle est associée à une position de « repli national », voire de xénophobie et de racisme. Personne dans notre parti n'a envie d'être suspecté d'une telle dérive. Donc on esquivé : on veut « en finir » avec l'Union européenne, construire une autre Europe... mais pas question de rompre avec l'UE. Du coup, certain-e-s bricolent des réponses alambiquées, à coups de « monnaie complémentaire » qui permettrait de « désobéir » tout en restant dans l'UE et en gardant l'euro. C'est ce qui est défendu dans le texte « Les défis pour la gauche dans la zone euro » (<http://www.cadtm.org/Les-defis-pour-la-gauche-dans-la>) où nos porte-parole se rallient aux positions programmatiques et stratégiques des réformistes. D'autres camarades se réfugient dans des abstractions : les travailleurs/ses de l'UE devraient tou-te-s ensemble balayer ces institutions et en construire d'autres. Sauf que personne ne peut croire une seconde que la révolution se fera simultanément dans tous les pays d'Europe, donc il faut accepter de sortir des abstractions révolutionnaires pour donner des réponses concrètes.

Refuser d'intégrer la rupture avec l'UE et l'euro à notre programme sous prétexte que celle-ci est portée par le FN (mais en réalité le FN a défendu lui aussi à la fin de la campagne présidentielle un projet de « monnaie complémentaire » pour rassurer les milieux patronaux), c'est se tirer une balle dans le pied. Cela permet au FN de se présenter comme le seul véritable adversaire de l'UE.

Intégrer la rupture avec l'UE et l'euro à notre programme, ce n'est pas capituler devant l'extrême droite, ce n'est pas verser dans l'étapisme comme on l'entend parfois à la gauche du parti, c'est simplement admettre qu'un gouvernement des travailleurs/ses devra exercer pleinement sa souveraineté, et donc rompre avec un cadre capitaliste supranational. Il faudra simultanément rompre avec l'UE et chercher à construire d'autres cadres de coopérations avec d'autres gouvernements des travailleurs/ses. Le développement d'un internationalisme ouvrier concret et pragmatique ne pourra pas s'appuyer sur les institutions de « l'internationalisme » du capital.

Le clivage de classe est frappant sur la question européenne : les bourgeois et les cadres supérieurs soutiennent la construction européenne capitaliste alors que les travailleurs/ses la rejettent légitimement. L'UE n'est pas un projet anecdotique pour les bourgeoisies européennes. Ce sont des institutions fondamentales qui sont déterminantes pour établir un rapport de force en leur faveur. Nous ne devons certainement pas nous joindre à la gauche bien pensante qui dénonce le « repli sur soi » dont témoignerait le rejet populaire de l'UE. Nous ne devons pas faire la leçon aux travailleurs/ses en les accusant

de céder au racisme quand ils rejettent l'UE dans les urnes. Si les forces d'extrême droite associent rupture avec l'UE et rejet des étrangers, nous devons aujourd'hui batailler pour associer la rupture avec l'UE à la rupture avec le système capitaliste qui nous broie et articuler celle-ci à la nécessité de la révolution mondiale.

Proposition de plan de texte pour le congrès

Il est temps de tourner la page de la crise de l'organisation en cours depuis la scission, en nous appuyant sur la campagne Poutou et sur l'écho que nous rencontrons, ainsi que sur toutes les mobilisations auxquelles l'organisation participe. Nous sommes en effet convaincuEs que, si nous sommes dans une situation sociale et politique difficile, il y a un espace pour construire le NPA et influencer largement dans la prochaine période pour peu qu'on en fasse une priorité. Il faut pour cela dépasser les clivages, ne pas avoir pour priorité de construire sa propre fraction mais de chercher ce qui fait avancer l'ensemble de l'organisation. Or, même s'il existe des divergences dans l'organisation, il semble possible de dégager des points qui permettent de rassembler largement pour intervenir vers l'extérieur, renforcer le parti et son intervention.

Il ne s'agirait pas de construire un accord de direction au rabais, il s'agit de prendre le temps de discuter de notre appréciation de la situation politique et sociale, et de comment nous formulons les tâches du parti pour la prochaine période.

Sur la situation politique: nous sommes dans une phase de recul, mais avec des luttes de masse dans une série de pays, des bascules fortes et rapides provoquées par les attaques de la bourgeoisie, qui donnent des possibilités d'intervention pour les révolutionnaires, voire des processus révolutionnaires comme dans les pays arabes ou – qui sait ? – demain en Catalogne.

La combinaison entre reculs et luttes a d'ores et déjà produit l'usure de courants issus du mouvement ouvrier comme la social-démocratie et l'émergence d'une nouvelle force réformiste comme la FI qui représente une expression électorale du rejet du libéralisme et du FN et aujourd'hui une opposition au gouvernement Macron avec laquelle nous devons travailler tout en combattant la confusion autour de la question du peuple obscurcit les clivages de classes et les tentatives d'incarnation/détournement de la révolte dans le cadre des institutions bourgeoises

Il faut également faire évoluer nos formulations par rapport au dernier congrès sur les réorganisations internationales, la place de la guerre et du racisme comme éléments-clés des politiques impérialistes.

Concernant l'orientation. Certaines divergences devront être tranchées par des votes car les désaccords sont importants et bloquent l'activité du NPA.

Il nous semble qu'il faut combiner trois aspects principaux.

Premièrement, à partir des luttes, des prises de consciences, des expériences, la reconstruction de la conscience de classe) et des organisations du prolétariat, la lutte contre les gouvernements et, dans ce cadre, à la fois la construction de l'unité la plus large et la défense d'orientations combatives, pour l'affrontement avec le gouvernement, dans les mouvements, notamment la bataille pour des grèves de masse, le blocage de l'économie et la grève générale.

Deuxièmement, l'intervention politique du parti vers l'extérieur, sa participation aux débats en cours, la défense de mots d'ordre transitoires sur le plan des revendications, l'articulation exploitation/oppressions-discriminations, la lutte contre le productivisme, la question du pouvoir et du parti. De ce point de vue, il faut réaffirmer quelques éléments programmatiques, poser la question de l'affrontement avec le gouvernement, l'Etat, le patronat, et discuter à partir de la formulation du « parti pour les exploité.e.s et les opprimé.e.s », du « parti des travailleurs », du « parti anticapitaliste pour la transformation révolutionnaire de la société ». Sur le parti, il s'agit à la fois de constater que, dans la prochaine période, le seul outil existant est le NPA, et de trouver des formules populaires qui argumentent sur la nécessité d'un parti de masse pour les exploité.e.s. et les opprimé.e.s

Troisièmement, travailler à retrouver un outil militant et un intellectuel collectif pour donner à chacunE les moyens de militer et de s'impliquer dans les débats cela passe par la formation et la reconstruction des instances collectives

Concernant le plan de texte pour le congrès, on peut décider plus tard si on fait un seul texte qui dé-

roule tout ou au contraire, comme à l'avant-dernier congrès, plusieurs textes. Cela dépend en réalité de comment se structurent les points d'accords et de désaccords entre nous. Pour reprendre les éléments précédents, cela pourrait donner le plan suivant.

Notre démarche s'adresse à toutes les camarades de l'organisation, ne fait pas d'exclusive. Nous proposerons à la prochaine commission d'écriture des textes ce plan comme base de discussion, largement modifiable par ceux et celles qui le souhaitent. Notre objectif est que, même si à l'issue de cette discussion des désaccords demeurent et doivent être tranchés par des votes, cette démarche permette au moins de sérier ce qui fait accord et ce qui fait désaccord et permette de rétablir un climat de respect des points de vue et de construire une direction commune capable de relancer l'organisation vers l'extérieur.

Antoine, Christine, Sandra, Simon.

Sans être d'accord avec cette introduction, Cathy a exprimé son accord pour travailler sur la base du plan suivant.

A) Situation

a. Crises sans fin du capitalisme

- i. Crise économique, dette ; offensive libérale pour décupler l'exploitation
- ii. Bouleversements des rapports Chine, USA... ; Union européenne
- iii. Militarisation de la concurrence inter-impérialiste, guerres
- iv. Destructures environnementales ; changement climatique global et effets

b. MigrantEs, réfugiéEs

c. Résistances : révolutions/contre-révolutions ; mouvements de masses contre les politiques libérales ; contre l'extractivisme ; luttes des paysanNEs ; luttes de femmes...

B) Les effets politiques

a. Crise institutionnelle ; abstentions = crise de légitimité des institutions bourgeoises... Crise des partis (droite, PS) qui ont géré les affaires.

b. Extrême-droite ; droite extrême = mise en mouvement de couches intermédiaires et réponse ultra-réactionnaire, antidémocratique militante potentielle à la crise.

c. Etats forts, criminalisation, racisme. Macron, gouvernements d'experts en Europe. Attaques contre les droits des femmes ; fuite en avant productiviste...

C) Les résistances du mouvement ouvrier

a. Transformations profondes du prolétariat et de sa représentation

i. Plus nombreux que jamais mais extrêmement hétérogène (recul des grandes concentrations de salariéEs, précarité...).

ii. Effets sur la conscience de classe. Affaiblissement et/ou intégration des organisations du mouvement ouvrier.

iii. Exploitation / oppressions / discriminations

b. Des résistances réelles mais confrontées à des difficultés

i. Contre les contre-réformes gouvernementales

ii. Contre les licenciements

iii. Des expériences porteuses d'enseignements (luttes des précaires...)

iv. Le cas NDDL et les ZAD.

v. Le combat des migrantEs.

vi. Alternatives et résistances concrètes

vii. Auto-organisation (féministe, LGBTI...)

c. L'hétérogénéité de ces résistances et les défaites produisent comme réponse politique de nouveaux réformismes et/ou populismes, à l'échelle internationale. Le cas particulier de JLM et de la FI

D) Quelle orientation ?

Combinaison de l'intervention politique propre, de l'activité unitaire et du travail de masse.

a. Unifier notre classe contre le gouvernement et le patronat

- i. Construire les luttes avec une stratégie : front unique = unité de toutes les forces du mouvement ouvrier pour l'action, grève générale, auto-organisation.
- ii. Construire fronts unitaires spécifiques sur des questions politiques majeures : répression, racisme, état d'urgence, droits et libertés démocratiques, projets inutiles, nucléaire, etc.
- iii. Reconstruire les outils de lutte des opprimés et des exploités, travail de masse ; collectif, associations, syndicats...

b. Intervenir sur les grandes questions politiques [posées aux exploités / pour répondre à l'absence d'expression politique des exploités et des opprimés]

- i. Programme écosocialiste et revendications transitoires : Rapport capital / travail, Europe, écologie, banques, frontières, féminisme, LGBTI, police...
- ii. La question du pouvoir : se débarrasser du gouvernement des patrons, autogestion, rupture avec les institutions, la propriété, l'Etat.
- iii. Poser la question du parti à une échelle large : nécessité d'un outil politique, d'un parti pour les exploités [et les opprimés] pour renverser le capitalisme.

c. Un NPA utile et vivant :

- i. [Réaffirmer que le NPA n'est pas un front de courants mais un parti, avec un débat libre mais une intervention unifiée vers l'extérieur dans la majorité des situations.]
- ii. Formation / débat stratégique
- iii. Construire et mettre en commun les interventions dans les entreprises, les quartiers la jeunesse. Construire les structures et instances collectives pour l'intervention syndicale et l'intervention politique.
- iv. Construire et mettre en commun notre travail féministe, antiraciste, écologique.
- v. Système médiatique du NPA.
- vi. [Réaffirmer et renforcer les liens avec la IVe Internationale.]